

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42

Présents : 38

Pouvoirs : 4

Excusés : 4

Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-01**

OBJET :

Ressources Humaines

—

**Modifications du tableau
des effectifs**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VIESSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Ressources Humaines – Modifications du tableau des effectifs.

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 9 septembre 2025.

*** Modification d'un poste d'agent périscolaire polyvalent :**

Par délibération du 12 novembre 2018, un poste d'agent périscolaire polyvalent a été créé et ouvert au cadre d'emploi des adjoints techniques. L'agent occupant ce poste a été promu au grade d'agent de maîtrise. Il convient donc d'ouvrir ce poste au grade d'agent de maîtrise afin de pouvoir le nommer.

	POSTE SUPPRIMÉ	POSTE CREE
INTITULÉ	Agent périscolaire polyvalent	Agent périscolaire polyvalent
GRADES CIBLES	Cadre d'emploi des adjoints techniques	Cadre d'emploi des adjoints techniques Grade des agents de maîtrise
TEMPS DE TRAVAIL	Temps complet (35/35)	Temps complet (35/35)
DATE D'EFFET	1 ^{er} octobre 2025	1 ^{er} octobre 2025
<i>Emploi pouvant être pourvu par un contractuel dans les conditions définies à l'article 332 du Code Général de la Fonction Publique</i>		

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- ADOPTE la modification de poste ainsi proposée.

*** Modification d'un poste d'agent périscolaire polyvalent :**

Par délibération du 5 septembre 2025, un poste d'agent périscolaire polyvalent a été créé avec un temps de travail de 24,75/35e. L'activité du service nécessite d'augmenter ce temps de travail et de le faire passer à 30/35e.

	POSTE SUPPRIMÉ	POSTE CREE
INTITULÉ	Agent périscolaire polyvalent	Agent périscolaire polyvalent
GRADES CIBLES	Cadre d'emploi des adjoints techniques	Cadre d'emploi des adjoints techniques
TEMPS DE TRAVAIL	Temps non complet (24,75/35)	Temps non complet (30/35)
DATE D'EFFET	1 ^{er} octobre 2025	1 ^{er} octobre 2025
<i>Emploi pouvant être pourvu par un contractuel dans les conditions définies à l'article 332 du Code Général de la Fonction Publique</i>		

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- ADOPTE la modification de poste ainsi proposée.

*** Modification d'un poste d'animateur :**

Par délibération du 13 septembre 2017, un poste d'animateur a été créé avec un temps de travail de 30,70/35e. L'activité du service nécessite d'augmenter ce temps de travail et de le faire passer à 35/35e.

	POSTE SUPPRIMÉ	POSTE CREE
INTITULÉ	Animateur	Animateur

GRADES CIBLES	Cadre d'emploi des adjoints d'animation	Cadre d'emploi des adjoints d'animation
TEMPS DE TRAVAIL	Temps non complet (30,70/35)	Temps complet (35/35)
DATE D'EFFET	1 ^{er} octobre 2025	1 ^{er} octobre 2025
<i>Emploi pouvant être pourvu par un contractuel dans les conditions définies à l'article 332 du Code Général de la Fonction Publique</i>		

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ADOpte** la modification de poste ainsi proposée.

*** Modification d'un poste d'animateur :**

Par délibération du 26 juin 2023, un poste d'animateur a été créé avec un temps de travail de 28/35e. L'activité du service nécessite d'augmenter ce temps de travail et de le faire passer à 35/35e.

	POSTE SUPPRIMÉ	POSTE CREE
INTITULÉ	Animateur	Animateur
GRADES CIBLES	Cadre d'emploi des adjoints d'animation	Cadre d'emploi des adjoints d'animation
TEMPS DE TRAVAIL	Temps non complet (28/35)	Temps complet (35/35)
DATE D'EFFET	1 ^{er} octobre 2025	1 ^{er} octobre 2025
<i>Emploi pouvant être pourvu par un contractuel dans les conditions définies à l'article 332 du Code Général de la Fonction Publique</i>		

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ADOpte** la modification de poste ainsi proposée.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,


Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN


Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-02**

OBJET :

Ressources Humaines

**Autorisation annuelle de
recrutement d'un agent
temporaire**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENETIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert			X	D. BERGAR	ANGENEAL Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier			X	V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M			X	S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Ressources Humaines – Autorisation annuelle de recrutement d'un agent temporaire.

Par délibération en date du 23 septembre 2024, le conseil municipal avait autorisé la création d'un emploi temporaire d'adjoint territorial d'animation afin de prendre en charge le salaire de l'AESH s'occupant d'un élève en situation de handicap sur la demi-heure de la pause méridienne non prise en charge par l'Etat.

Monsieur le Maire rappelle le contexte :

Un élève scolarisé à l'école de Viessoix est porteur d'une situation de handicap nécessitant la présence permanente d'un accompagnant des élèves en situation de handicap (AESH), spécifiquement formée à la situation de cet élève. L'Etat prend en charge l'AESH de cet élève pendant le temps scolaire, soit 24 heures par semaine, et à hauteur d'une heure par jour pendant la pause méridienne de restauration scolaire. Cependant, la durée de la pause méridienne dans les établissements scolaires de Valdallière est d'une heure et demie.

L'article L332-23 du Code Général de la Fonction Publique précise que les collectivités territoriales peuvent recruter du personnel temporaire pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, pour une durée maximale de 12 mois, après délibération du Conseil Municipal.

L'enfant étant toujours scolarisé à Viessoix, il y a lieu de reprendre une délibération.

Ainsi, il est proposé de créer un emploi non permanent d'adjoint territorial d'animation dans les conditions suivantes :

	EMPLOI NON PERMANENT CREE
INTITULÉ	ADJOINT TERRITORIAL D'ANIMATION TEMPORAIRE
GRADES CIBLES	Cadre d'emploi des adjoints d'animation
TEMPS DE TRAVAIL	Temps non complet (2/35)
DUREE	Année scolaire 2025-2026

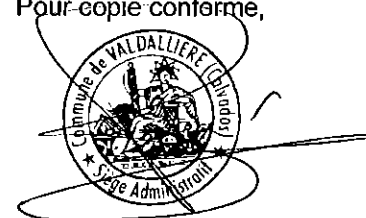
Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- ADOPTE la modification de poste ainsi proposée.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq,

Le 15 septembre, à vingt heures trente,

Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42

Présents : 38

Pouvoirs : 4

Excusés : 4

Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-03**

OBJET :

Ressources Humaines

—
Autorisation de
recrutement d'un agent
périscolaire polyvalent
non permanent

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Dantel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Ressources Humaines – Autorisation de recrutement d'un agent périscolaire polyvalent non permanent.

En juillet dernier, la direction académique des services de l'Éducation nationale (DASEN) a informé la commune de Valdallière que la fermeture de classe qui était prévue à Viessoix était annulée au regard des effectifs inscrits pour la rentrée prochaine.

La direction de l'école de Viessoix a donc décidé de créer une quatrième classe de maternelle. Une des ATSEM actuellement en poste à Montchamp interviendra 2 jours à Montchamp (classe de grandes sections) et 2 jours à Viessoix (classe de moyennes et grandes sections). Cette organisation nécessite néanmoins de recruter un agent pour assurer la restauration scolaire de ces élèves et le ménages des classes les jours où l'ATSEM est dans l'autre école.

Il est donc proposé de créer un poste d'agent périscolaire polyvalent à 14 heures par semaine pour assurer la restauration et le ménage, 2 jours par semaine à Viessoix et 2 jours par semaine à Montchamp.

Ce poste sera créé à compter du 1^{er} octobre 2025 et prendra fin le 26 août 2026.


	EMPLOI NON PERMANENT CREE
INTITULÉ	AGENT PERISCOLAIRE POLYVALENT
GRADES CIBLES	Cadre d'emploi des adjoints techniques
TEMPS DE TRAVAIL	Temps non complet (14/35)
DUREE	Du 1 ^{er} octobre 2025 au 26 août 2026

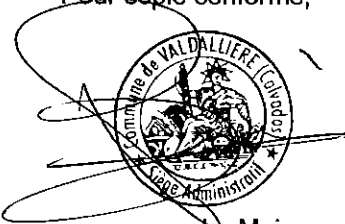
Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ADOpte** la modification de poste ainsi proposée.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,


Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN


Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-04**

OBJET :

Ressources Humaines

**Participation à la
complémentaire santé
des agents**

Annexes :
- Présentation sur la
participation à la
complémentaire santé
des agents pour le CST du
9 septembre
- Plaque de la MNT

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Jaëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Ressources Humaines – Participation à la complémentaire santé des agents.

A partir du 1er janvier 2026, les obligations de la collectivité évoluent en termes de prévoyance. La participation de la collectivité à la protection sociale complémentaire « santé » des agents devient obligatoire.

La collectivité doit choisir entre 3 dispositifs :

- Soit elle conclut, après mise en concurrence, une convention avec un prestataire et participe à la cotisation des seuls agents ayant souscrit auprès de ce prestataire ;
- Soit elle adhère au contrat de groupe mis en place par le Centre de Gestion et participe à la cotisation des seuls agents ayant souscrit ce contrat ; la MNT est le prestataire conventionné avec le CDG 14 ;
- Soit elle participe à la cotisation de tous les agents ayant souscrit un contrat labellisé.

Après analyse des avantages et inconvénients de chacun de ces montages, le CST propose d'adhérer au contrat proposé par la MNT via la convention du CDG14.

Cette participation ne peut être inférieure à la moitié du montant de référence par fixé par l'article 6 du décret n°2022 du 20 avril 2022, c'est-à-dire 15€ par mois par agent.

A cet égard, le CST propose une participation de 15€ par mois par agent.

Par ailleurs, certains agents de la collectivité bénéficient toujours de contrats de mutuelle en partie financés par la commune ou d'une participation par la commune à leur contrat de mutuelle, mis en place avant la création de la commune nouvelle.

La signature de la convention avec le CDG14 et la MNT, ainsi que la mise en place de la participation mentionnée ci-dessus, entraînent automatiquement la résiliation de ces contrats et la fin de la participation financière de Valdallière pour ces agents à compter du 31 décembre 2025. Pour bénéficier de la participation de Valdallière, les agents concernés devront adhérer au contrat de la MNT et bénéficieront de la participation de 15€ par mois mentionnée ci-dessus.

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 9 septembre 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DECIDE** d'adhérer au contrat proposé par la MNT via la convention du CDG14.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention avec le CDG14 et la MNT.
- **DECIDE** que le montant mensuel de la participation à la complémentaire santé sera de 15 euros par agent à partir du 1^{er} janvier 2026.
- **DIT** que tous les contrats de participation antérieure seront résiliés et que les participations antérieures de la commune prendront fin le 31 décembre 2025.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

QUELS SONT LES TARIFS MENSUELS PROPOSÉS ?

Votre participation financière vient en déduction de ces montants (agents en activité)

Niveau 1 BASE	Niveau 2 RENFORCÉE
12,50 €	15,00 €

TARIFS 2025	Niveau 1	Niveau 2
Enfant (gratuité à compter du 3 ^e)	22,79 €	28,15 €
Actif moins de 30 ans	37,93 €	47,00 €
Actif de 30 à 39 ans	40,18 €	49,81 €
Actif de 40 à 49 ans	50,05 €	61,98 €
Actif de 50 à 59 ans	64,75 €	80,23 €
Actif de 60 ans et +	81,61 €	105,33 €
Retraité	93,57 €	121,17 €

Des services indus pour faciliter le quotidien de tous

- » Espace employeur pour suivre les agents adhérents, les effectifs cotisants, les états de cotisations.
- » Espace adhérent pour que vos agents déposent et suivent leurs demandes de remboursements, trouvent un professionnel santé etc.

Vos contacts

- Sébastien BRITTEL, responsable développement / 06 15 75 20 30
- conventionsantenormandie@mnt.fr
- 0 980 980 210

Agence MNT de Caen / 35 rue des Jacobins / CS 65455 / 14054 CAEN cedex 4

(1) Prix d'un appel local du lundi au vendredi de 9h30 à 18h30

Mutuelle Nationale Territoriale, 4 rue d'Athènes - 75009 Paris. Mutuelles soumises aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité, immatriculées au répertoire SIREN sous le numéro SIREN 775 578 584. Document à caractère publicitaire et non contractuel. Ne pas jeter sur la voie publique. Studio des Planètes Création - Crédit Photos : Louis Savarier

Accusé certifié exécuté
Déclaration de l'Intérieur
Ministère de l'Intérieur
014-200034641-20250915-2025_0915_04-DE
MNT
GROUPE VVW
Reception par le préfet : 22/09/2025
Validation : 22/09/2025
IMPRIMERIE DE LA FRANÇAISE

CONVENTION DE PARTICIPATION SANTÉ CENTRE DE GESTION DU CALVADOS



"Mieux protégés,
nos agents réalisent mieux,
leur mission de service public."

Fabrice, directeur général des services
de la ville de Brioude et ses agents.



1^{re} mutuelle
des agents
des services
publics locaux



ENTREPRISE
D'INTERMÉDIAIRIE
D'ASSURANCE

POURQUOI CHOISIR LA CONVENTION SANTÉ MNT SÉLECTIONNÉE PAR VOTRE CDG ?

1. Proximité : un interlocuteur dédié pour vous accompagner localement
2. Accompagnement : mise à disposition d'outils pédagogiques et déploiement concerté avec vos services
3. Accessibilité : un espace de gestion digital 100 % sécurisé, pour réaliser vos opérations en toute autonomie.

Depuis 60 ans la MNT s'engage pour la protection sociale, la santé et le mieux-être au travail des agents territoriaux. Les dépenses de santé pèsent sur le budget de chacun et des renoncements aux soins primordiaux ne sont pas rares (soins dentaires, optique, frais chirurgicaux...).

Fort de ces constats, votre CDG propose aux collectivités et à leurs agents une Convention de Participation Santé, négociée collectivement au meilleur rapport qualité-prix.

LA CONVENTION DE PARTICIPATION SANTÉ MNT

Pourquoi choisir la Convention de Participation Santé ?

Vous profitez de la mise en conformité réglementaire du CDG et évitez ainsi d'avoir à rédiger votre propre cahier des charges.

De plus, vous conservez le libre choix de montant de votre participation financière (à partir de 15 euros en 2026).

Enfin, vous montrez un signe fort de votre politique sociale en contribuant au pouvoir d'achat et à la motivation de vos agents en favorisant leur accès à des garanties de qualité.

Comment rejoindre cette convention ?

Votre collectivité complète une lettre d'intention et la remet à la MNT.

Ainsi, nous pouvons ensemble anticiper les actions de communication avant l'avis du comité technique, votre délibération et la signature des conditions particulières tripartites CDG-Collectivité-MNT.

QUEL EST L'ACCOMPAGNEMENT DE LA MNT ?

En concertation avec vos services RH, la MNT met à disposition des dépliants d'information, un lien internet d'adhésion et peut organiser des réunions d'information.

La MNT répond aux sollicitations dans son agence locale, lors de rendez-vous téléphoniques, physiques ou en partage d'écran à distance.

Une adresse email dédiée à la convention de participation est aussi mise à disposition

Sonia, agent accueil
de la ville de Biarritz.



Document non contractuel

QUELLES SONT LES GARANTIES PROPOSÉES ?

Chaque formule de santé intègre le dispositif 100 % Santé, garantissant ainsi une prise en charge optimale. Chaque agent choisit parmi plusieurs formules progressives celle qui correspond le mieux à ses besoins.

L'adhérent bénéficie de réseaux de soins étendus, du tiers payant, de prestations d'assistance et de services ainsi que d'un espace en ligne pour gérer ses demandes de prestations, localiser un professionnel de santé, etc.

QUI PEUT ADHÉRER AU CONTRAT ?

- Tout agent de la collectivité qui souscrit à la convention de participation,
- Le personnel retraité dont vous êtes le dernier employeur (vous ne versez pas de participation financière aux retraités),
- Leurs ayants-droits tels que définis dans la notice du contrat.

COMMENT LES AGENTS VONT-ILS ADHÉRER ?

Un lien internet dédié aux adhésions en ligne de votre collectivité est fourni. Vous n'avez rien à faire, vos agents sont autonomes pour adhérer au dispositif.

TABLEAU DES PRESTATIONS – CONTRAT COLLECTIF SANTÉ

Centre de gestion du Calvados

Remboursements cumulés de l'Assurance maladie et de l'Assureur			
Soins courants	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Honoraires :			
Honoraires généralistes (consultations, visites) - Praticien adhérent à un DPTAM	125%	150%	200%
Honoraires généralistes (consultations, visites) - Praticien non adhérent à un DPTAM	105%	130%	180%
Honoraires spécialistes (consultations, visites) - Praticien adhérent à un DPTAM	150%	200%	250%
Honoraires spécialistes (consultations, visites) - Praticien non adhérent à un DPTAM	130%	180%	200%
Actes techniques médicaux et autres actes - Praticien adhérent à un DPTAM	150%	200%	250%
Actes techniques médicaux et autres actes - Praticien non adhérent à un DPTAM	130%	180%	200%
Imagerie médicale - Praticien adhérent à un DPTAM	100%	125%	200%
Imagerie médicale - Praticien non adhérent à un DPTAM	100%	105%	180%
Honoraires paramédicaux - auxiliaires médicaux	100%	125%	150%
Honoraires de séances d'accompagnement psychologique (article L162-58-1 CSS)	100%	100%	100%
Analyse et examens de laboratoire	100%	125%	150%
Frais de transport	100%	100%	100%
Médicaments :			
Médicaments (tous les niveaux de remboursements par l'Assurance maladie)	100%	100%	100%
Vaccins antigrippaux	100%	100%	100%
Vaccins	100%	100%	100%
Contraception sur prescription	100%	100%	100%
Substituts nicotiniques (par an)	150 €	150 €	150 €
Matériel médical :			
Pansements, accessoires, appareillage et prothèses	100%	100%	100%
Forfait complémentaire (par an) :			
Orthopédie	200 €	300 €	400 €
Prothèses (mammaires, capillaires, oculaires)	200 €	300 €	400 €
Grand appareillage	200 €	300 €	400 €
Prestations non remboursées par l'Assurance maladie :			
Participation assuré actes > 120 Euros	Garanti	Garanti	Garanti
Homéopathie (par an) : Médicaments	50 €	75 €	100 €
Médecines douces (par an) : acupuncteurs, chiropracteurs, diététiciens, étioopathes, homéopathes, mésothérapeutes, micro-kinésithérapeutes, nutritionnistes, ostéopathes, pédicures, podologues, psychologues, psychomotriciens, réflexologues	100 €	150 €	200 €
Hospitalisation médicale, chirurgicale et maternité			
Honoraires médicaux & chirurgicaux - Praticien adhérent à un DPTAM	150%	200%	250%
Honoraires médicaux & chirurgicaux - Praticien non adhérent à un DPTAM	130%	180%	200%
Actes de spécialités - Praticien adhérent à un DPTAM	150%	200%	250%
Actes de spécialités - Praticien non adhérent à un DPTAM	130%	180%	200%
Frais de séjour	100%	100%	100%
Soins thermaux - par cure	100%+150€	100%+200€	100%+250€
Amniocentèse - par acte	100% + 65€	100% + 65€	100% + 65€
Dépistage de la trisomie 21 fœtale par analyse de l'ADN - par acte	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Caryotype constitutionnel prénatal - par acte	100%+ 120€	100% + 120€	100% + 120€
Péridurale - par an	100% + 80€	100% + 80€	100% + 80€
Prestations non remboursées par l'Assurance maladie :			
Participation du patient actes > 120 Euros	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Forfait patient urgence (FPU, article L160-13 CSS)	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Forfait journalier hospitalier	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Forfait journalier psychiatrie	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Forfait chambre particulière (par jour et selon une durée non limitée).	50 €	65 €	80 €
Forfait chambre particulière en ambulatoire (par jour et selon une durée non limitée)	18 €	20 €	25 €
Forfait frais accompagnant enfant moins de 16 ans, adulte de plus de 75 ans ou personne handicapée (par jour et limité à 60 jours)	30 €	35 €	40 €
Allocation maternité	250 €	250 €	250 €

TABLEAU DES PRESTATIONS – CONTRAT COLLECTIF SANTÉ

Centre de gestion du Calvados

Optique			
L'assurance maladie prend en charge les dépenses pour l'acquisition d'équipement optique (verres, montures, lunettes complètes) et pour la prise en charge des soins optiques (examen de vue, prescription de lunettes, adaptation des lunettes, etc.). Les dépenses sont prises en charge à hauteur de 100% pour les personnes âgées de moins de 18 ans et de 70% pour les autres personnes. Les dépenses sont prises en charge à hauteur de 100% pour les personnes âgées de moins de 18 ans et de 70% pour les autres personnes.			
Equipement 100% santé appartenant à une classe à prise en charge renforcée	Remboursement intégral		
Equipement complet	Remboursement intégral		
Equipement appartenant à une classe autre que celles à prise en charge renforcée	Remboursement intégral		
Remboursement de l'équipement (limité à 100€ pour la monture) :	Remboursement intégral		
a) équipement verres simples	150 €	250 €	300 €
b) équipement verre mentionné au a) et verre mentionné au c)	225 €	375 €	450 €
c) équipement verres complexes	300 €	500 €	600 €
d) équipement verre mentionné au a) et verre mentionné au f)	225 €	375 €	450 €
e) équipement verre mentionné au c) et verre mentionné au f)	300 €	500 €	600 €
f) équipement verres très complexes	300 €	500 €	600 €
Frais de lentilles remboursées (par an et par bénéficiaire) en complément du régime obligatoire. Cumulable avec le forfait lunettes	150 €	200 €	250 €
Prestations non remboursées par l'Assurance maladie :			
Frais de lentilles non remboursées (par an et par bénéficiaire)	150 €	150 €	200 €
Chirurgie de l'œil (par œil, par an et par personne)	250 €	300 €	400 €
Dentaire			
Honoraires - Soins dentaires	100%	125%	150%
Orthodontie	200%	300%	400%
Prothèses dentaires	Remboursement intégral		
Panier de soins 100% santé sans reste à charge (convention article L 162-9 CSS)	Remboursement intégral		
Panier de soins aux tarifs maîtrisés	200%	300%	400%
Panier de soins aux tarifs libres	200%	300%	400%
Prestations non remboursées par l'Assurance maladie :			
Prothèses dentaires (par prothèse)	200 €	300 €	400 €
Orthodontie (par semestre et par bénéficiaire)	200 €	300 €	400 €
Parodontologie (par bénéficiaire et par an)	100 €	250 €	350 €
Implants (forfait par implant limité à 3 implants / an)	250 €	350 €	600 €
Aides auditives			
La garantie s'applique aux frais exposés pour l'acquisition d'une aide auditive par période de 4 ans.			
Equipement 100% santé appartenant à une classe à prise en charge renforcée	Remboursement intégral		
Equipement complet	Remboursement intégral		
Equipement appartenant à une classe autre que celles à prise en charge renforcée	Remboursement intégral		
Remboursement par aide auditive assuré de moins de 20 ans	1 500 €	1 500 €	1 500 €
Remboursement par aide auditive assuré de plus de 20 ans	1 000 €	1 250 €	1 500 €
Autres prestations			
Scellement des puits, sillons et fissures (enfant de moins de 14 ans)	100%	100%	100%
Détartrage annuel complet	100%	100%	100%
Bilan du langage (enfant de moins de 14 ans)	100%	100%	100%
Dépistage hépatite B	100%	100%	100%
Dépistage trouble de l'audition (personne de plus de 50 ans)	100%	100%	100%
Ostéodensitométrie (personne de plus de 50 ans)	100%	100%	100%
Assistance RMA Niveau 1	Oui	Oui	Oui
SMACL Recours Médical & Informations Juridiques	Oui	Oui	Oui
Accès Téléconsultation (MesDocteurs)	Oui	Oui	Oui

021-1-1000



CST

RÉUNION DU 9 SEPTEMBRE 2025

PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE VOLET SANTÉ (MUTUELLE)

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
014-200054841-20250815-2025_0815_04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le Préfet : 22/09/2025
Publication : 22/08/2025

1 – Prévoyance: rappels / bilan

- A partir du 1^{er} janvier 2025: obligation de participer financièrement aux contrats de prévoyance souscrits par les agents.
 - Choix de la collectivité: convention avec le CDG et la MNT
 - Participation: 15€ par mois par agents
 - Nombre d'agents ayant souscrit: 15
 - Cout estimé pour la collectivité: 2 700€ par an

2 – Santé: obligations de la collectivité

- A partir du 1^{er} janvier 2026: obligation de participer financièrement aux contrats de complémentaire santé souscrits par les agents.
- Participation minimum de la collectivité: 15€ par mois par agent
- Le panier de soins minimum comprend les frais de consultation et d'hospitalisation, les médicaments, les frais dentaires et d'optique, les prothèses auditives.

3 – Choix du contrat

- 3 possibilités pour la commune:

- Soit choisir un prestataire et participer à la cotisation pour les seuls agents souscrivant à un contrat de Santé auprès de ce prestataire
- Soit adhérer au contrat souscrit par le CDG auprès de la MNT et participer à la cotisation pour les seuls agents souscrivant à ce contrat Santé
- Soit participer à la cotisation de tous les agents ayant souscrit un contrat labellisé

- Choix d'un prestataire par la commune ➔ à écarter:

- Complexité du choix du prestataire par la collectivité (difficultés à choisir l'offre la plus intéressante pour la majorité des agents parmi plusieurs prestataires et plusieurs formules / négociation avec les prestataires)
- Délai de mise en œuvre (procédure de marché public)
- Complexité du suivi du contrat par la commune
- Remise en concurrence au moins tous les 6 ans

- ➔ choix entre:

- Le contrat du CDG avec la MNT
- La participation à la cotisation de tous les agents ayant souscrit un contrat labellisé

4 – Choix du contrat : contrat du CDG

Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none"> • Simplicité du choix du prestataire et du contrat pour les agents: pas besoin de comparer les offres entre différents prestataires • Simplicité de la procédure pour la collectivité: adhésion à la convention déjà négociée par les CDG • Economies pour les agents: taux de cotisation négociés par les 3 CDG • Absence de questionnaire médical / absence de limite d'âge / garantie immédiate • Simplicité du suivi des adhésions et résiliations pour la collectivité • Accompagnement par le prestataire: présentation et sensibilisation des agents + assistance pour l'adhésion et le changement de contrat • Mise en œuvre rapide: du fait de la procédure simplifiée • Possibilité de changer de dispositif en 2028: la remise en concurrence aura lieu en 2028 → en cas d'insatisfaction, possibilité pour la commune de choisir un autre dispositif 	<ul style="list-style-type: none"> • Obligation de remise en concurrence périodique: par le CDG → possibilité pour les agents de devoir changer de prestataire à chaque remise en concurrence • Changement de prestataire et / ou de contrat: les agents ayant déjà souscrit un contrat doivent en changer pour bénéficier de la participation employeur • Participation moins étendue : Seuls les agents souscrivant au contrat choisi par le CDG bénéficient de la participation employeur • Couverture pouvant être moins adaptée: le contrat choisi par le CDG n'est pas nécessairement le plus adapté à la situation et aux besoins de chaque agent

4 – Choix du contrat : contrat du CDG

Qui peut être couvert ?

Ayants droit

Conjoint, concubin

Enfants mineurs

Agents actifs

Retraités dès la liquidation de la pension

Enfants de moins de 27 ans étudiants ou chômeurs ou en formation professionnelle ou en CAT ou infirme avec une invalidité reconnue avant 21 ans

Ascendants, descendants et collatéraux vivant au domicile, à charge et inscrits comme ayants droit auprès de la Sécurité sociale

”

4 – Choix du contrat : contrat du CDG



Les cotisations mensuelles 2025

Avant déduction de la participation financière de votre collectivité (actifs)

Tarif 2025	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Moins de 30 ans	37,93 €	47,00 €	57,33 €
De 30 à 39 ans	40,18 €	49,81 €	64,32 €
De 40 à 49 ans	50,05 €	61,98 €	80,07 €
De 50 à 59 ans	64,75 €	80,23 €	103,67 €
60 ans et +	81,61 €	105,33 €	127,80 €
Retraités	93,57 €	121,17 €	147,22 €
Enfant (gratuité à compter du 3 ^{ème} enfant)	22,79 €	28,13 €	36,21 €



Les garanties figurent dans la plaquette jointe.

5 – Choix du contrat : labellisation

Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none"> • Simplicité de la mise en œuvre administrative pour la commune: pas de démarche pour choisir le prestataire / pas de gestion d'un contrat collectif • Flexibilité pour les agents: possibilité de choisir le prestataire et le contrat correspondant le mieux à sa situation et à ses besoins • Continuité des contrats actuels : Pas de changement de contrat pour les agents ayant déjà souscrit un contrat labellisé • Participation plus étendue : Tous les agents ayant souscrit un contrat labellisé bénéficient de la participation employeur 	<ul style="list-style-type: none"> • Complexité du choix du prestataire et du contrat pour les agents: choix par les agents parmi une multitude de prestataires et de formules • Complexité du suivi par la commune: vérification régulière de la concordance entre la participation versée et la réalité de son utilisation • Questionnaire médical possible • Nombre de contrats labellisés limités (contrats spécifiques pour les agents territoriaux mis en place par les assureurs) ➔ la plupart des agents devront certainement changer de contrat ou d'organisme pour bénéficier de la participation de la collectivité

6 – Choix du contrat

- Sondage anonyme auprès des agents:
 - Nombre de réponses: 42
 - Parmi ces réponses:
 - Nombre de personnes couvertes : 94
 - Nombre d'agents affiliés à la mutuelle de l'employeur du conjoint: 10

6 – Choix du contrat

- Avec une participation de la collectivité de 15€ par agent* :
- Les contrats proposés par la MNT sont **financièrement** plus intéressant pour :

Niveau de garantie	MNT plus intéressante pour:	Soit:
Niveau 1	32 foyers sur 42	59 personnes sur 94
Niveau 2	24 foyers sur 42	36 personnes sur 94
Niveau 3	11 foyers sur 42	18 personnes sur 94

* participation minimale

6 – Choix du contrat

- PROPOSITION SUR LE CHOIX DU CONTRAT:
 - Vu le nombre de foyers et de personnes pour lesquels les contrats du CDG sont plus intéressants financièrement
 - Vu les caractéristiques des contrats labellisés

➔ IL EST PROPOSE DE CHOISIR LE CONTRAT PROPOSE PAR LA MNT VIA LE CDG

7 – Montant de la participation

- Obligation: 15€ par mois par agent (pas de pourcentage)
- Ce que proposent les autres collectivités:

Collectivité	Montant de la participation
Souleuvre en Bocage	15€ par agent (contrat CDG)
Condé en Normandie	11€ par agent 9€ pour le conjoint 5€ par enfant (limité à 2 enfants)
Noues de Sienne	15€ par agent 10€ pour le conjoint 10€ par enfant (limité à 2 enfants)
IVN	25€ par agent 10€ pour le conjoint 5€ par enfant (limité à 2 enfants)

7 – Montant de la participation

- Actuellement la collectivité participe au contrat de mutuelle de 6 agents (contrats aesio et harmonie):

	Mode de calcul	Montant du contrat	Montant de la cotisation de la collectivité	Pourcentage de participation
Participation 1 (1 agent)	25% du montant de la cotisation	76,73€	19,18€	25%
Participation 2 (4 agents)	25% du montant de la cotisation	84,84€	21,21€	25%
Participation 3 (1 agent)	Participation fixe quelque soit le montant du contrat	67,29€	18€	25%
COUT TOTAL		1 465€ par an		

7 – Montant de la participation

- Pour les agents ayant répondu au questionnaire:

	Actuelle	Estimée avec la garantie MNT Niveau 1	Estimée avec la garantie MNT Niveau 2	Estimée avec la garantie MNT Niveau 3
Cotisation moyenne par personne	50€	47€	58€	74€
Cotisation moyenne par foyer	110€	105€	130€	165€
TAUX de couverture de la cotisation du foyer si participation 15€ par agent	13,64%	14,29%	11,54%	9,1%
TAUX de couverture de la cotisation du foyer si participation 22€* par agent	20%	20,95%	16,92%	13,33%
TAUX de couverture de la cotisation du foyer si participation 27€** par agent	24,54%	25,71%	20,76%	16,36%

* = participation maximale actuelle en € pour les agents de la collectivité (→ pour conserver le même montant qu'actuellement)

** = pour une participation de 25% sur le niveau 1 correspondant au pourcentage actuellement couvert pour les agents pour lesquels la collectivité participe

7 – Montant de la participation

- Les contrats proposés par la MNT sont **financièrement** plus intéressant:

Si participation de 15€ par agent

Niveau de garantie	MNT plus intéressante pour:	Soit:
Niveau 1	32 foyers sur 42	59 personnes sur 94
Niveau 2	24 foyers sur 42	36 personnes sur 94
Niveau 3	11 foyers sur 42	18 personnes sur 94

Si participation de 22€ par agent

Niveau de garantie	MNT plus intéressante pour:	Soit:
Niveau 1	34 foyers sur 42	68 personnes sur 94
Niveau 2	26 foyers sur 42	42 personnes sur 94
Niveau 3	13 foyers sur 42	21 personnes sur 94

Si participation de 27€ par agent

Niveau de garantie	MNT plus intéressante pour:	Soit:
Niveau 1	34 foyers sur 42	68 personnes sur 94
Niveau 2	28 foyers sur 42	48 personnes sur 94
Niveau 3	13 foyers sur 42	21 personnes sur 94

7 – Montant de la participation

Estimation du coût pour la collectivité :

Hypothèse = participation pour tous les agents et tous les membres de leur famille éligibles (pour les enfants: participation jusqu'au jour des 20 ans, comme pour le SFT // pour les conjoints: mariés ou pacsés):

Montant de la participation mensuelle	Cout correspondant pour la collectivité	Cout pour la collectivité
15€ par agent	86 agents sur poste permanent → 15 480€ / an	15 480€ par an
22€ par agent	86 agents sur poste permanent → 22 704€ par an	22 704€ par an
15€ par agent 9€ pour le conjoint 5€ par enfant (limité à 2 enfants)	86 agents sur poste permanent → 15 480€ / an 38 conjoints → 4 104€ / an 62 enfants → 3 720€ / an	23 304€ par an
15€ par agent 10€ pour le conjoint 10€ par enfant (limité à 2 enfants)	86 agents sur poste permanent → 15 480€ / an 38 conjoints → 4 560€ / an 62 enfants → 7 440€ / an	27 480€ par an
27€ par agent	86 agents sur poste permanent → 2 864€ par an	27 864€ par an

7 – Choix du montant

- PROPOSITION DU CST SUR LE MONTANT DE LA PARTICIPATION

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-05**

OBJET :

Projet gendarmerie

**Abandon de la maîtrise
d'ouvrage communale
pour les locaux de
service**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAL Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Projet gendarmerie – abandon de la maîtrise d'ouvrage communale pour les locaux de service.

Par délibération N°2023-0522-09 en date du 22 mai 2023 le conseil municipal adoptait en séance le principe d'un programme de construction via un montage mixte avec l'opérateur HLM INOLYA :

- Construction sous maîtrise d'ouvrage communale des locaux de service et technique selon les dispositions du décret N°93-130 et de la circulaire d'application du Premier ministre du 28 janvier 1993
- Construction sous maîtrise d'ouvrage de l'OPHLM INOLYA de 8 logements au profit de la brigade de proximité de VALDALLIERE selon les dispositions du décret N°2016-1884 du 26 décembre 2016.

Par courrier en date du 14 avril 2025, l'OPHLM INOLYA nous informait qu'elle abandonnait les études de faisabilité pour la construction de la gendarmerie.

Par délibération en date du 24 juin 2025, le conseil municipal, actant le désengagement de l'OPHLM INOLYA, confiait la construction de la gendarmerie (locaux de service et technique) et des 8 logements à la société PARTHELIOS HABITAT, soit l'intégralité de l'opération.

Afin de faire invalider la décision ministérielle relative à la situation de mixité des maîtrises d'ouvrage (commune/OPHLM INOLYA), et demander ainsi la modification du cadre de projet juridique, il est indispensable que le conseil municipal se prononce sur l'abandon du projet construction des locaux de service et techniques sous maîtrise d'ouvrage communale.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ACTE** l'abandon du projet de construction des locaux de service et techniques sous maîtrise d'ouvrage communale.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42

Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-06**

OBJET :

**Convention RPE Terres
de Druanee**

*Annexe :
Projet de convention de
prestation de services
avec Terre de Druanee
relative au relai petite
enfance*

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Convention RPE Terres de Druance.

Valdallière a mis en place en 2024 un Relai Petite Enfance (RPE) et embauché une animatrice qui organise des activités pour les assistant(e)s maternel(le)s et les enfants qu'ils gardent dans les locaux situés à Vassy, Presles et Bernières le Patry. Elle propose également des conseils administratifs et juridiques aux parents et aux assistant(e)s maternel(le)s.

La commune de Terre de Druance ne dispose pas de ce service. Il est donc proposé de faire bénéficier les assistant(e)s maternel(e)s et les parents de Terre de Druance du RPE de Valdallière par le biais d'une convention de prestations de service.

En effet, l'article L5111-1 du CGCT permet de conclure des conventions entre communes ayant pour objet la réalisation de prestations de services.

Le projet de convention, annexé au présent rapport, prévoit le périmètre d'intervention de l'animatrice du RPE pour Terre de Druance :

- Les assistant(e)s maternel(le)s et les enfants qu'ils gardent résidant sur la Commune de Terres de Druance peuvent participer aux ateliers, animations, réunions proposés par l'animatrice au RPE de Vassy, Presles et Bernières le Patry, dans la limite des places disponibles ;
- Les parents de jeunes enfants et assistant(e)s maternel(le)s résidant sur la Commune de Terres de Druance peuvent consulter l'animatrice du RPE de Valdallière pour obtenir des conseils juridiques et administratifs.

La convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1er octobre 2025, reconductible tacitement.

La prestation sera facturée à Terres de Druance : 230€ par an par assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s résidant sur le territoire de Terres de Druance.

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 9 septembre 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ADOpte** la convention de prestation de services avec Terres de Druance relative au relai petite enfance.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention et tout document afférent.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART



LOGO TERRES DE DRUANCE

**CONVENTION POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICES ENTRE VALDALLIERE ET TERRES DE DRUANCE
RELATIVE AU SERVICE DU RELAI PETITE ENFANCE**

Sur le fondement de l'article L 5111-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)

Entre les soussignés :

COMMUNE DE VALDALLIERE, représentée par son Maire, M. Frédéric BROGNIART, dûment habilité par délibération du 15 septembre 2025,
d'une part,

Et :

COMMUNE DE TERRES DE DRUANCE, représentée par son Maire, M. Jean TURMEL, dûment habilité par délibération du
d'autre part,

Vu le CGCT et notamment ses articles L. 5111-1 relatifs aux prestations de service entre communes ;

Considérant que la Commune de Valdallière a créé un service Relai Petite Enfance,

Considérant que la Commune de Terres de Druance ne dispose pas d'un tel service,

Considérant qu'il est dans l'intérêt des assistant(e)s maternel(le)s, des parents et des jeunes enfants de la commune de Terres de Druance de pouvoir avoir accès à un relai petite enfance,

Vu l'avis du Comité Social Territorial (CST) de Valdallière en date du 9 septembre 2025,

Vu l'avis du Comité Social Territorial (CST) de Terres de Druance en date du

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Commune de Valdallière dispose d'un Relai Petite Enfance, comprenant une animatrice qui organise des activités pour les assistant(e)s maternel(le)s et les enfants qu'ils gardent dans les locaux situés à Vassy, Presles et Bernières le Patry. Elle propose également des conseils administratifs et juridiques aux parents et aux assistant(e)s maternel(le)s.

Afin de proposer ce service à ses habitants, la Commune de Terres de Druance souhaite faire appel au service Relai Petite Enfance de la Commune de Valdallière pour l'exercice des missions décrites ci-dessus.

L'article L5111-1 du CGCT permet de conclure des conventions entre communes qui ont pour objet la réalisation de prestations de services.

La présente convention cadre fixe les modalités techniques et financières des prestations de service que la Commune de Valdallière peut mettre en place envers la Commune de Terres de Druance.

Article 1^{er}

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur **Objet de la convention**

014-200054641-20250915-2025_0915_06-DE

La présente convention a pour objet d'organiser une coopération entre les deux entités publiques susvisées dans l'accomplissement de leur mission de service public.

La présente convention a pour objectif d'organiser les prestations de service que la Commune de Valdallière effectue envers la Commune de Terres de Druance concernant le relai petite enfance.

La mise à disposition du service est consentie dans les conditions précisées dans les articles ci-après.

Article 2

Périmètre de l'intervention

Dans le cadre de ces prestations de service, il est convenu que :

- Les assistant(e)s maternel(le)s et les enfants qu'ils gardent résidant sur la Commune de Terres de Druance peuvent participer aux ateliers, animations, réunions proposés par l'animatrice au RPE de Vassy, Presles et Bernières le Patry, dans la limite des places disponibles ;
- Les parents de jeunes enfants et assistant(e)s maternel(le)s résidant sur la Commune de Terres de Druance peuvent consulter l'animatrice du RPE de Valdallière pour obtenir des conseils juridiques et administratifs.

Les services des deux communes s'engagent à collaborer étroitement afin de garantir un fonctionnement optimal du service.

En cas de difficultés rencontrées par l'une ou l'autre partie dans l'exécution des missions citées ci-dessus, les communes sont chargées de trouver des solutions communes afin d'éviter tout dysfonctionnement du service.

Article 3

Modalité d'exécution

L'animatrice du Relai Petite Enfance de Valdallière sera chargée d'assurer de réaliser les tâches et les missions nécessaires à la mise en œuvre de la prestation de service.

Il ne s'agit ni d'un transfert ni d'une mise à disposition de l'agent concerné. L'agent qui assure la prestation de service continue à dépendre de la seule autorité fonctionnelle de l'exécutif de la collectivité prestataire. La fiche de poste de l'agent concerné devra cependant prévoir cette mission assurée pour le compte de la Commune de Terres de Druance.

L'agent assurant la mission d'animatrice du RPE sera chargée de la réalisation des tâches principales suivantes :

- Informer les parents et les professionnels de la petite enfance, en offrant un cadre de rencontres et d'échanges des pratiques professionnelles
- Organiser et animer des temps d'ateliers collectifs
- Accueillir et accompagner les professionnels de la petite enfance sur les aides et les aspects du droit du travail
- Accueillir et accompagner les parents sur les modes d'accueil et les démarches administratives
- Assurer le secrétariat du relais petite enfance
- Promouvoir les métiers de la petite enfance (formation continue, évolution de carrière,...)
- Contribuer à l'observation des besoins du territoire, et préparer l'élaboration de documents (statistiques, tableaux de bord...) en vue des évaluations annuelles de la CAF

Elle continuera à percevoir sa rémunération par la Commune de Valdallière. Le pouvoir hiérarchique, l'entretien professionnel et l'engagement d'une procédure disciplinaire resteront de la compétence de l'employeur de l'agent à savoir la Commune de Valdallière.

Le matériel et les locaux liés à ce service seront mis à disposition.

Si la Commune de Valdallière assurant la prestation souhaite réorganiser ses services, elle notifiera sous 30 jours, par tout moyen écrit, toute information utile à la compréhension de la nouvelle organisation. Le cas échéant, la Commune de Valdallière précisera les personnes en charge de la réalisation des prestations en vertu de la présente convention, sans qu'un avenant soit nécessaire dès lors que les volumes financiers globaux correspondant au coût global restent les mêmes.

Article 4

Modalités financières de la prestation

La prestation sera facturée selon les modalités suivantes : 230 € par an par assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s résidant sur le territoire de Terres de Druance, intégrant le coût des agents et les différents frais matériels et logiciels nécessaires pour assurer les services rendus.

Ces tarifs pourront être révisés annuellement par délibération de la collectivité assurant la prestation en fonction de l'évolution du coût du service.

Chaque année, un courrier sera envoyé par la Commune de Valdallière à la Commune de Terres de Druance indiquant le nombre d'assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s résidant sur le territoire de Terres de Druance.

Le règlement sera réalisé sur présentation d'un titre de recette exécutoire au comptable public.

Article 5 **Responsabilité**

La mission du Relai Petite Enfance assurée par la Commune de Valdallière relèvera de la responsabilité de la Commune de Valdallière qui en assurera les éventuelles conséquences dommageables. Elle ne verra cependant pas sa responsabilité engagée si les dommages résultent de la force majeure ou des carences, erreurs ou fautes imputables à la Commune de Terres de Druance.

Article 6 **Entrée en vigueur et durée de la convention**

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} octobre 2025 pour une durée de 1 an. Elle est reconduite de façon tacite pour la même durée et dans les mêmes conditions, sauf décision ou proposition contraire de l'une des parties, notifiée à l'autre partie au plus tard le 31 juillet précédent la reconduction tacite.

Article 7 **Résiliation de la convention**

D'un commun accord, les parties pourront décider de résilier la présente convention au cours de son exécution.

En outre, la Commune de Valdallière et la Commune de Terres de Druance pourront résilier unilatéralement la présente convention au cours de son exécution avant le terme fixé à l'article 6, moyennant un préavis de 2 mois.

L'exercice de ce droit contractuel de résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

Article 8 **Juridiction compétente en cas de litige**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Caen.

Fait à , le , en deux exemplaires originaux,

Frédéric BROGNIART
Maire de Valdallière

Jean TURMEL
Maire de Terres De Druance

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42

Présents : 38

Pouvoirs : 4

Excusés : 4

Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-07**

OBJET :

**Convention Espaces sans
tabac**

*Annexe :
Projet de convention de
convention relative aux
Espaces sans tabac avec
le Comité Départemental
de la Ligue contre le
cancer*

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert			X	D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier			X	V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M			X	S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Convention Espaces sans tabac.

Le Décret n° 2025-582 du 27 juin 2025 explicite l'interdiction de fumer dans les lieux publics en précisant les lieux dans lesquels cette interdiction s'applique, notamment :

- Les abords immédiats des établissements scolaires, des établissements destinés à l'accueil, à la formation ou à l'hébergement des mineurs, des bibliothèques et équipements sportifs.

L'Arrêté du 21 juillet 2025 indique la signalisation à mettre en place dans ces lieux. Le Comité Départemental de la Ligue contre le Cancer propose la prise en charge de la communication autour de l'interdiction de fumer dans ces lieux et notamment la mise en place de panneaux.

Il est donc proposé de conclure une convention relative aux espaces sans tabacs avec le Comité Départemental de la Ligue contre le cancer.

Monsieur le Maire prendra un arrêté municipal pour définir les espaces sans tabacs dans lesquels l'interdiction de fumer s'applique et la signalisation correspondante sera prise en charge par la Ligue contre le cancer. Il s'agit des lieux suivants :

- École primaire Alphonse Daudet à Viessoix (1 zone en maternelle et 1 en élémentaire)
- École primaire Henri Morel à Montchamp (1 zone)
- École primaire de Vassy (1 zone en maternelle et 1 en élémentaire)
- Collège de Vassy (2 Zones)
- 3 relais petite enfance
- 3 city stades
- Accueil collectif de mineurs "COPAINS DES BOIS"
- Gymnase Saint Vigor
- Salle Omnisport
- 2 terrains de foot
- 2 Locaux ados
- 2 Médiathèques
- Salle de ping-pong
- Piscine municipale
- Parc municipal de Vassy

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention relative aux Espaces sans tabac avec le Comité Départemental de la Ligue contre le cancer et tout document afférent.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART



CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE VALDALLIÈRE, ET LE COMITE DU
CALVADOS DE LA LIGUE CONTRE LE CANCER

ESPACE LABELLISE « ESPACE SANS TABAC »

ENTRE

La commune de VALDALLIÈRE représentée par M. BROGNIART, Maire de Valdallière,

Ci-après « La Commune »

ET

Le comité du CALVADOS de la Ligue Nationale contre le cancer, dont le siège social est sis 11 rue Samuel Bochart 14000 Caen représenté par Monsieur Didier BAREY, agissant en qualité de Président,

Ci-après dénommée « Le Comité »

Le comité de la Ligue nationale contre le cancer et la commune étant ci-après dénommés individuellement « le partenaire » et collectivement « les partenaires » ou « les parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT

Préambule :

La Ligue nationale contre le cancer est une association régie par la loi de 1901, reconnue d'utilité publique, reposant sur la générosité du public et sur l'engagement de ses bénévoles et salariés. La Fédération, forte de plus de 700 000 adhérents et de composée de 104 comités départementaux présents sur tout le territoire y compris DOM, TOM et POM, est apolitique et indépendante financièrement.

La Ligue lutte au moyen d'actions complémentaires : information, prévention, promotion du dépistage, actions pour les malades et leurs proches, recherche et plaidoyer pour promouvoir les droits des personnes malades.

C'est dans cette organisation que s'expriment la force et l'efficacité de la Ligue qui peut mener des actions nationales d'envergure, relayées au niveau local. Ceci est particulièrement important dans les domaines de la prévention, promotion du dépistage et de l'action pour les malades.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200054641-20250915-2025_0915_07-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/09/2025
Publication : 22/09/2025

La Commune de Valdallière participe activement à toutes les mesures mises en place sur le plan local ou régional visant à protéger les populations et soutient pleinement les actions menées par la Ligue contre le cancer.

Contexte :

Le tabagisme reste toujours la première cause de mortalité évitable avec plus de 75 000 décès par an estimés en France en 2015. Les causes les plus fréquentes des décès attribuables au tabagisme sont les cancers avec plus de 45 000 décès, suivis par les maladies cardiovasculaires (plus de 17 000). Au niveau national, les cancers représentent ainsi 61,7% des décès attribuables au tabagisme.

En Normandie en 2015, le nombre total de décès attribuables au tabagisme a été estimé à environ 4 437 dont 2 830 par cancers, ce qui représente une proportion de 63,8%.

Ce nombre total de décès attribuables au tabagisme en Normandie représente 13,5 % du total des décès survenus la même année dans la région.

Cette proportion est proche des 13 % estimés au niveau France entière la même année.

Le nombre de morts liés au tabac s'accroît et pèse de plus en plus lourd sur notre système de protection sociale.

Et pourtant les fumeurs en France souhaitent à :

- 80 % arrêter de fumer.
- 88 % regrettent leur dépendance.
- 63 % estiment que le gouvernement devrait faire davantage pour aider les fumeurs à arrêter.

L'instauration d'espaces, de plages et de villes sans tabac est un instrument d'action à disposition des communes pour participer à cette lutte contre le tabac.

Dénormaiser le tabagisme :

La dénormalisation est un concept qui vise à changer les attitudes face à ce qui est considéré généralement comme un comportement normal et acceptable. L'objectif de la dénormalisation est de faire du tabagisme un acte anormal et inacceptable. Cette action s'insère donc dans la volonté de désintoxiquer la société française du tabac.

L'interdiction de fumer dans les lieux publics contribue à la dénormalisation du tabagisme dans la société. Plus un produit disparaît de notre environnement, moins il est consommé. L'interdiction de fumer dans les espaces publics comme les parcs, les sorties d'établissements scolaires, les plages, renforce cette dénormalisation. Elle la renforce d'autant plus que ces lieux de vie sont fréquentés par des populations jeunes, cibles majeures des industriels du tabac.

Protéger l'environnement :

Interdire de fumer dans un espace ou sur une plage préserve l'environnement des mégots de cigarettes dont les filtres ne sont pas biodégradables et mettent des années à disparaître. Des

tonnes de mégots sont ramassées tous les ans sur les trottoirs des grandes villes ou sur les plages par les services municipaux de nettoyage, une action qui a un coût financier très élevé pour la commune.

De plus, tous les étés, des incendies ravagent des espaces verts et des forêts suite à un mégot jeté dans la nature. Interdire de fumer dans un espace vert prévient les incendies accidentels.

Créer des espaces sans tabac ou des plages sans tabac protège l'environnement de la pollution et de la dégradation.

Répondre favorablement aux souhaits des usagers :

Lancé par la Ligue nationale contre le cancer en 2012, le label « Espace sans tabac » a été mis en place dans de nombreuses communes, élargissant les lieux sans tabac concernés par l'interdiction de fumer à des espaces extérieurs tels les plages, les aires de jeux et les parcs. Depuis son inauguration, les espaces sans tabac se développent sans cesse. A ce jour, la Ligue contre le cancer a contribué à labelliser plus de 973 espaces sans tabac (dont plages, entrées d'établissements scolaires, espaces extérieurs d'hôpitaux, etc.) dans plus de 300 communes et 38 départements.

Ces initiatives sont menées en partenariat avec les collectivités territoriales et accompagnées par les Comités départementaux de la Ligue contre le cancer.

L'interdiction de fumer dans les lieux publics extérieurs bénéficie d'un soutien massif de la population, que ce soit parmi les non-fumeurs comme chez les fumeurs. L'adhésion des Français est démontrée dans un sondage IPSOS¹ réalisé pour l'Alliance contre le tabac en 2014 : 84 % des personnes interrogées soutiennent l'interdiction de fumer dans les parcs et jardins publics dédiés aux enfants, 72% sur les plages.

À la suite de la mise en place d'une plage non-fumeur à La Ciotat ²(Bouches-du-Rhône), les trois quarts des personnes interrogées se sont dites favorables à une interdiction de fumer sur les plages, 42 % d'entre elles se déclaraient même « très favorables » à une telle mesure, et seulement 9 % y étaient « très opposées ».

La ville de La Ciotat constate une augmentation de la fréquentation de sa plage sans tabac ainsi qu'un respect sans faille de l'interdiction de fumer.

De même, l'évaluation sur les aires de jeux de Strasbourg³ a montré un soutien de 97,8 % d'opinions favorables du public qui les fréquente.

Compte tenu de ce contexte, les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités de mise en œuvre d'« Espaces sans tabac », objet de la présente convention.

Article 1 : Engagements

¹ Sondage IPSOS réalisé pour l'Alliance contre le tabac en mai 2014.

² Sondage IFOP paru dans Ouest France le 31 juillet 2014

³ Sondage LNCC – Comité du Bas Rhin, sur la base de 412 répondants, mai 2014

1. La Commune

La Commune s'engage à :

- Interdire la consommation de tabac sur un ou plusieurs espaces publics qui seront définis par arrêtés municipaux ;
- Faire apposer les labels « Espace sans tabac » à l'entrée de l'espace de manière visible ;
- Faire figurer dans la signalisation des espaces sans tabac la mention "Avec le soutien de La Ligue contre le cancer" accompagnée du logo de la Ligue.
- Faire parvenir à la Ligue l'arrêté municipal d'interdiction de fumer sur lesdits espaces dans un délai de 3 mois à partir de la signature de la présente convention ;
- Faire figurer dans la communication de cette action la mention "Avec le soutien de la Ligue contre le cancer" accompagnée du logo de la Ligue.

2. Le Comité

Le Comité s'engage à :

- Constituer avec la Mairie, un groupe de travail pour le suivi de l'opération « Espace sans tabac » ;
- Signaler à la Ligue nationale contre le cancer la participation de la commune pour inscription au répertoire recensant les espaces sans tabac ;
- Signaler à la Ligue nationale contre le cancer l'absence de mise en place de l'interdiction ;
- Assurer une communication autour de l'opération « Espace sans tabac ».

Article 2 : Modalités de communication sur le partenariat

Chacun des partenaires s'engage, dans le cadre du partenariat, à respecter les principes éthiques de l'autre partenaire.

Il s'engage également à ce qu'aucune communication portant sur les contenus du présent partenariat ne soit faite sans l'accord de l'autre partie.

Tout document ou support créé par l'un des partenaires, contenant une marque, un logo et/ou un signe distinctif de l'un des autres partenaires, sera soumis à un accord préalable et écrit de ce dernier.

Les partenaires s'engagent à n'utiliser ces marques, logos et/ou signe distinctif que dans le seul cadre de la réalisation de supports liés à ce partenariat et pour la durée de la présente convention.

Article 3 : Droits de propriété intellectuelle

La présente convention n'a ni pour objet ni pour effet de conférer un droit quelconque à l'une des parties sur les droits de propriété intellectuelle (et, en particulier, les marques) des autres parties.

Toute utilisation de la marque de l'un des partenaires ou toute publicité de quelque nature que ce soit est interdite, en dehors de la présente convention.

Les parties resteront propriétaires des droits de propriété intellectuelle attachés à leurs marques.

Article 4 : La durée

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction. Elle peut être résiliée à échéance moyennant un préavis de 3 mois.

Article 5 : Résiliation pour le non-respect des engagements

En cas de non-respect par l'une des parties, d'un des engagements prévus par la présente convention, celle-ci pourra être résiliée à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à la partie défaillante. Ce courrier devra motiver les raisons de la résiliation.

Article 6 : Attribution de juridiction

Tout différend, né de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, est soumis à la loi française et aux juridictions françaises.

Fait à _____, le __/__/____

En deux exemplaires originaux

Pour la Commune de VALDALLIÈRE
M. BROGNIART
Maire de VALDALLIÈRE

Pour le Comité du CALVADOS
M BAREY
Président

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-08**

OBJET :

**Convention projet
éducatif territorial et
plan mercredi**

Annexes :
- Convention relative à la
mise en place d'un projet
éducatif territorial et
d'un Plan mercredi
- Descriptif du projet
éducatif territorial de
Valdallière

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert			X	D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier			X	V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M			X	S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Convention projet éducatif territorial et plan mercredi.

La commune de Valdallière a mis en œuvre depuis plusieurs années un Projet Educatif Territorial (PEDT) en partenariat avec les services de l'Etat, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et les acteurs éducatifs locaux.

La convention actuelle arrive à échéance le 31 août 2025. Il convient donc de procéder à son renouvellement pour une nouvelle période de trois ans : du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2028.

Cette convention a pour objet de déterminer les modalités d'organisation et les objectifs éducatifs des activités périscolaires mises en place dans le cadre d'un projet éducatif territorial et d'un plan mercredi pour les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et primaires du territoire dans le prolongement du service public de l'éducation et en complémentarité avec lui.

La collectivité joint à cette convention le descriptif du projet éducatif territorial/plan mercredi.

Les objectifs du renouvellement sont :

- poursuivre la dynamique partenariale en faveur de la réussite éducative,
- adapter le projet aux besoins identifiés lors de l'évaluation du précédent PEDT,
- maintenir les conditions d'éligibilité aux financements de la CAF.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** le renouvellement de la convention relative au PEDT et au Plan Mercredi pour la période 2025-2028.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART



**ACADÉMIE
DE NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
du Calvados**

le 25 juin 2025

Convention relative à la mise en place d'un projet éducatif territorial et d'un Plan mercredi

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 551-1, R. 551.13 et D. 521-12 ;
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles R. 227-1, R. 227-16 et R. 227-20 ;
Vu le décret n° 2015-996 du 17 août 2015 portant application de l'article 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et relatif au fonds de soutien au développement des activités périscolaires ;

La commune de Valdallière siège des écoles maternelles et/ou élémentaires citées dans la convention, représentée par Mr Brogniart Frédéric, maire de « la commune de Valdallière », dont le siège se situe à 7 rue des écoles, Vassy, 14410 VALDALLIERE ;

Et/ou l'établissement public de coopération intercommunale auquel les dépenses de fonctionnement des écoles maternelles et/ou élémentaires citées dans la convention ont été transférées, la commune de Valdallière représenté par Mr Brogniart Frédéric, ci-après nommé « Maire » et dont le siège se situe à Commune Valdallière 7 rue des écoles, Vassy, 14410 VALDALLIERE ;

Et/ou l'établissement public de coopération intercommunale la commune de Valdallière compétent pour l'organisation des activités périscolaires pour les enfants scolarisés dans les écoles maternelles ou élémentaires citées dans la convention représenté par Mr Brogniart Frédéric, ci-après nommé "Maire" et dont le siège se situe à la Commune Valdallière, 7 rue des écoles, Vassy 14410 VALDALLIERE.

Le préfet du Calvados

La directrice des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados

La directrice de la caisse d'allocations familiales (CAF) du Calvados

Convient ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Cette convention a pour objet de déterminer les modalités d'organisation et les objectifs éducatifs des activités périscolaires mises en place dans le cadre d'un projet éducatif territorial et d'un plan mercredi pour les enfants scolarisés dans les écoles maternelles, élémentaires et/ou primaires du territoire dans le prolongement du service public de l'éducation et en accord avec lui.

La commune de Valdallière et/ou l'établissement public de coopération intercommunale, également les modalités d'organisation et les objectifs éducatifs des activités périscolaires mises en place pour les enfants scolarisés dans les écoles privées sous contrat situées sur le territoire de cette (commune ou EPCI).

Article 2 : Objectifs du projet éducatif territorial/plan mercredi

Le PEDT et le plan mercredi poursuivent les objectifs suivants :

Objectif 1 : Offrir un accueil de qualité aux enfants

Objectif 2 : Favoriser le vivre ensemble

Objectif 3 : Développer la confiance et l'estime de soi

Objectif 4 : Encourager les découvertes culturelles, artistiques, sportives

Article 3 : Contenu du projet éducatif territorial/plan mercredi

La collectivité et ses partenaires joignent à cette convention le descriptif du projet éducatif territorial/plan mercredi sur lequel figure la liste des écoles concernées.

Ce descriptif comprend notamment l'organisation du temps scolaire, la liste des activités périscolaires proposées aux élèves et les modalités selon lesquelles elles sont organisées. Il comprend également un volet « plan mercredi » présentant la démarche pédagogique, les acteurs et les moyens engagés dans les accueils de loisirs périscolaires fonctionnant le mercredi.

Article 4 : Engagements de la collectivité

La collectivité s'engage à mettre en œuvre le projet éducatif territorial et le plan mercredi ainsi qu'à en faire l'évaluation.

La collectivité s'engage à organiser un (ou des) accueil(s) de loisirs périscolaires fonctionnant le mercredi dans le respect des principes de la charte qualité.

Conformément à cette charte, les accueils de loisirs périscolaires du mercredi sont organisés autour des 4 axes suivants :

1. Continuité éducative (scolaire/périscolaire/extrascolaire, le cas échéant)
2. Accessibilité de tous les publics et inclusion des enfants en situation de handicap
3. Mise en valeur des richesses du territoire
4. Diversité et qualité des activités proposées

Quand les accueils de loisirs périscolaires ne sont pas organisés directement par la collectivité ou l'EPCI mais pour son compte par un autre acteur, la collectivité s'engage à veiller au respect de la charte par cet acteur.

Article 5 : Engagements de l'Etat :

Les services de l'Etat co-contractants de la présente convention s'engagent, au sein des groupes d'appui départementaux (GAD) le cas échéant, à :

- accompagner la collectivité dans la mise en œuvre et l'évaluation de son projet éducatif territorial/plan mercredi ;
- soutenir financièrement la collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunal en lui versant le fonds de soutien au développement des activités périscolaires aux conditions prévues par le décret du 17 août 2015 susvisé (qui réserve le bénéfice du fonds aux collectivités ayant conservé une organisation du temps scolaire comprenant 5 matinées) ;
- assister la collectivité dans l'organisation d'accueils de loisirs respectant la charte qualité figurant en annexe ;
- piloter la procédure de labellisation ;
- mettre à disposition sur le site planmercredi.education.gouv.fr des outils et des supports de communication dont le label en vue de l'information du public et de la valorisation des accueils concernés.

Article 6 : Engagements de la CAF:

Les services de la CAF s'engagent au sein des groupes d'appui départementaux, le cas échéant, à :

- Accompanyer le développement d'activités périscolaires de qualité,
- Assurer le suivi du projet éducatif conjointement avec les services de l'Etat,
- Verser aux collectivités et établissements publics de coopération intercommunale, sous réserve de leur éligibilité, la prestation de service accueil de loisirs périscolaire (y compris pour l'organisation du temps scolaire comprenant 5 matinées)
- Apporter un concours financier aux accueils de loisirs périscolaires éligibles via la bonification du bonus territoire Alsh pour les équipements déjà financés au titre du plan mercredi jusqu'au 31 décembre 2024. A compter du 1er janvier 2025, aucun nouvel équipement ne pourra bénéficier des majorations plan mercredi.

Article 7 : Pilotage

Le pilotage du projet est assuré par un comité de pilotage dont la composition et le fonctionnement sont détaillés en annexe.
Le comité de pilotage a pour rôle le suivi de l'élaboration, de l'application et de l'évaluation du projet.

Article 8 : Mise en œuvre et coordination

La mise en œuvre de la coordination est assurée par le service compétent de la collectivité.

Article 9 : Articulation éventuelle avec d'autres dispositifs et activités

Le cas échéant, les activités prévues dans le projet éducatif territorial et le Plan mercredi sont articulées avec celles proposées dans le cadre du ou des contrat(s) suivant(s) (contrat éducatif local (CEL), projet éducatif local (PEL), contrat enfance jeunesse (CEJ), contrat de ville ou de ruralité, contrat culturel, Cités éducatives, Territoires éducatifs ruraux, etc.).

Article 10 : Évaluation

L'évaluation du projet est assurée par le comité de pilotage.
Les indicateurs qualitatifs retenus (en fonction des objectifs visés) et les indicateurs quantitatifs figurent en annexe.

A l'issue de la période de validité de la convention, un bilan final du projet éducatif territorial/plan mercredi est établi par le comité de pilotage.

Article 11 : Durée de la convention

La présente convention est établie du 1er septembre 2025 au 31 août 2028

Article 12 : Résiliation

La convention peut être dénoncée soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce cas, la dénonciation peut intervenir à tout moment en respectant un préavis de trois mois. Elle doit être faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à chacun des autres co-contractants. Le délai de préavis court à compter de la réception de cette lettre.

La convention peut également faire l'objet d'avenants signés par l'ensemble des parties à la présente convention.

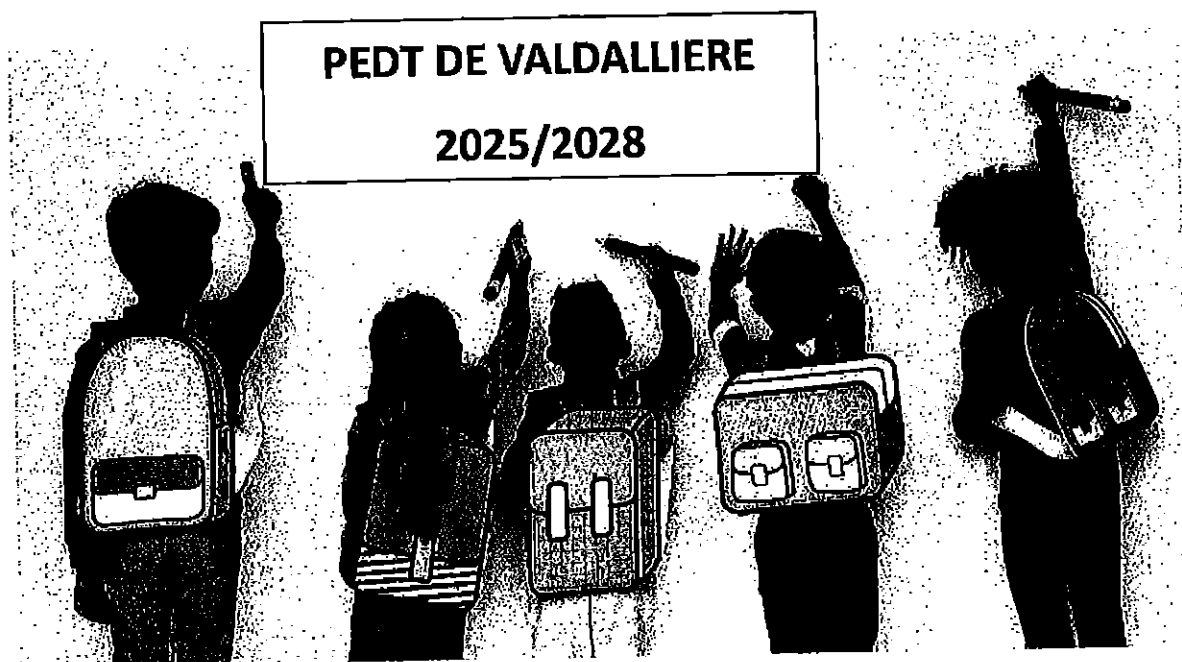
A Hérouville Saint Clair, le

La collectivité
MAIRE :
BROGNIART FREDERIC

L'Inspectrice d'académie, Directrice académique des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados,

La directrice de la caisse d'allocations familiales (CAF) du Calvados

Le préfet du Calvados



SOMMAIRE

- 1) Le territoire
- 2) Organisation et structure d'accueil
- 3) Présentation du PEDT
- 4) Présentation du mercredi loisir
- 5) Dispositif argent de poche
- 6) Présentation du projet pédagogique de l'extrascolaire
- 7) Présentation du RPE (Relais Petite Enfance)
- 8) Présentation des services de Médiathèque et de la piscine
- 9) Perspectives
- 10) Annexes
 - Fiche déclaration ACM
 - Projet d'école Viessoix / Vassy-Montchamp

Accusé de réception par le Ministère de l'Intérieur

014-200054641-20250915_2025_0915_08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/09/2025
Publication : 22/09/2025

Projet local jeunes

Livret d'accueil de l'Accueil de Loisirs « Copains des
bois »

1) LE TERRITOIRE

TOUT SAVOIR SUR VALDALLIERE

Valdallière est une commune nouvelle située dans le département du Calvados (14) et de la région Normandie.

Le code postal et le code Insee de la ville de Valdallière sont respectivement 14410 et 14726.

14 communes ont fusionné :

- Bernières-le-Patry
- Burcy
- Chênedollé
- Le Désert
- Estry
- Vassy
- Montchamp
- Pierres
- Presles
- La Rocque
- Rully
- Saint-Charles-de-Percy
- Le Theil-Bocage
- Viessoix

Mairie et intercommunalité de Valdallière

Le maire de Valdallière est M. Frédéric BROGNIART.

L'établissement public de coopération intercommunale de Valdallière est la Communauté de communes Intercom de la Vire au Noireau. Cet EPCI est présidé par Catherine GOURNEY-LECONTE.

Population et géographie de Valdallière

Valdallière est une commune française située dans le département du Calvados en région Normandie, peuplée de 5 692 habitants^[Note 1]. Elle est créée le 1^{er} janvier 2016 par la fusion de quatorze communes, sous le régime juridique des communes nouvelles. Les communes de Bnières-le-Patry, Burcy, Chênedollé, Le Désert, Estry, Montchamp, Pierres, Presles, La Rocque, Rully, Saint-Charles-de-Percy, Le Theil-Bocage, Vassy et Viessoix deviennent des communes déléguées.

De nombreuses manifestations locales sont organisées sur le territoire tout au long de l'année. **Brocantes, festivals, concerts, théâtres, randonnées...**
Retrouvez l'agenda de tous les **événements du département du Calvados**.

Valdallière compte 2993 habitations sur son territoire en 2014. Ce chiffre se décompose de la manière suivante: 2475 résidences principales (soit 83%) et 194 résidences secondaires (soit 6%), les logements restants étant considérés comme vacants.

Pour plus d'informations sur la ville de Valdallière, consultez son **site internet officiel**.

Pôle Vassy-Montchamp

Ecole primaire de Vassy : 179 élèves

Ecole Primaire « Henri Morel » de Montchamp : 142 élèves

Viessoix :
190 élèves
Ecole primaire Alphonse Daudet

Collège Anne Frank
250 élèves

2) Organisations et structures d'accueil

De nombreuses structures proposent aux enfants et aux jeunes des accueils et des offres éducatives. Les compétences de la commune Valdallière peuvent être présentées dans le tableau suivant :

STRUCTURES	0/3 ANS	3/5 ANS	6/11 ANS	11/14 ANS
RPE (Relais Petite Enfance)	×			
Les Accueils de Loisirs périscolaires (garderie des écoles)		×	×	
Les mercredis loisirs		×	×	×
ACM Extrascolaire		×	×	×
Local jeunes				OUVERTURE PREVUE SEPTEMBRE 2025
Bâtiments scolaires		×	×	
Restauration scolaire		×	×	

Valdallière compte 2 écoles dont 1 en multisites :

SITE	Viessoix « Alphonse Daudet »	Vassy/Montchamp « Henri Morel »
Maternelle PS-GS		×
Elémentaire CP-CM2		×
Primaire PS-CM2	×	×

Organisation des temps :

Ci-dessous l'organisation d'une semaine scolaire :

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
7h30-9h Garderie	7h30-9h Garderie	7h30-9h Garderie Pré-centre sur Montchamp et Vlessoix)	7h30-9h Garderie	7h30-9h Garderie
9h-12h/12h30 Temps scolaire	9h-12h/12h30 Temps scolaire	ACM périscolaire Mercredis loisirs +Ateliers villages De 10h à 11h30 +Ateliers intergénérationnels 14h15 à 16h	9h-12h/12h30 Temps scolaire	9h-12h/12h30 Temps scolaire
Restauration	Restauration		Restauration	Restauration
13h30- 14h/16h30 Temps scolaire	13h30- 14h/16hso Temps scolaire		13h30- 14h/16h30 <u>Temps scolaire</u>	13h30- 14h/16h30 <u>Temps scolaire</u>
16h30-18h45 Garderie	16h30-18h45 Garderie		16h30-18h45 Garderie	16h30-18h45 Garderie

Chaque accueil périscolaire accueillant les enfants le matin et le soir dans les garderies des écoles est déclaré en Accueil Collectif de Mineur auprès des services de la jeunesse et sports.

Nous répondons à des critères d'Accueil avec des animations proposées, de l'aide aux devoirs, des animateurs diplômés, et des effectifs d'encadrements à respecter.

3) Présentation du PEDT

- Sur démarches simplifiées ci-dessous

Dossier n° : 24380303
Démarche : Demande de conventionnement PEDT et Plan Mercredi (Calvados)
Organisme : SDJES, DSDEN Calvados
Ce dossier est **accepté**.

Historique

Déposé le : 28 mai 25 15:56
En instruction le : 04 juin 25 10:06
Décision le : 25 juin 25 16:49

Identité du demandeur

Email : ejloisirs@valdalliere.fr
SIRET : 20005464100010
SIRET du siège social : 20005464100010
Dénomination : MAIRIE - VALDALLIERE
Forme juridique : Commune et commune nouvelle
Libellé NAF : Administration publique générale
Code NAF : 84.11Z
Date de création : 1 janvier 2016
État administratif : en activité
Effectif (ISPF) : 100 à 199 salariés
Code effectif : 22
Adresse : COMMUNE DE VALDALLIERE

7 RUE DES ECOLES

14410 VALDALLIERE
FRANCE

Formulaire

Explication saisie du dossier

Cette démarche vise à simplifier le processus de validation et de conventionnement de votre PEDT et Plan Mercredi.

Si l'ensemble des items suivants et les pièces jointes demandées permettent une instruction de votre dossier, certains contribuent à générer la convention PEDT/Plan Mercredi qui sera signée par les différents partenaires.

Il conviendra de saisir ces items en respectant scrupuleusement les formats demandés pour que votre convention soit convenablement éditée.

Les Items Plan Mercredi sont à saisir intégralement si vous souhaitez être labellisé.

1. Votre PEDT

Titre de votre PEDT

Commune de Valdallière

Durée de validité du PEDT

du 1er septembre 2025 au 31 août 2028

Effectuez vous une demande de labellisation Plan Mercredi à ce PEDT?

Oui

Explication pour le point " La collectivité porteuse de la convention"

Format:

- 1) Copiez le paragraphe suivant.
- 2) Collez le dans le cadre
- 3) Insérez les éléments vous concernant (nom de l'établissement, représentant de la structure porteuse...)
- 4) Supprimer la ou les lignes inutiles.

Ce cadre apparaîtra intégralement dans la convention.

La collectivité porteuse de la convention

La commune de Valdallière siège des écoles maternelles et/ou élémentaires citées dans la convention, représentée par Mr Brogniart Frédéric , maire de « la commune de Valdallière », dont le siège se situe à 7 rue des écoles, Vassy , 14410 VALDALLIERE ;

Et/ou l'établissement public de coopération intercommunale auquel les dépenses de fonctionnement des écoles maternelles et/ou élémentaires citées dans la convention ont été transférées, la commune de Valdallière représenté par Mr Brogniart Frédéric, ci-après nommé « Maire » et dont le siège se situe à Commune Valdallière 7 rue des écoles ,Vassy , 14410 VALDALLIERE ;

Et/ou l'établissement public de coopération intercommunale la commune de Valdallière compétent pour l'organisation des activités périscolaires pour les enfants scolarisés dans les écoles maternelles ou élémentaires citées dans la convention représenté par Mr Brogniart Frédéric, ci-après nommé "Maire" et dont le siège se situe à la Commune Valdallière , 7 rue des écoles, Vassy 14410 VALDALLIERE.

2. Le porteur de la convention

Civilité

M.

Prénom NOM du signataire

BROGNIART FREDERIC

Fonction du signataire

MAIRE

3. La coordination du projet est assurée par:

Qui assure la coordination du projet

le service compétent de la collectivité.

Le cas échéant, nom de la structure partenaire assurant la coordination et la mise en œuvre du projet

Non communiqué

Prénom NOM du coordinateur

Barbé Blandine

Fonction

Responsable Enfance Jeunesse

Adresse postale

7 Rue des Écoles 14410 Valdallière

Code INSEE :

14726

Code Postal :

14410

Département :

14 – Calvados

E-mail

accueildeloisirs@valdalliere.fr

Téléphone

06 44 28 02 99

4. Elaboration et fonctionnement du comité de pilotage

Composition du comité de pilotage

Membres institutionnels

Collectivité (comité de pilotage enfance et scolaire), Education nationale (IEN, directeur , enseignants), CAF du Calvados

Membres associatifs

APE (Association des parents d'élèves), ASLI (Association sportive), club de foot

Autres membres (bénévoles, parents,...)

temps d'échange avec les parents

Quelle est la fréquence des réunions du comité de pilotage?

3 fois par an

Avez-vous mis en place des groupes de travail ou autres instances pour faire vivre le PEDT?

oui

Quelles sont les modalités d'évaluation du fonctionnement du comité de pilotage ?

Le COPIL s'est réuni plusieurs fois avec la présence de la Technicienne de la CAF du calvados. Les élus de la commission Enfance , Mr le maire, et la responsable Enfance Jeunesse du territoire.

5. Votre territoire

Votre territoire est-il tout ou en partie en zone prioritaire ?

Non communiqué

Nom de la commune

VASSY

Nom de la commune

ESTRY

Nom de la commune

CHENEDOLLE

Nom de la commune

BERNIERES LE PATRY

Nom de la commune

MONTCHAMP

Nom de la commune

VIESSOIX

Nom de la commune

LA ROCQUE

Nom de la commune

BURCY

Nom de la commune

PIERRES

Nom de la commune

PRESLES

Nom de la commune

LE THEIL BOCAGE

Nom de la commune

SAINT CHARLES DE PERCY

Nom de la commune

LE DESERT

Nom de la commune

RULLY

Circonscription

Vire Normandie

Nom de l'école

Alphonse Daudet à Viessoix

S'agit-il d'une école publique ou privée ?

Ecole publique

Circonscription

Vire Normandie

Nom de l'école

Ecole vassy / Montchamp (Henri Morel)

S'agit-il d'une école publique ou privée ?

Ecole publique

Nombre total d'enfants scolarisés en maternelle

181

Nombre total d'enfants scolarisés en élémentaire

330

Organisation du temps périscolaire

La collectivité ne délègue pas

Préciser si délégation

Non communiqué

Nom de l'organisateur

Commune de Valdallière

Numéro de l'organisateur

014ORG0447

Période(s) déclarée(s) en ACM

matin, soir, mercredi

Les représentants d'autres partenaires du projet

Mme Göller

Technicienne de la CAF du Calvados

Vire Normandie

Mme Bérard

Inspectrice académique

DSDEN du Calvados

Présentation des critères d'évaluation relatifs à l'implication des partenaires.
oui

D'autres conventions liées à l'éducation sont-elles signées par votre collectivité?
Convention Territoriale Globale (CTG)

6. Modalité d'organisation des rythmes scolaires:

Organisation du temps scolaires

CADRE DÉROGATOIRE (8 demi-journée réparties sur 4 jours)

7. Accueils des publics

Quelles sont les caractéristiques des publics accueillis ?

Les enfants sont âgés entre 3 et 12 ans .

Ecole maternelle sur Vassy avec 48 maternelles, Viessoix 72 maternelles et Montchamp 61 maternelles.

Ecole élémentaire sur Vassy 131 primaires, Viessoix 118 primaires et Montchamp 81 primaires.

Petite enfance

Comment sont pensées les transitions entre les temps périscolaires, scolaires et extrascolaires pour les plus jeunes enfants (2 à 5 ans) ?

Mise en place d'une jeune en service civique de Mars à Août 2025.

Son rôle et sa mission première est d'accompagner les enfants d'âge maternel sur les structures de la commune .

(Garderie du matin , classe de PS, centre de loisirs). Un soutien humain riche et rassurant pour les petits sur les moments de transition de la journée . Nous accueillons quelques Tout Petites Sections TPS sur l'école de Viessoix dans la classe de PS afin de compléter la classe.

Très bon accueil de cette jeune en service civique qui met en place un projet de fresque mural en lien avec le service de la Jeunesse et sport grâce à la subvention de 1000 euros .

CF: fiche mission en pièce jointe

Jeunesse (à partir de 11 ans)

Le PEDT a t il été élargi au public adolescents (11- 17 ans)?

Oui

Selon quelles modalités?

Mise en place d'un local jeune sur la commune de Valdallière dès Septembre 2025.

CF: Projet local jeune

Accueil d'enfants à besoins particuliers

Présentation des modalités d'accueil des enfants à besoins particuliers

Les structures de Valdallière accueillent des enfants à besoins particuliers. Les animateurs, les enseignants ainsi que les acteurs encadrant les enfants favorisent un maximum leur inclusion pendant les temps scolaires et périscolaires.

Toutes informations importantes concernant des enfants inscrits dans nos services (placement en famille d'accueil, nouveau PAI pour des allergies ou maladie, prise en charge particulière dû à des troubles du comportement, etc...) sont communiquées rapidement aux acteurs concernés.

La coordonnatrice du périscolaire/directrice de l'extrascolaire assiste aux équipes éducatives (sous invitation de la directrice de l'école) afin de mieux comprendre les besoins de l'enfant qui est pris en charge. Une réflexion et une discussion commune autour de la prise en charge de l'enfant se met en place.

8. Objectifs éducatifs partagés

9. Liés aux priorités départementales

Education artistique et culturelle

Voici le lien vers la présentation de la charte de l'éducation artistique et culturelle :

<https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Education-artistique-et-culturelle/Actualites/Charte-pour-l-education-artistique-et-culturelle>

Comment prenez-vous en compte les objectifs de la charte de l'éducation artistique et culturelle dans votre PEDT/plan mercredi ?

La commune de Valdallière est une commune rurale. Les enfants ont très peu accès à l'éducation artistique et culturelle. Proposition régulière sur chaque temps de vacances à une séance de cinéma adaptée aux âges des enfants avec une programmation plutôt découverte qui change du dessin animé classique. Le cinéma le Basselin de Vire propose des séances de ciné concert / des séances sur le manga avec un atelier dessin par la suite, des courts métrages originaux pour les plus petits.

La médiathèque propose un grand travail autour de l'ouverture artistique auprès des enfants des écoles et du centre de loisirs. Des artistes viennent en résidence régulièrement et font des ateliers créatifs sur le temps de l'école, ou pendant les vacances avec le centre de loisirs. Des expositions temporaires sont disponibles à la médiathèque. L'enfant donne du sens à ce qu'il voit, ce qu'il ressent face à l'art et cela lui permet d'avoir un jugement, de s'ouvrir vers le monde et de mieux appréhender le monde contemporain.

Education à l'environnement et au développement durable

Voici le lien vers la page du site eduscol relative à l'éducation à l'environnement et au développement durable : <https://eduscol.education.fr/1117/education-au-developpement-durable>

Comment prenez-vous en compte les objectifs de développement durable dans votre PEDT/plan mercredi ?

Le CIRTOM de l'intercom de la Vire au Noireau met en place un nouveau système de ramassage du tri des déchets. Des sacs transparents de 30 L à la place des sacs noirs. La commune installe des composts pour la population afin de limiter les déchets naturels. Les enfants sont sensibilisés au tri des déchets à l'école ainsi qu'au centre de loisirs. Un compost se trouve à L'Accueil de Loisirs. Les enfants sont responsables d'emmener les déchets naturels. Par la suite, un jardin est en cours de création.

Droits des enfants

Voici le lien vers la convention internationale des droits de l'enfant :

<https://www.unicef.fr/wp-content/uploads/2022/07/convention-des-droits-de-lenfant.pdf>

Comment mettez-vous en oeuvre les droits de l'enfance dans votre PEDT / plan mercredi ?

Non communiqué

Quelles sont les modalités d'évaluation de ces objectifs liés aux priorités départementales ?

Non communiqué

10. Objectifs propres à votre territoire

Liste des objectifs

Objectif 1 : Offrir un accueil de qualité aux enfants

Objectif 2: Favoriser le vivre ensemble

Objectif 3: Développer la confiance et l'estime de soi

Objectif 4 :Encourager les découvertes culturelles, artistiques , sportives

Objectif éducatif

- Favoriser la réussite éducative des enfants

Moyens mis en oeuvre pour répondre à ces objectifs

-CF: projet d'école

- La bienveillance au sein de l'établissement scolaire en installant un climat de confiance entre toute les équipes de travail , et les enfants.

-La communication entre le corps enseignants et les animateurs.

- Nouveau pôle scolaire à Viessoix depuis 3 ans

- De l'aide aux devoirs pratiqués par les enseignants le soir et par les animateurs.

Modalité(s) et critère(s) d'évaluation de l'objectif

-Résultat des évaluations nationales

Objectif éducatif

-L'épanouissement des enfants

Moyens mis en oeuvre pour répondre à ces objectifs

- une offre d'activités éducatives de qualité respectant l'intérêt de l'enfant

- un développement de l'épanouissement et de la créativité de l'enfant par le jeu et la pratique d'activités diverses.

Modalité(s) et critère(s) d'évaluation de l'objectif

-des bilans très positifs sur le ressenti des enfants à l'Accueil de Loisirs.

-des échanges réguliers avec les familles sur des temps forts d'animations

Activités proposées

Nature des activités proposées (plusieurs choix possibles)

Activités physiques et sportives, Ateliers de lecture, d'écriture, Jeux collectifs ou en extérieur, Aide aux leçons, Jeux calme, repos, détente, Cuisine, Autres activités ludiques, Activités artistiques et culturelles

Présentation de l'articulation entre les activités périscolaires avec le projet d'école ou le projet d'établissement

Les animateurs des garderies périscolaires se retrouvent dans l'Accueil de loisirs le mercredi et pendant les temps extrascolaires. C'est un repère primordial pour les enfants. Travail en commun entre les restaurants scolaires et les garderies sur les menus à thème. Décoration des cantines.

Animation petit déjeuner proposé au classe de CP pour apprendre à manger équilibré (travail avec les animateurs puis poursuivis en classe)

Lien régulier entre le service animation et les directrices des écoles. (par téléphone, mail, rdv...)

Précisez les liens entre les équipes enseignantes et équipes d'animation (habitudes de travail, outils communs...)

Communication quotidienne entre les animateurs et les enseignants entre chaque transition de la journée pour les enfants

- passage entre l'école et garderie matin / garderie soir
- passage entre l'école et la cantine
- 1 réunion par mois entre les directrices d'écoles et l'équipe d'animation sur l'organisation générale des écoles , améliorations possibles, points importants....
- 1 cahier de communication dans le bureau de la directrice pour les informations importantes

Lieux dans lesquels se déroulent les activités périscolaires

2 Garderies dans l'école de Vassy , une pour les maternelles et une pour les élémentaires.

1 garderie commune dans l'école de Montchamp Henri Morel

1 Garderie commune pour l'école de Viessoix en dehors de la nouvelle école (site de l'ancienne école de Viessoix). Il y a une route à traverser pour aller dans la garderie.

Chaque site scolaire bénéficie de son restaurant scolaire où les enfants mangent des repas cuisinés sur place par une équipe qualifiée.

Le mercredi loisirs se déroule dans l'ancienne école maternelle de Vassy. Ce Bâtiment est réservé à l'Accueil des enfants pour le mercredi et les temps extrascolaires. De plus, Il y a le bureau de l'animatrice RPE .

Qui sont les membres de l'équipe d'animation en charge des activités périscolaires proposés dans le cadre de ce PEDT ?

Agents territoriaux ou recrutés par les communes

Appliquez-vous les taux d'encadrement assouplis?

Oui, sur tous les temps d'accueil

Justification pédagogique de l'application totale ou partielle des taux assouplis.
possibilité de prendre plus d'enfant en garderie.

Mesures prises par l'organisateur pour être informé des conditions de déroulement de(s) l'accueil(s) de loisirs périscolaire.

Un passage par semaine par la coordonnatrice sur les sites périscolaires ,

- Mise en place de fiche navette si les animateurs rencontrent une situation compliquée avec des enfants (bagarre, insulte, violence....)

- 1 Réunion après chaque période de vacances avec la coordonnatrice et les animateurs de chaque site.

- 1 pointage tablette avec le logiciel DOMINO WEB afin d'avoir les effectifs par jour des enfants dans chaque école.

Présentation des critères d'évaluations relatifs à la qualité éducative dans les accueils de loisirs organisés dans le cadre du PEDT.

- Bilan annuel par les animateurs et réunion régulière sur les choses à améliorer dans les garderies, centre de loisirs

- Suivi régulier des enfants en situation particulière avec communication des outils à mettre en place si possible.

- Ressenti du personnel et des enfants.

11. Plan de formation des encadrants

Niveau de qualification de l'équipe permanente

CF: voir la fiche déclaration TAM

Besoins en formations

Oui

Présentation du plan de formation sur la durée de la convention

Précisez les formations envisagées, les opérateurs identifiés, le nombre de personnes potentiellement concernées sur la durée de la convention.

Démarches pour former aux diplômes volontaires (BAFA-BAFD)

La commune Paie les formations BAFD des animateurs qui deviennent les référents des sites scolaires puis qui prennent de la direction de centre de loisirs l'été.

Des stagiaires BAFA sont pris en charge sur chaque période de vacances afin de valider leur 14 jours de stage pratique.

Démarches pour former aux diplômes professionnels (CQP, CPJEPS, BPJEPS)

Une animatrice de la commune a été stagiairisé . Elle a son BPJEPS Activité Physique pour Tous

Démarches liées à la formation continue

Les animateurs sont titulaires sur la commune de Valdallière(9 sur 10) , bénéficient de formation avec le CNFPT au moins 2 fois par an sur des thématiques qu'ils choisissent en lien avec leur besoin.

12. Labellisation PLAN MERCREDI

Nombre total de places ouvertes le mercredi pour les enfants de moins de 6 ans

16

Nombre total de places ouvertes le mercredi pour les enfants de plus de 6 ans

30

Nombre de places ouvertes le mercredi aux 11-17 ans?

Non communiqué

Typologie des activités et des intervenants extérieurs

Ces informations sont davantage contextuelles que contractuelles.

Activités

Activités artistiques, Activités physiques et sportives, Activités scientifiques

Partenaires

Équipement public (musées, bibliothèques, parcs naturels, espaces sportifs, etc...)

Intervenants (en plus des animateurs)

Intervenants associatifs rémunérés, Personnels municipaux (éducateurs sportifs, ATSEM, bibliothécaires, jardiniers, etc.)

13. Présentation des 4 axes de la charte qualité Plan Mercredi

Axe 1: Complémentarité et cohérence éducative des différents temps de l'enfant

Axes prioritaires, objectifs éducatifs, moyens mis à disposition de l'équipe pédagogique pour les atteindre, modalités et critères d'évaluation.

Priorités répondant à l'axe 1 de la charte Plan Mercredi

L'articulation des activités périscolaires avec les enseignements

Objectifs éducatifs répondant à l'axe 1 de la charte Plan Mercredi

Le partenariat

Moyens mis à disposition de l'équipe pédagogique pour atteindre les objectifs éducatifs répondant à l'axe 1 de la charte Plan Mercredi

Mise en place de réunion Directrice école/ animateurs ; projets communs pour les menus à thème de la cantine;

Modalités et critères d'évaluation de l'axe 1 de la charte Plan Mercredi

Non communiqué

Axe 2: L'accueil de tous les publics (enfants et familles)

Axes prioritaires, objectifs éducatifs, moyens mis à disposition de l'équipe pédagogique pour les atteindre, modalités et critères d'évaluation.

Priorités répondant à l'axe 2 de la charte Plan Mercredi

L'accessibilité et l'inclusion de tous les enfants

Objectifs éducatifs répondant à l'axe 2 de la charte Plan Mercredi

Accueillir l'enfant et le jeune dans sa singularité

Moyens mis à disposition de l'équipe pédagogique pour atteindre les objectifs éducatifs répondant à l'axe 2 de la charte Plan Mercredi

Formation avec le CNFPT sur les enfants en situation de handicap ; Mise en place d'outil et échange avec les parents sur les moyens à mettre en place pour un bon accueil.

Modalités et critères d'évaluation de l'axe 2 de la charte Plan Mercredi

Ressenti de l'enfant accueilli et de l'équipe d'animation. Bilan avec les parents sur les améliorations possibles

Axe 3: Mise en valeur des richesses du territoire

Axes prioritaires, objectifs éducatifs, moyens mis à disposition de l'équipe pédagogique pour les atteindre, modalités et critères d'évaluation.

Priorités répondant à l'axe 3 de la charte Plan Mercredi

L'ancrage du projet dans le territoire

Objectifs éducatifs répondant à l'axe 3 de la charte Plan Mercredi

Le partage avec les associations , et les structures de la commune

Moyens mis à disposition de l'équipe pédagogique pour atteindre les objectifs éducatifs répondant à l'axe 3 de la charte Plan Mercredi

Travailler avec les partenaires

Modalités et critères d'évaluation de l'axe 3 de la charte Plan Mercredi

Non communiqué

Axe 4: Développement des activités éducatives de qualité

Axes prioritaires, objectifs éducatifs, moyens mis à disposition de l'équipe pédagogique pour les atteindre, modalités et critères d'évaluation.

Priorités répondant à l'axe 4 de la charte Plan Mercredi

Des temps de réunion/ et de préparation sont prévus en amont pour la mise en place des activités . Les animateurs sont qualifiés dans le secteur de l'animation et ils ont donc des projets d'animations à proposer.

Objectifs éducatifs répondant à l'axe 4 de la charte Plan Mercredi

Développement la créativité des enfants ,

Moyens mis à disposition de l'équipe pédagogique pour atteindre les objectifs éducatifs répondant à l'axe 4 de la charte Plan Mercredi

Budget annuel avec possibilité d'acheter du matériel pédagogique, et de faire des sorties , préparation en amont de l'activité

14. Téléversement d'éléments complémentaires

Bilan de la convention PEDT et/ou plan mercredi précédente

- bilan ,evaluation du projet.pdf

Tarifification

- Tarifs régie scolaire 2024.xlsx

document complémentaire

Messagerie

Email automatique, 28 mai 25 15:56

[Votre dossier n° 24380303 a bien été déposé (Demande de conventionnement PEDT et Plan Mercredi (C...)]
Bonjour, Votre dossier n° 24380303 a bien été déposé. Si besoin est, vous pouvez encore y apporter des modifications. Cordialement SDJES, DSDEN Calvados

4) MERCREDIS LOISIRS :

La journée du mercredi se déroule à l'accueil de loisirs de Valdallière se situe à l'adresse suivante :

29, rue François Caulet , Vassy 14410 VALDALLIERE

Mon équipe d'animateur ainsi que moi-même, directrice, avons intégré les lieux il y a 2 ans. C'est l'ancienne école maternelle de Vassy. Les locaux sont agréables, avec une cour extérieure ombragée, 1 salle de goûter, 1 cuisine, et 4 grandes salles d'accueil et d'activités.

Nous avons renommé le centre de loisirs « COPAINS DES BOIS », choisi par les enfants et les animateurs. Nous sommes entourés par la forêt, les champs et la nature et l'Accueil de Loisirs est un lieu de rencontre et de socialisation pour les enfants.

Depuis la rentrée de septembre 2021, le rythme scolaire a changé sur la commune de Valdallière. Les enfants n'ont plus école le mercredi sur les 3 pôles scolaires.

« Copains des bois » propose donc un accueil le mercredi qui encadrent les enfants de 7h30 à 18h45.

Cela permet aux familles de trouver un mode de garde et de proposer aux enfants une journée d'animation.

Pour les parents qui ne peuvent pas se déplacer jusqu'au centre, des garderies sur les pôles de Viessoix et Montchamp ont été mises en place avec un agent sur place de 7h30 à 9h00.

Puis une tournée de bus est mise à disposition pour faire le ramassage jusqu'au centre.

Les objectifs de l'Accueil de Loisirs :

- Veiller à la sécurité des enfants accueillis
- Favoriser l'apprentissage de la vie en collectivité,
- Susciter l'imagination et la création des enfants.
- Permettre aux enfants d'être autonome dans tous les temps de la vie quotidienne
- Proposer des activités variées (manuelles, artistiques, plastiques, physiques, sportives, de jeux, de découvertes, l'imaginaire...)
- Laisser libre choix aux enfants
- Favoriser la communication avec les familles

La Vie quotidienne au centre de loisirs:

7h30-9h30: Accueil des enfants / temps libre

9h30-10h: Pause lait pour les enfants qui le souhaitent

10h-12h: Activité au centre + proposition de l'atelier village*

12-13h: Repas Restauration scolaire

13h-14h: Temps calme et proposition d'une sieste pour les plus petits

14h-16h: Activité + proposition de l'atelier Intergénérationnel* (1 mercredi sur 2)

16h: Goûter

17h-18h45: Départ échelonné des enfants

L'équipe du centre de loisirs propose des activités à la carte selon l'envie et le choix de l'enfant.

Accueil :

C'est un moment important car c'est souvent lui qui va conditionner la suite de la journée et donner une première impression aux parents, de l'équipe pédagogique.

Pour cela, l'animateur doit être très présent, avoir un accueil chaleureux, être souriant, disponible auprès des enfants et des parents. L'accueil est échelonné de 7h30 à 9h30, c'est pourquoi, l'enfant pourra choisir entre différentes activités (lecture, coloriage, jeux de société...). Chaque enfant sera libre de choisir selon ses envies et de vivre son temps de loisirs à sa manière dans le respect d'autrui.

Repas, goûter:

Le repas du midi :

Le temps du repas représente un moment particulier dans la vie en collectivité. C'est un moment d'échange et d'apprentissage. Pour cela l'animateur doit tout mettre en œuvre pour que le calme s'installe et ainsi favoriser l'échange et le contact.

Il est important que les enfants participent au bon déroulement de ce temps, par le rangement de la table, avec l'aide de l'animateur. Au cours du repas, l'animateur doit apprendre aux enfants à éviter le gaspillage, inviter chacun à goûter les différents plats, utiliser le couteau et la fourchette pour les plus petits. Ceci les aide dans l'acquisition de leur autonomie.

Le goûter :

Temps de pause de l'après-midi, il réunit les enfants et les animateurs dans un climat convivial, il permet de faire le lien entre le temps d'activités et la fin de journée. C'est aussi un moment pour échanger sur la journée passée et proposer les activités pour les jours à venir.

Le temps calme :

Il est nécessaire pour respecter le rythme de chacun. L'animateur doit veiller à ce que les enfants puissent se reposer, en mettant en place des moments calmes durant la journée. Ces moments doivent être adaptés à l'enfant. Il est différent selon l'âge, diverses possibilités sont offertes.

Pour les petits, nous proposons un temps de sieste, variable selon le besoin de chaque enfant.

L'animateur en charge de la sieste installe des lits couchettes, avec des draps housses et des couvertures. Des doudous sont à disposition des enfants si besoin. Afin de se reposer dans de bonnes conditions, l'équipe d'animation propose une histoire, une musique douce, de la relaxation, etc....

Pour les plus grands, il est important qu'ils puissent se reposer. C'est un temps libre, où l'enfant peut choisir de ne rien faire.

L'animateur est là pour proposer sans jamais obliger. Différentes petites activités sont proposées à l'enfant : coin lecture, coin détente avec des jeux de sociétés, petites activités manuelles comme les perles, le coloriage. Ce temps doit permettre à l'enfant de se reposer avant le début des activités « plus intense » de l'après-midi. Ce temps peut être aussi une occasion d'échanger, de communiquer et de partager entre enfants ou avec l'animateur.

Hygiène/Santé :

L'animateur devra être vigilant sur l'hygiène de chaque enfant. Il devra montrer aux enfants l'importance d'une bonne hygiène par des gestes simples. Le lavage des mains s'effectuera avant chaque repas, ainsi qu'après le passage aux toilettes. En cas d'« oubli » de l'enfant, l'animateur est tenu de laver et de changer l'enfant avec le nécessaire de toilette mis à sa disposition. Cet « oubli » de l'enfant ne doit pas engendrer une quelconque agressivité chez l'animateur. Il doit comprendre et discuter avec l'enfant sans le bloquer. Les problèmes sanitaires et médicaux ne doivent pas être négligés.

L'assistant sanitaire assurera la surveillance médicale des enfants. Cependant, les mieux placés pour avoir une action préventive et immédiate au niveau médical sont les animateurs. Soyez vigilant sur la tenue vestimentaire des enfants, qui doit être appropriée aux activités et aux conditions météo (casquette, tee-shirt, chaussures, crème solaire...).

Faites que chaque enfant s'alimente et boive suffisamment. Chaque animateur pourra faire face aux petits bobos de tous les jours, chaque intervention devra être notée sur un

carnet fourni avec la trousse de secours (nom de l'animateur, nom de l'enfant, date et heure, nature de l'accident, comment l'avez-vous soigné ?), afin que le suivi médical soit le plus facile, rigoureux. Néanmoins, toute intervention, même minime, devra être signalée à la directrice, ici l'assistante sanitaire. Pour cela, des trousse à pharmacie, contenant le nécessaire aux premiers soins, seront mises à disposition des animateurs dans la salle d'eau hors de la portée des enfants. Aucun médicament doit être donné, sauf ordonnance signé d'un médecin, la directrice se chargera, elle-même, d'effectuer les soins.

Pour chaque déplacement extérieur du centre, l'animateur doit se munir d'une trousse à pharmacie, d'un gilet jaune, ainsi que des fiches sanitaires relatives aux enfants. L'animateur devra signaler systématiquement à la responsable tout problème impliquant la santé de l'enfant. En cas d'accident grave en dehors de la structure ne jamais prévenir la famille soi-même mais en laisser le soin à la directrice. En priorité, joindre les secours puis immédiatement la directrice. L'animateur devra signaler systématiquement à la responsable tout problème impliquant la santé de l'enfant.

L'atelier Village* :

« Copains des bois » propose une animation le matin de 10h15 à 11h45 dans un village de Valdallière. L'animateur prend le minibus avec des enfants du centre volontaires.

Le but est d'aller à la rencontre des habitants , de proposer un temps d'animation , d'échanger, de boire un café , que les enfants puissent jouer et rencontrer de nouvelles personnes.

Les ateliers sont variés et créés par les animateurs. Cela demande une grande capacité d'adaptation pour les animateurs car ces ateliers sont gratuits, ouverts à tous sans inscription au préalable.

L'atelier Intergénérationnel* :

1 mercredi sur 2, un animateur ainsi qu'un groupe volontaire d'enfant part à la rencontre des personnes âgées habitant à la résidence de la crête. C'est une résidence où les personnes sont autonomes qui se situe dans le bourg de Vassy près du restaurant scolaire. Un planning d'animation est construit par l'équipe avec des activités variées.

EX : Cuisine, Karaoké, activité manuelle, jardinage, motricité fine, etc...

Les interactions enfants/seniors :

Les enfants au contact des seniors sont confrontés à la différence et au handicap. Cela leur apprend à grandir sans préjugés et avec une forte ouverture d'esprit. Ils ont beaucoup à apprendre de nos aînés dans une atmosphère détendue.

De l'autre côté, les enfants apportent de la joie et de la simplicité aux seniors. Les personnes âgées peuvent aussi se sentir socialement valorisés en transmettant leur savoir aux petits. Au travers des ateliers intergénérationnels ils se sentent impliqués dans un projet en particulier : ils sont donc acteurs de leur vie. Les activités intergénérationnelles et le rôle actif de nos seniors permettent de retarder et/ou d'atténuer leur perte d'autonomie.

3 possibilités d'inscriptions pour le mercredi :

- Journée
- Matin + repas (départ 13h30)
- Après-midi (arrivée 13h30)

Les tarifs du mercredi varient selon le quotient familial des familles ainsi que leur lieu d'habitation.

Les inscriptions se font par le biais d'un portail famille. Dès l'inscription de leur enfant, un compte portail famille est créé pour chaque nouvel arrivant.

Cela permet aux familles de pouvoir réserver, les garderies, les cantines ainsi que le mercredi loisir.

Communication :

L'équipe d'animation a mis en place un blog qui permet aux familles de voir le quotidien de leur enfant au centre de loisirs. Ce site est sécurisé et ne peut être visualisé qu'avec un code personnel.

Tout au long de la journée, les enfants sont pris en photo pendant leur activité, sur le temps de la vie quotidienne. Les animateurs mettent des commentaires et des informations sur la journée. Nous respectons, bien entendu, l'accord des parents sur le droit à l'image.

Les flyers contenant les plannings d'animations sont sur le site de valdalliere.fr ainsi que sur FB.

Ils sont également distribués dans les commerces des villages.

5) DISPOSITIF ARGENT DE POCHE :

La municipalité de Valdallière a mis en place le « Dispositif argent de poche » à la rentrée 2020.

Il est depuis reconduit à chacune des vacances scolaires.

Il est destiné aux jeunes de la commune, âgés de 15 à 17 ans, qui souhaitent participer à la vie de la commune pendant leurs vacances.

Les volontaires sont accompagnés par les agents de Valdallière dans les communes déléguées.

Chaque mission dure 3 heures et peut consister à :

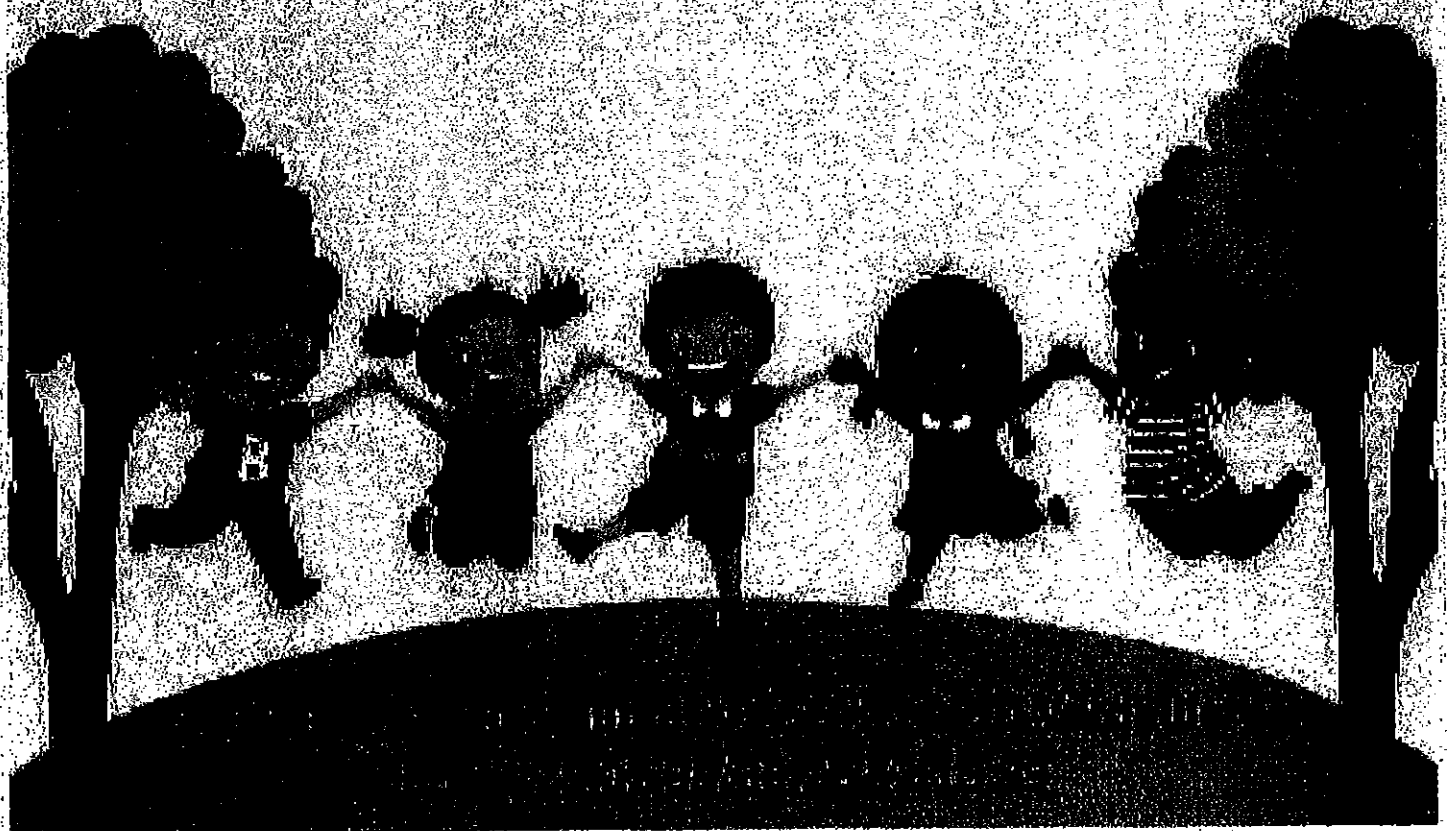
Désherber, balayer, nettoyer des bâtiments publics, tâches administratives, accueil des usagers en mairie, aider à la médiathèque, servir à la cantine...

En contrepartie, le jeune perçoit une indemnisation de 15€ par mission.

Afin de pouvoir participer à ce dispositif, les jeunes doivent remplir un dossier avec renseignements généraux, fiches sanitaires et des documents à fournir en cas d'accident.

Les principaux objectifs du dispositif sont :

- D'organiser des ateliers citoyens pour les 15-17 ans,
- De permettre aux jeunes de se confronter au monde du travail,
- De les responsabiliser,
- De s'engager pour une mission d'intérêt général,
- De faire découvrir aux jeunes les activités menées par Valdallière,
- De valoriser aux yeux des adultes le travail effectué par les jeunes.



Sommaire

Introduction

I) Le contexte

- 1) Les lieux
- 2) L'équipe d'encadrement
- 3) Les objectifs pédagogiques

II) L'organisation du centre de loisirs

1) La répartition des enfants en plusieurs groupes

- a) Les 3 – 5 ans
- b) Les 6 – 8 ans
- c) Les 9 ans et plus
- d) Les mini- camps

2) Déroulement d'une journée type

- a) L'accueil
- b) La pause lait
- c) Les activités
- d) Le repas
- e) Le temps libre et la sieste
- f) Le goûter
- g) L'accueil du soir
- h) Le minibus

3) Les Déplacements

4) L'évaluation

5) Les sorties

III) Le rôle de chacun

- 1) Le directeur
- 2) Les animateurs diplômés ou en formation

IV) Les relations

- 1) Les relations adultes-enfants
- 2) Les relations avec les familles
- 3) Les relations avec le personnel technique

V) Les points non-négociables

VI) Accueil d'enfants en situation de handicap

Annexe 1 : Fiche sortie, Annexe 2 : Fiche trousse pharmacie

Introduction

Ce projet pédagogique découle du projet éducatif de la commune nouvelle de Valdallère. Les objectifs ont pour but d'accompagner l'enfant à se construire, à s'épanouir, à se positionner et à avoir son libre arbitre.

Ils répondent aux besoins essentiels de l'enfant : physiques, intellectuels, affectifs et créatifs. Ils répondent également aux différents rythmes biologiques de l'enfant. Il doit pouvoir se développer, s'épanouir et être acteur au sein du centre de loisirs.

1) Le contexte :

1) Les lieux :

Dans le cadre du projet éducatif général de la commune de Valdallère, le centre de loisirs sans hébergement (E)Loisirs accueille les enfants de 3 à 17 ans. sont accueillis dans l'enceinte du gymnase, réaménagé en centre pour l'occasion. Le centre de loisirs fonctionne les mercredis, lors des vacances scolaires de la Toussaint, de février et de Pâques ainsi que l'été. L'accueil de loisirs se situe au 29 rue François Caulot 14410 Vassy Valdallère.

Le centre est organisé en plusieurs espaces :

- Un bureau pour l'accueil des parents
- 3 salles d'activités
- Des sanitaires
- Une salle motricité
- Un dortoir
- Une salle de goûter
- Une cuisine
- Un restaurant scolaire dans le bourg de Vassy
- Une médiathèque se situant dans le bourg de Vassy (partenaire)

2) L'équipe d'encadrement :

A l'occasion des vacances scolaires, les dispositions relatives aux normes d'encadrement des

mineurs en centre de loisirs sont fixées à :




- Un animateur pour 8 enfants de moins de 6 ans
- Un animateur pour 12 enfants de plus de 6 ans

L'équipe comporte un directeur, des animateurs et un référent d'accueil. Cette équipe est composée

de 50 % de personnel qualifié, de 50 % de stagiaires et de 20 % de personnel non qualifié. Elle travaille autour d'un projet commun et prépare ensemble l'organisation de la vie du centre.

3) Les objectifs pédagogiques:

[illegible]

<p>DIVERSITÉ / SPORT</p>  	<ul style="list-style-type: none"> - Développer ses compétences dans tous les ateliers proposés 	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer des activités de différents domaines : (musique, sport, cuisine, art...)
<p>CRÉATIVITÉ</p> 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer l'imaginaire de l'enfant - S'ouvrir à la culture 	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser les activités déguisées créer un imaginaire pour les thèmes hebdomadaires et les activités - Proposition de spectacle, jeux vidéos, tapis lecture en partenariat avec la médiathèque;

II) L'organisation du centre de loisirs :

1) La répartition des enfants en plusieurs groupes :

a) Les 3 -- 5 ans :

Les enfants de cette tranche d'âge ont besoin de plus d'attention que les autres car ils sont moins autonomes et ont un réel besoin d'être rassuré pour la plupart d'entre eux. C'est pourquoi, un animateur ne peut s'occuper au maximum que de 8 enfants âgés de 3 à 5 ans. Afin de respecter le rythme physiologique de l'enfant, les activités collectives et sportives se déroulent le matin. Les activités manuelles et culturelles se déroulent quant à elles l'après-midi, après la sieste.

b) Les 6 -- 8 ans :

Pour les enfants âgés de 6 à 8 ans, les activités manuelles et culturelles sont favorisées le matin. Les activités sportives et collectives se déroulent quant à elles l'après-midi. Les enfants de cette tranche d'âge étant plus autonomes, le taux d'encadrement augmente. L'animateur peut donc s'occuper au maximum de 12 enfants.

c) Les 9 ans et plus :

Pour les 9 ans et plus, si le nombre de participants est assez élevé, un programme d'activité peut leur être proposé. Si ce n'est pas le cas, ils peuvent être mélangés avec les 6 - 8 ans afin de rendre les activités plus dynamiques et cohérentes. Le taux d'encadrement pour cette tranche d'âge est également de 12 enfants pour un animateur. Dorénavant un lieu de vie sera dédié pour eux avec un animateur référent.

d) Les Mini-camps:

Pendant le mois de Juillet sont prévus des activités accessoires par tranche d'âge. Les activités accessoires permettent d'offrir aux enfants et aux jeunes un dépaysement à moindre coût tout en rassurant les parents grâce aux faibles éloignement et à leurs connaissances de l'équipe d'encadrement.

Eji veille toujours à partir dans un accueil labellisé par la DDJ, ces lieux de camping, Les PAJ sont des lieux exclusivement réservés pour les groupes de mineurs, des espaces y sont aménagés, pour s'abriter, cuisiner, se laver, des animations diverses et de qualité y sont proposés.

Le nombre de places est limité à 16 places et 2 encadrants.

Le séjour dure 4 jours 3 nuits, les lieux sont divers (ferme pédagogique, base de loisirs, centre équestre...)

2) Déroulement d'une journée type :

a) L'accueil

L'accueil de loisirs a lieu de 7h30 à 9h30. Un animateur ouvre les portes à 7h30.

L'inscription

des enfants est faite au préalable et notée sur le cahier d'inscription. Elle est complétée par un pointage tablette sur le site « Dominoweb ».

Ce temps est déterminant pour la bonne suite de la journée. L'animateur doit donc mettre en place des espaces de jeux et accueillir chaque enfant individuellement (dire bonjour, accrocher le manteau, se présenter...). Il permet à chaque enfant d'arriver et de s'installer à son rythme, de retrouver ses copains. Il a la possibilité entre diverses activités : lire, jouer, dessiner, ne rien faire...

Le temps d'accueil permet également de faire le lien entre le milieu familial et la vie du centre de loisirs. L'animateur est disponible et à l'écoute de chaque enfant afin de permettre un accueil individualisé. Son rôle est de permettre à l'enfant de se sentir en sécurité, dans un cadre bienveillant. Cela peut passer par la discussion avec un enfant, jouer avec un autre, lire une histoire, faciliter la rencontre de plusieurs enfants autour d'un jeu de société... L'animateur est également disponible auprès des parents pour toute information. Un cahier de communication est mis en place afin de transmettre les informations données par les parents au reste de l'équipe.

La moitié des animateurs arrive à 8h30, l'autre moitié à 9h30. Chaque jour les animateurs alternent leurs horaires d'arrivée.

A 8h30, un animateur se détache pour faire la tournée de minibus, pour récupérer les enfants dont les parents sont dans le besoin d'un ramassage.

b) La pause lait :

A 9h30, un animateur se détache et propose pour les enfants qui en ont envie un petit encas équilibré (lait, biscuit, fruits). Cela permet pour les enfants qui ne déjeunent pas ou les lèvent-tôt de reprendre de l'énergie avant les activités. L'animateur doit rester vigilant sur les quantités prises par les enfants. Il doit récolter les codes barres des produits consommés et les coller dans un cahier de suivi, tout en mettant la date de consommation. Il doit vérifier minutieusement les dates de péremption des aliments avant de les proposer aux enfants. Il doit également ranger et nettoyer la table de la pause lait tout en demandant de l'aide aux enfants.

c) Les activités :

Les activités se déroulent de 10h à 12h le matin et de 14h à 16h l'après-midi. Celles-ci doivent être variées. Elles peuvent se traduire par des activités :

- D'expressions manuelles, artistiques, plastiques, dramatiques...
- Physiques et sportives
- De jeux : jeux sportifs, jeux d'équipe, jeux de société, jeux de construction...
- De découvertes : sorties, visites de musées, cinéma, découverte de milieux...
- Spécifiques, encadrées par des intervenants spécialisés

Ces activités sont réalisées, dans la mesure du possible, en partenariat avec les établissements et associations du territoire : gymnase, médiathèque, piscine, cinéma... Cela permet aux enfants de sortir du cadre du centre et leur permet de découvrir de nouveaux endroits et de leur donner envie d'y retourner.

Il est important de prévoir un temps pour le rangement des matériaux. Les enfants doivent aider l'animateur. Il est également préférable de prévoir un retour au calme après l'activité afin de passer un repas, un goûter, un temps calme, plus serein.

d) Le repas :

Le repas se déroule de 12h à 13h. Nous le prenons dans le restaurant scolaire de l'école de Vassy.

Les enfants de plus de 6 ans, viennent à pied avec une équipe d'animateurs. Des navettes de minibus sont mises en place pour les enfants qui ont entre 3 et 5 ans. Les jours de fortes pluies, il est possible d'organiser des navettes pour les plus grands également.

Le repas est un moment convivial qui réunit les enfants et les animateurs. Il est préparé par les agents des différentes cantines de Valdallière. Il se compose d'une entrée, d'un plat, de fromage, d'un dessert et de pain. Les enfants doivent goûter chaque plat. S'ils n'aiment pas, ils peuvent demander une petite portion pour goûter, quitte à les resservir plus tard. Les enfants ont du temps pour manger, ils vont à leur rythme, et mangent dans le calme. Pour promouvoir la responsabilité et l'autonomie de l'enfant, les plus grands peuvent être amenés à se servir seuls, l'objectif étant que chacun soit capable ensuite de finir son assiette.

Les animateurs prennent leur repas avec les enfants pour partager et passer un moment convivial avec eux. Ils se dispersent dans le restaurant, l'idéal est d'avoir un adulte par table afin de respecter le calme et de surveiller les proportions prises par les enfants. Ils gèrent également le rangement de leur table. Pour cela un système d'étiquettes est mis en place sur chaque table. L'animateur distribue au hasard des étiquettes représentant un verre, une assiette, des couverts, une poubelle, un pichet et une corbeille de pain. Cette étiquette représente ce que l'enfant va devoir ramasser.

e) Le temps libre et la sieste :

Le temps libre est une coupure dans la journée. Cela permet aux enfants et aux animateurs de se détendre pour mieux reprendre les activités. Ce temps doit respecter

l'envie de chaque enfant. Il pourra ainsi jouer à des jeux de société, lire, dessiner, ne rien faire etc... Les animateurs sont là pour s'occuper des enfants, jouer avec eux. Ils veillent à ce que ce temps reste calme.

Un temps de sieste est proposé pour les enfants ayant entre 3 et 4 ans. Il est essentiel afin de respecter le rythme physiologique des plus petits. L'animateur référent lors de ce temps propose aux enfants la lecture d'une ou deux histoires. Il veille à ce que chaque enfant dorme ou au moins se repose sans embêter les autres. Ce temps se déroule dans le dortoir.

L'animateur doit donc préparer les lits en amont.

f) Le goûter :

Le goûter est servi à 16h. Il se passe dans le calme, après les activités. En fonction du temps, il est pris à l'intérieur dans une salle du gymnase ou une salle d'activité sinon il est pris à l'extérieur. Ce temps de pause dans l'après-midi permet aux enfants et aux adultes de se réunir dans un climat convivial. Les animateurs servent le goûter, ainsi que deux enfants sont désignés chaque jour en tant que responsable du goûter en leur mettant leur toque de cuisine sur la tête pour plus les autonomiser.

Les animateurs veillent à ce que ce temps reste calme. Chacun participe pour servir les enfants. Le goûter se compose d'un fruit, d'un laitage, d'un gâteau et d'une boisson. Une fois que tout le monde a fini, les enfants regroupent leurs verres dans une bassine et mettent leurs déchets à la poubelle.

Un ou deux animateurs se détachent ensuite pour faire la vaisselle avec un groupe d'enfants.

Pendant ce temps, les autres animateurs organisent l'évaluation de la journée avec les enfants.

g) L'accueil du soir :

Il se fait de façon échelonnée de 17h00 à 18h30. L'animateur référent « accueil » accompagne l'enfant à reprendre ses affaires (veste, sac à dos, doudou,...) et échange sur la journée avec la famille. Si un parent vient chercher un enfant avant 17h, il devra remplir une décharge de responsabilité. Il est demandé aux parents étant en retard de prévenir l'équipe afin qu'elle puisse rassurer l'enfant.

Les animateurs s'occupent des enfants et sont disponibles pour répondre aux questions des parents.

Ils organisent des petits ateliers libres, des groupes de jeux de société, des temps de lecture etc...

h) Le minibus :

Une tournée de minibus est mise en place le matin et le soir sur les communes de Valdallière.

(Bernières-le-patry, Viessoix, Burcy, Montchamp, Estry,...). Elle est organisée en fonction des inscriptions et le besoin des familles. Elle est prioritaire aux parents, aux familles d'accueil et aux nounous dans le besoin, qui ne peuvent pas se déplacer pour emmener les enfants. Nous prenons le minibus de la commune pour faire le ramassage.

3) Les déplacements:

a) Déplacement en car: bien faire respecter les consignes de sécurité

Il est important d'informer au préalable le conducteur et le transporteur de l'identité des personnes en charge de l'organisation et/ou de la surveillance du groupe. Dès lors qu'il y a un déplacement dans un transport en commun, un chef de convoi est obligatoirement nommé. Il est le garant de la sécurité des publics et de l'application des règles.

Avant le début du transport, le chef de convoi doit:

- Connaître les conditions d'organisation du transport convenues avec le transporteur.

- Avoir en leur possession la liste des personnes du groupe avec: nom et prénom de chaque passager ainsi que les coordonnées téléphoniques d'une personne à contacter pour chaque enfant.
Il faut préciser la date, les caractéristiques du transport et les coordonnées téléphoniques de l'organisateur. La liste devra être complétée ensuite par le numéro d'immatriculation du car.
- Connaître la réglementation appliquée aux transports en commun: temps de conduite et temps de pause au chauffeur, vitesse maximum, port de la ceinture, respect du taux d'encadrement, animateur de veille en permanence, liste nominative des personnes transportées...

L'organisateur quand à lui doit:

- Veiller à ce que les responsables connaissent les conditions de sécurité pour les transports en commun d'enfants.
- Demander aux responsables de donner les consignes de sécurité aux enfants (danger autour de l'autocar, obligation d'être assis, port de la ceinture obligatoire, non encombrement des allées avec les sacs...) et de veiller à leur respect tout au long du trajet.
- Donner comme consigne de compter les enfants un par un à chaque montée et descente de l'autocar.
- Veiller à répartir les accompagnateurs en liaison avec le conducteur, selon les exigences de sécurité (placer des animateurs près de chaque issue de secours, organiser un tour de garde des animateurs lors des voyages de nuit...)

b) Déplacement à pied: voir et être vu par les automobiliste

Rien de tel que les promenades pour profiter d'un panorama, de la faune et de la flore, ou tout simplement pour se rendre sur une activité. Il y a cependant quelques règles à respecter.

- Utiliser l'accotement en priorité (s'il est praticable bien sûr)
- Si l'encadrant est seul, le placer à l'arrière, mais préférer systématiquement d'être au moins deux, 1 à l'avant et 1 à l'arrière.
- Si cela est possible, prévoir 1 personne en "éclairer" pour les virages
- Mettre les gilets jaunes pour les animateurs

Selon le code de la route, un groupe d'enfants est considéré comme un convoi, ou un cortège. Il se déplace systématiquement sur le côté droit de la chaussée, et peut emprunter jusqu'à 1/4 de la route (il est alors assimilé à un véhicule lent).

Le groupe circule alors sur une longueur maximum de 20 mètres. Si nécessaire, il est fractionné en plusieurs groupes. Dans ce cas, une distance de 50 mètres est obligatoire entre les groupes, ce qui permet à un véhicule de s'y intercaler les cas échéant. Les enfants sont en rang, deux par deux.

Dès lors que la situation présente un danger, cela peut être lié à la météo, à la topographie des lieux (virages, visibilité, accotement dangereux, travaux), à la circulation, le groupe doit alors emprunter le côté gauche de la chaussée. Dans ce cas, il avance en colonne d'une personne. Cela permet à un véhicule de le croiser sans mettre en danger quiconque.

- En deux mots: on marche habituellement du côté droit, 2 par 2 - dès que la situation est dangereuse, on marche à gauche en colonne.

Si la visibilité est mauvaise (brouillard, pluie, nuit...) il faut signaler chaque groupe avec des feux allumés:

- Au moins 1 feu jaune ou blanc à l'avant
- Au moins 1 feu rouge à l'arrière, placé du côté opposé à l'accotement qui est longé.
- Si besoin, 1 ou plusieurs feux latéraux orange
- Même si cela ne figure pas dans la réglementation, munir chaque personne d'un gilet jaune réfléchissant.

4) L'évaluation :

Elle permet de voir le degré de réalisation du projet, de contrôler si les objectifs de la journée ont été atteints et de préparer le lendemain.

Cette évaluation est faite après le goûter. Quelques animateurs réunissent les enfants, les appellent un par un et leur demandent leur avis sur la journée. Ce bilan s'effectue de façon ludique. Par exemple, sur le thème de la jungle, un pont de singe avait été fabriqué avec une ficelle et deux chaises, chaque enfant venait accrocher un singe vert, un singe orange ou un singe rouge en fonction de son avis sur la journée.

Une réunion entre animateurs est organisée chaque soir, sur le temps d'accueil. Un rappel des différents temps de la journée puis des évaluations de ces temps sont faites. Un rappel de l'évaluation faite par les enfants après le goûter permet aussi de voir ce qui a été et ce qui n'a pas été. Cela permet de mieux organiser la journée du lendemain. Les animateurs communiquent entre eux et s'entraident s'il faut préparer des activités pour le lendemain ou réorganiser certains temps.

La dernière réunion bilan des vacances permet de faire un résumé de celles-ci, de voir s'il y a des points à améliorer pour les prochaines vacances et de voir si les objectifs sont atteints.

5) Les sorties :

Nous effectuons, chaque semaine, une sortie à la piscine de la commune Valdallière. Cette piscine nous a réservé sur le crâneau du mardi matin de 10h à 12h pour les 3-5 ans et le jeudi matin pour les enfants ayant plus de 6 ans.

C'est une petite piscine, avec un bassin simple, mais grâce au partenariat mis en place entre le personnel de la piscine et les animateurs, nous pouvons mettre en place des activités ludiques, des jeux, du matériel dont nous avons envie.

Exemple:

- Groupe de petits , pas à l'aise dans l'eau ; nous décidons de mettre en place une séance « bébé nageur » réservé aux tous petits afin de les mettre en confiance dans l'eau à l'aide de tapis, de jeux flottants, de jouets...
 - Groupe de grands plutôt à l'aise dans l'eau ; nous décidons de mettre en place un parcours du combattant dans l'eau (appeler le matin afin de le mettre en place) .
- Cette sortie à la piscine est très demandée de la part des enfants et aussi des familles. Nous remarquons une hausse des inscriptions le mardi et le jeudi.
N'oublions pas les taux d'encadrements plus stricte pour aller à la piscine :
- 1 animateur pour 5 enfants pour les 3/5 ans
 - 1 animateur pour 8 enfants pour les 6 ans et +

De plus , chaque vendredi, nous effectuons une sortie en dehors du centre. Nous faisons découvrir aux enfants de nouveaux lieux, (mer, parc, zoo, visite musée, parc d'attractions, ferme pédagogique ...) de nouvelles pratiques, des nouveaux jeux... Pour cela une fiche de sortie est remplie en amont afin d'organiser ce moment.

C'est toujours un grand plaisir de voir les enfants s'épanouir, découvrir de nouveaux horizons.

À chaque sortie, nous faisons le pique-nique soit en amont ou sur place pour tous les enfants: Il est composé de tomates, sandwichs jambon beurre, d'emmental, des chips, un yaourt à boire ou compote.

Une trousse « pharmacie » est distribuée à chaque animateur ainsi que les fiches sanitaires des enfants. Cela permet à l'animateur d'intervenir rapidement si jamais un enfant se blesse. Les animateurs doivent vérifier si tous les éléments sont présents dans la trousse pharmacie avant de partir en sortie.

III) Le rôle de chacun :

1) Le directeur :

L'équipe pédagogique est dirigée par un directeur BAED.
Il a pour fonctions :

- L'animation de l'équipe
- La gestion financière, matérielle et administrative
- Les relations avec les différents partenaires
- Les relations avec les familles
- La formation des animateurs, le suivi et la validation des animateurs stagiaires.

Il met en œuvre le projet pédagogique et rend compte de son travail aux élus de la commune
Valdallière. Il doit veiller à ce que les objectifs soient en voie d'aboutir et à ce que les activités aillent dans cette direction. Il doit être vigilant, présent, disponible à tous moments. Il doit permettre une cohésion au sein de l'équipe, en rendant un dialogue harmonieux entre animateurs.

2) Les animateurs diplômés ou en formation :

L'équipe se compose d'animateurs formés : titulaire ou stagiaire (BAFA, BE, GAP petite enfance, ou BEATEP) en priorité.

Les animateurs sont formés ou sensibilisés à l'encadrement de jeunes enfants. Ils ont pour fonctions :

- L'animation des différents moments de la journée
- L'accueil des enfants
- La préparation des activités, leur mise en place, le rangement

Ils sont garants de la sécurité physique, morale, matérielle et affective de chaque enfant. Ils sont les référents de l'enfant, ils doivent montrer l'exemple en ce qui concerne leur attitude corporelle et verbale.

De plus, ils sont garants du respect des lieux et du matériel, ainsi que de l'application des règles de vie. Ils s'engagent à mettre en œuvre le projet pédagogique et les projets d'activités définies en équipe. Pour la mise en place d'activités spécifiques, le centre de loisirs peut faire appel à des intervenants extérieurs. Dans ce cas, l'équipe d'encadrement reste garante de la sécurité affective et physique des enfants. Il est important de compter régulièrement les enfants de son groupe.

L'animateur doit pouvoir encadrer des enfants et les accompagner vers des activités créatives. Il participe à des réunions de préparation, d'évaluation et de bilan organisées par le directeur.

L'animateur doit être vigilant, présent, disponible à tous les moments.

IV) Les relations :

1) Les relations adultes-enfants :

Basées sur un respect mutuel de chacun, L'animateur doit se mettre à la hauteur des enfants pour discuter ou pour jouer, en leur expliquant simplement les choses et non en leur criant dessus.

L'équipe doit mettre en place des règles de vie avec les enfants au début des vacances et doit les afficher dans le centre.

2) Les relations avec les familles :

Notre travail s'appuie sur un partage avec les familles des enfants accueillis. Nous rencontrons les parents au moment de l'inscription afin de leur présenter le projet et les locaux.

Nous développons également des rencontres régulières avec les familles en les invitant à participer à des sorties et en organisant des temps forts, des moments festifs.

Une permanence téléphonique est assurée par le directeur.

3) Les relations avec le personnel technique :

Le directeur doit tenter d'instaurer une entente agréable entre le personnel technique et l'équipe d'animation, basé sur un respect du travail de chacun. C'est pourquoi les animateurs doivent veiller à ranger et nettoyer le matériel utilisé.
Cette entente permet de susciter l'enthousiasme du personnel et donc d'assurer un travail efficace.

V) Les points non-négociables :

- L'animateur ne doit pas fumer en présence des enfants
- L'animateur ne doit pas frapper un enfant ou l'humilier
- L'animateur doit être assidu dans son travail : retard ou absence non justifiés seront sanctionnés
- Le téléphone portable doit rester un moyen de communication et de prévention aux sorties, et non une distraction personnelle
- L'animateur doit adhérer au projet pédagogique

VI) Accueil d'enfants en situation de handicap :

Le handicap selon la loi du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation

et la citoyenneté des personnes handicapées » est ainsi défini :

« Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant »

Cette loi rend obligatoire l'accueil des enfants en situation de handicap dans les institutions ouvertes à l'ensemble de la population tel que les Accueils Collectifs de Mineurs (ACM). Toutefois, si l'accueil n'est pas possible, il doit être motivé par des éléments objectifs, et circonstanciés. Dans le cas d'un accueil d'un ou plusieurs enfants en situation de handicap, l'équipe d'animation doit essayer de faire en sorte que la déficience et la limitation ne deviennent pas une restriction.

L'intégration est avant tout préparée, unique, ingénieuse et individuelle.

La législation ne fixe pas de taux d'encadrement spécifique au handicap. C'est au directeur de la structure de sensibiliser son équipe d'animation et d'organiser en amont des rendez-vous avec les parents afin que l'accueil de l'enfant soit préparé et se fasse dans de bonnes conditions.

CF : Dossier « connaissance du participant + fiche de résultat demande d'intégration » UFCV.

Vacances de la Toussaint du 21 au 31 Octobre

Thème Vacances —> L'espace

Objectifs:

Autonomie:

Sur les moments de repas et de goûter un enfant sera nommé chef de table avec un collier autour du cou, sa mission sera d'organiser le rangement des tables avec ses camarades et d'aider pour la mise en place du goûter.

Implication des enfants dans le rangement avec une mise en place d'une musique. Un enfant attrapera un instrument de musique dans le panier pour pouvoir en jouer le temps du rangement.

Les règles de vie de notre accueil permettent à l'enfant d'accéder à toutes les pièces de notre centre de loisirs avec présence d'un adulte.

Partage:

Participation, dialogue, accompagnement avec les enfants sur les temps d'accueil et sur les temps libres.

Un grand jeu tous ensemble partagés le vendredi dans le gymnase avant de partir en sortie. (Olympiade, Jeux collectifs ..)

En partenariat avec la médiathèque un spectacle à regarder pour les petits et un film pour les grands sera diffusé dans la salle Pierre Geoffroy de Vassy.

Nous sommes également en partenariat avec la piscine de Valdallière, nous avons deux créneaux le mercredi pour les petits et le jeudi pour les grands.

Communication:

Mise en place d'un journal hebdomadaire ainsi qu'un blog pour communiquer avec les parents.

Sur les temps d'accueil, le matin et soir sont conviés pour des temps d'échange.

(Créativité:)

Proposition de différentes activités variées, création d'un grand livre sur feuille A3 afin de développer l'imaginaire de l'enfant.

Chaque jour de vacances les enfants auront une activité manuelle, sportive ou culinaire pour représenter l'espace, le système solaire ... et reporteront à leur image sur ce grand livre A3 décoré par les enfants pour décrire leurs activités du jour.

Ce fil conducteur permettra aux enfants de pouvoir montrer à leurs parents le livre fabriqué et imagé, Il sera à disposition dans la pièce d'accueil.

Mur d'expression;

Le mur d'expression est dessiné sur une grande feuille avec des dessins représentant des Images sur l'espace ou le système solaire , peint par les enfants, ce mur permet de faire une évaluation de la journée avec les enfants pour avoir leur ressenti.. (une gommette verte collé = une journée bien aimé , un gommette jaune collé = une journée moyennement aimé, une gommette rouge collé = une journée pas du tout aimé)

Vacances été du 7 Juillet au 29 Août 2025

L'équipe d'animation proposent des animations variées autour de thème différent.

- 1- Les dessins animés
- 2- Jeux TV
- 3- Les pirates
- 4- Super Héros
- 5- Les animaux

Objectifs :

Autonomie :

Les enfants seront responsables et autonomes sur les moments de rangement du centre et sur le débarrassage des tables le midi à la cantine. Les enfants peuvent accéder à l'espace cuisine du centre de loisirs pour préparer le goûter, faire la vaisselle.

Une musique sera choisie en début de centre par les enfants et les animateurs qui sera le signal pour le rangement.

Rappel des règles de vie en début de centre de loisirs. Afin de rassurer les petits, création d'une étiquette pour mettre au porte manteau afin de mettre un repère visuel et d'instaurer le rituel du matin avec les parents et les animateurs. Les enfants sont autonomes sur le rangement de leurs affaires ; ils ont à disposition un casier pour mettre leur gourde d'eau.

Partage :

Une grande sortie par semaine est proposée aux enfants le vendredi de chaque semaine. C'est l'occasion de partager un moment agréable, de découvrir un nouvel endroit, de renforcer les liens entre le groupe des grands et le groupe des petits. Les enfants sont très attentifs au bien être des plus petits, sont aidants et bienveillants.

- Vendredi 11 Juillet : sortie cinéma avec « Bonjour l'été » pour les 3/5 ans et « Buffalo Klds » pour les 6 ans et +.
- Vendredi 18 Juillet : sortie à Bayeux Aventure
- Vendredi 25 Juillet : sortie à la mer

- Vendredi 01 Août : Sortie dans la Forêt avec un grand jeu
- Vendredi 22 Août : Sortie au zoo
- Vendredi 29 Août : Sortie au parc animalier du « Yack Blanc »

Nous continuons notre partenariat avec la piscine de Vassy, où les enfants pourront profiter du bassin le mercredi de chaque semaine avec un créneau pour les petits le matin et les grands l'après-midi.

La médiathèque nous proposent aussi des séances de jeux-vidéos pour les enfants à partir de 9 ans, des temps de lecture et de jeux de sociétés, et 2 ateliers manuels en partenariat avec Marlon Alexandre, peintre de Valdallière, pour les enfants qui le souhaitent.

Communication :

Nous continuons à mettre en place le petit journal du centre, distribué aux parents le lundi, sur les informations générales de la semaine.

1 animateur est présent sur les temps d'accueil du matin, et il est responsable de prendre les informations des parents, et de les transférer aux animateurs si besoin.

1 cahier de communication est mis en place afin de noter les informations à transmettre.

Un blog est à disposition des parents, (code disponible à l'inscription) sur le suivi de la journée et les activités réalisées par les enfants.

Créativité :

Ci-joint le flyer des plannings d'activités.

Les murs d'expressions seront réalisés en amont par les enfants dans les garderies des écoles de Valdallière. Ils permettent aux enfants de voter en fin de journée sur leur ressenti. Avec un système de gommette, l'enfant s'exprime sur la qualité de sa journée, s'il a apprécié ou non les activités et pourquoi....

Cela permet de repositionner l'équipe d'animation en bilan du soir sur l'amélioration possible des prochains jours de centre.



ÉTÉ - CAMPS 2025

à la base de loisirs de Thury-Harcourt



TEST D'AISANCE
AQUATIQUE
OBLIGATOIRE

7 Du 7 au 11 juillet

7 / 10 a n s

Tir à l'arc

Escalade

Canoe/Kayak

Paddle géant

11 Du 21 au 25 juillet

11 / 14 a n s

Canoe/Kayak

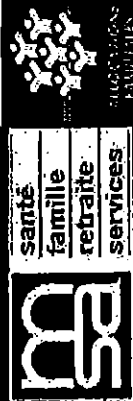
Kayak polo

VTT

Paddle géant

- Présence dès le lundi au centre pour les préparatifs puis départ du séjour le mardi jusqu'au vendredi
- entre 119€ et 145€ le séjour selon le quotient familial et lieu d'habitation
- Renseignements disponibles dans les écoles et garderie ainsi qu'06.44.28.02.99/09.75.52.13.99.

accueil.loisirs@valdalliere.fr



Réseau des Médiathèques

Un lieu de rencontres culturelles



Médiathèques de Vassy et de Montchamp

La Médiathèque de Vassy, celle de Montchamp et leur ludothèque sont des espaces conviviaux qui vous accueillent seul(e) ou en famille ; Pour lire, jouer ensemble, avoir une connexion WIFI, travailler, se détendre, voir une exposition... En plus d'un espace, les médiathèques ce sont aussi des actions culturelles toute l'année de 0 à 99 ans !



Ateliers réguliers toute l'année

- **Petite enfance, enfance et famille** : Jouons petits patapans (1^{er} jeudi du mois), ateliers magiques, ateliers à 4 mains
- **Adolescence** : jeux vidéo et pratiques numériques le mercredi après-midi, jeux de société au collège les mardis
- **Adultes et seniors** : jeux de société le vendredi de 14h à 16h, projections de film un lundi par mois, ateliers manuels
- **Avec les écoles** : 2 fois dans l'année, à Vassy et à Montchamp

Les Temps Forts Culturels

Et des temps forts culturels, organisés par les médiathèques dans le cadre du contrat culturel signé avec le Département du Calvados et d'autres partenaires (Bibliothèque du Calvados, acteurs locaux...).

SPECTACLES JEUNESSE

Avec le festival Ma parole : « Cligolée » de Barbara Glet et Louis Gallot, et « contes gourmands » avec Hélène Hamdani, « Poulettes » et « dans le bois charmant » de Delphine Garczynska, bal des pétils par la Cie Bleu de lune, « Paradeilles » par la Cie Tohu Bohu, « La saison des ouras » par la Cie passeurs de rêves, « L'autre voyage d'Ulysse » par Et mes ailes compagnie.

DES EXPOSITIONS

« Catourne par rond » d'Elo, « la piscine » d'Aranna Temburini, « Les mangas » par AFJJ, « Elles, agricultrices paysannes » de Christian Malon, « Au cœur de la rébellion birmane » de Siegfried Modolo, dans le cadre du prix Bayeux.



DE L'ART DE RUE



Les vivrevoltés avec le spectacle « Gagner la hot dead » des Sanglés à Vassy.

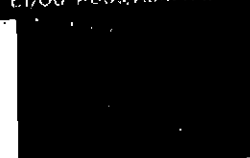
DES CONCERTS

« Aux chandelles » de la Cie Comme sur des roulettes (avec ateliers chants), les mini-concerts de l'école de musique.

CINÉMA ET PATRIMOINE

« Le grand bain » à la Commanderie de Courval

DES SPECTACLES TOUT PUBLIC ET/OU ADOS/ADULTES



« On s'en souvient » de la Cie Magnanoréelle pour le 80^e, « La fabuleuse histoire de Basarkea » de la Cie Lamento.

DES RENCONTRES

Avec la conteuse Delphine Garczynska, avec des illustratrices (Elo, Aranna Temburini), avec le reporter de guerre Guillaume Pajot.

Et de nombreux ateliers et projections tout au long de l'année...

INSCRIPTION GRATUITE

10 documents par mois dont 2 jeux de société

☎ 02 31 09 09 18 🌐 www.mediathequedevassy.wordpress.com

📍 Médiathèque de Vassy Valdallière 📧 mediatheques.valdalliere@gmail.com

1 CARTE
2 médiathèques

HORAIRES MÉDIATHÈQUES

VASSY

Mardi, mercredi et vendredi
10h - 18h / Samedi : 10h - 13h

MONTCHAMP

Mercredi : 15h - 18h

8) PISCINE DE VALDALLIERE

Construite en 1997, la piscine de Vassy à pour vocation première l'accueil des scolaires.

C'est un bassin de 16 m sur 7 m, avec une profondeur variant de 70 cm à 2 m. Sous l'impulsion du personnel, de nombreuses activités vont ensuite venir se greffer sur ce fonctionnement :

- Cours de natation
- créneau public
- aquagym
- école des nages
- créneau "bébé nageur"
- exetera

À l'apogée de son fonctionnement, le bassin est ouvert 7 jours sur 7, et accueille près de 700 personnes par semaine, avec un personnel composé de 3 maîtres nageurs, 2 agents d'accueil et un agent assurant l'entretien des plages.

Après la crise covid, et à partir de 2020, la structure est , comme la plupart des piscines, victime de problèmes de recrutement, notamment pour le personnel maître nageur, ce qui amène à une réduction du volume des activités proposées.

Aujourd'hui la mission première du bassin est toujours assurée, avec l'accueil des écoles primaires et maternelle de Valdalliere , du collège de Vassy, ainsi que d'autres structures extérieures à la commune (de 300 à 400 élèves par semaine, entre 6 et 7000 élèves par an).

Le personnel, maintenant composé de 2 maîtres nageurs, d'un agent d'accueil et d'un agent extérieur pour l'entretien des plages, continue d'assurer trois créneaux d'aquagym par semaine (environ 65 pratiquants), des créneaux d'aquabike, l'école des nages (Initiation et perfectionnement à la natation), des cours de natation adultes (aquaphobie et technique de nage), et enfants (apprentissage brasse).

Sur les périodes de vacances scolaires, des activités à thème sont également mises en place, et le bassin accueille le centre de loisirs de Valdalliere. Il propose également une quinzaine d'heures d'ouverture au public.

9) Perspectives

Les objectifs futurs sont les suivants :

En plus de l'accueil des 3/11 ans dans l'Accueil Collectif de Mineurs , la commune souhaite :

- Développer l'accueil des adolescents :

Dès Septembre 2025 , une animatrice stagiaire par la commune va prendre en main le local Jeunes. Ayant une formation BPJEPS, le local pourra accueillir les jeunes le mercredi après-midi le vendredi soir et pendant les vacances.

Les jeunes du Collège de Vassy auront un endroit dédié pour se retrouver tout en étant encadrer par une animatrice.

7/ Le Relais Petite Enfance de Valdallière

Ouvert en Juin 2024, le Relais Petite Enfance est un service public gratuit pour

ACCUEILLIR, INFORMER, ACCOMPAGNER, ÉCHANGER et ANIMER
autour du secteur de la petite enfance

Le RPE RÉPOND AUX BESOINS :

- Des Parents et futurs parents employeur
- Des assistant(e)s maternel(le)s
- Des gardes à domicile
- Des candidat(e)s à l'agrément
- Des enfants (0-6 ans)

Pour cela, le RPE est itinérant sur 3 sites de Valdallière : Vassy ; Bernières Le Patry, Presles

Le RPE est animé par Virginie Becquart, une éducatrice jeunes enfants qui organise tout le service

Tous les semaines, des animations et des permanences administratives ont lieu sur les 3 sites.

Les animations sont différentes chaque semaine et un programme est mis en place.

Des Rendez- vous individuels pour informer ou répondre à des problématiques ont lieu sur les permanences et en fin de journée.

Un travail en partenariat a été mis en place avec d'autres RPE, France Travail, la CAF, la PMI, la MFR la Florie et de manière encore plus local avec France Service, la Médiathèque, le Centre de Loisirs et de nombreux prestataires extérieures locaux.

Des semaines à thème au niveau national sont organisés et le RPE de Valdallière y participe

La semaine du goût

Promouvoir le métier d'assistante maternel

La semaine nationale de la petite enfance

Des spectacles et des sorties extérieures sont également proposés

Des soirées d'informations en soirées pour les assistantes maternelles /les parents employeurs/ et les futurs- parents sont organisés sur différents thèmes : contrat – retraite/prévoyance- les démarches administratives – soirée en lien avec le secteur de la petite enfance etc.

Vous trouverez des informations complémentaires sur les missions et les objectifs du RPE au sein de la plaquette suivante.

Au delà du temps dédié au public, l'animatrice prépare ses ateliers d'animation, organise le matériel nécessaire en fonction des lieux (manutention), prépare et participe à des réunions internes et externes. Au niveau administratif : Prépare et gère les demandes de subventions, le budget du service, répond aux problématiques des parents/ des assistantes maternelles. Organise des formations pour les assistantes maternelles.

Le Relais Petite Enfance est également amené à se développer sur le Territoire et au niveau de ses missions afin de permettre à tous d'avoir un accès gratuit sur le domaine de la petite enfance.

LES RENDEZ-VOUS RÉGULIERS AU RPE

ATELIERS D'ÉVEIL

Les ateliers d'éveil ont lieu 3 fois par semaine, de 9h15 à 11h30 :

- Le mardi à Vassy
- Le jeudi à Bernières-le-Patry
- Le vendredi à Presles (à partir de la Toussaint)

RÉUNIONS À THÈME

- Participation d'intervenants sur des thèmes variés allant de la petite enfance aux conditions de travail des assistant(e)s maternel(le)s
- Informations sur les droits et devoirs de chacun (parents et pros), contrats de travail, évolution de carrière...
- Accompagnement à la formation continue et au catalogue des formations proposées dans le secteur

LES PERMANENCES

Permanences administratives de 14h à 17h :

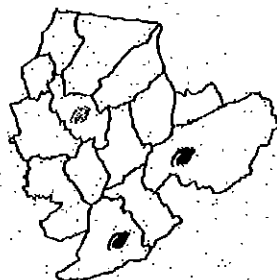
- Le lundi et mardi à Vassy
- Le jeudi à Bernières-le-Patry
- Le vendredi à Presles

Horaires pouvant être adaptés en fonction des disponibilités de chacun. La prise de rendez-vous est conseillée par téléphone au 06 84 75 91 79

Rdv. à partir de 9h00 au Centre de la Vallée de la Vieillesse, 14 rue de la Vieillesse, 14100 VALDALLIÈRE



Depuis septembre 2024, le territoire de Valdallière a mis en place un RPE (Relais Petite Enfance), composé de 3 pôles différents sur l'ensemble du territoire.



antenne de Presles
12 rue de la Vieillesse
PRESLES
14100 VALDALLIÈRE

antenne de Vassy
24 rue François Cadet
VASSY
14100 VALDALLIÈRE

antenne de Bernières-le-Patry
16 rue de Bernières
BERNIÈRES-LE-PATRY
14100 VALDALLIÈRE

CONTACT

Virginie BECQUART, animatrice du RPE
06 84 75 91 79 - rpevaldalliere.fr

WWW.VALDALLIERE.FR



Relais Petite Enfance



QU'EST-CE QUE LE

Relais Petite Enfance ?

SERVICE GRATUIT

POUR QUI ?

- Les parents et futurs parents employeurs
- Les assistant(e)s maternel(le)s
- Les gardes à domicile
- Les candidat(e)s à l'agrément
- Les enfants (0-6 ans)

LES OBJECTIFS

- Trouver des informations et des conseils
- Rencontrer et échanger avec d'autres parents et professionnels
- Partager un temps collectif avec d'autres enfants et leur assistant(e) maternel(le)
- Participer à des temps d'animations
- Se former sur le territoire

ACCOMPAGNEMENT DES PARENTS

Le Relais Petite Enfance est un service gratuit qui propose aux parents et futurs parents employeurs, aux assistant(e)s maternel(le)s, aux gardes à domicile, aux candidat(e)s à l'agrément, aux enfants (0-6 ans) et aux professionnels du secteur de la petite enfance, un espace de rencontre, d'échange et de partage. Ce service est destiné à accompagner les parents et futurs parents employeurs, les assistant(e)s maternel(le)s, les gardes à domicile, les candidat(e)s à l'agrément, les enfants (0-6 ans) et les professionnels du secteur de la petite enfance, dans leur parcours de vie et de travail.

UN APPUI AUX PROFESSIONNELS

- Le RPE est aussi là pour apporter aux professionnels de l'accueil individuel un soutien et un accompagnement dans leur pratique quotidienne, avec la possibilité de se rencontrer et d'échanger leurs expériences
- Il leur communique également de l'information sur leurs droits, les aides auxquelles ils peuvent prétendre...



LIENS UTILES

> www.monsenfant.fr

Site des Colas de l'Allocation Familiale (pour en savoir plus sur les différents modes de garde, informations sur les RPE, les aides de la CAF...)

> www.calvados.fr

Site du Département du Calvados (pour des informations sur l'agrément des assistant(e)s maternel(le)s, les modes de garde disponibles sur le département...)

> www.poleemploi.nor.ma

Site des URSSAF (pour toutes questions liées au contrat de travail en tant que parents employeurs etc...)

> www.pole-emploi.fr

SITE DE POLE EMPLOI NORMANDIE (pour toutes questions concernant les fins de contrat et indemnités chômage) 02 31 53 51 15 ou 39 95

10) ANNEXES



SERVICE DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE DU CALVADOS Service départemental à la Jeunesse, à l'

2 place de l'Europe BP 90036

14208 Hérouville-Saint-Clair

Tél. : 02 31 45 95 62 - Mél. : sdjes14-acni-bafa@ac-normandie.fr

Affaire suivie par : affaire suivie par
Tél. : 02 31 45 95 62

Accusé de réception de la demande d'autorisation n° 0140447CL000123 d'un Accueil de loisirs recevant des mineurs de moins de six ans

Cet accusé de réception atteste que l'organisateur a déposé, conformément aux dispositions des articles L. 2324-1 et R. 2324-10 à R. 2324-15 du code de la santé publique, une demande d'autorisation pour l'organisation d'un accueil collectif de mineurs recevant des enfants de moins de six ans.

Le silence gardé pendant plus de trois mois sur cette demande vaut décision de rejet.

Organisateur

Dénomination : Commune Valdallière

Code : 014ORG0447

Adresse : 7 rue des Écoles Vassy
14410 VALDALLIERE

Périodes

Exercice(s)				Vacances					
2023/2024	2024/2025	2025/2026							
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Mercredi	Samedi	Périécolaire	Autre	Toussaint	Noël	Hiver	Printemps	Juillet	Août

Effectif prévisionnel des mineurs accueillis (maximum, pour un jour)

Total = 50 Moins de 6 ans = 20 6 à 13 ans = 30 14 à 17 ans = 0

Effectif prévisionnel des animateurs

Total = 10 Qualifiés = 9 Stagiaires = 0 Sans qualification = 1

Implantation

Accueil de loisirs 29 rue François Gaulet 14410 VALDALLIERE

Fait le 05/09/2023 à Hérouville-Saint-Clair

Pour la Directrice Académique des Services Départementaux de l'Éducation Nationale,
Inspectrice de la Jeunesse et des Sports

Marie PELZ



RÉGION ACADEMIQUE
NORMANDIE

Elu
Elu
Président

Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
du Calvados

Préfet du Calvados

DIRECTION DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE DU CALVADOS

Service départemental à la Jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDJES)

2 place de l'Europe BP 90036

14208 Hérouville Saint Clair

Tél. : 02 31 45 95 62 - Mèl : sdjes14-acm-bale@ac-normandie.fr

Affaire suivie par : affaire suivie par

Tél. : tél : 02 31 45 95 62

Récépissé de déclaration n° 0140447AP000124-E01 d'un Accueil périscolaire recevant des mineurs de moins de 6 ans

Ce document atteste de l'autorisation d'un accueil collectif de mineurs recevant des enfants de moins de six ans conformément aux dispositions des articles L. 2324-1 et R. 2324-10 à R. 2324-15 du code de la santé publique.

Date de dépôt de la fiche 10/06/2024

Organisateur

Dénomination Commune Valdallière

Code : 014ORG0447

Adresse : 7 rue des Ecoles Vassy
14410 - VALDALLIERE

Période Du 02/09/2024 au 10/07/2025

Lundi			Mardi			Mercredi			Jeudi			Vendredi			Samedi		
M	PM	AM	M	PM	AM	M	PM	AM	M	PM	AM	M	PM	AM	M	PM	AM
X		X	X		X				X		X	X		X			

PEDT: Oui ☒ Non ☐

Plan mercredi: Oui ☐ Non ☒

Effectif prévisionnel des mineurs accueillis (maximum, pour un jour)

Total = 150

Moins de 6 ans = 50

6 à 13 ans = 100

14 à 17 ans = 0

Effectif prévisionnel de l'équipe d'encadrement

Total = 11

Diplômés = 9

Stagiaires = 0

Non qualifiés = 2

Implantation

Gardiens périscolaire

5 rue des Normands

14410 VALDALLIERE

Fait le 11/06/2024 à Hérouville Saint
Clair

Pour la Direction Académique des Services Départementaux de l'Éducation Nationale,
l'Inspectrice de la Jeunesse et des Sports

Marie PELZ

Récépissé de déclaration n° 0140447AP000124-E01
d'un Accueil périscolaire recevant des mineurs de moins de 6 ans

Liste des locaux

<u>Nom de l'accueil</u>	<u>Adresse</u>
1 (Garderie périscolaire)	6 rue des Normons VALDALLIERE 14410 VALDALLIERE
2 (Groupe scolaire Henri Morel)	route de Montchamp 38 rue de la liberté 14410 VALDALLIERE
3 (Ecole maternelle)	2 rue Montsecret 14410 VALDALLIERE

Projet d'école 2020-2025

ANNEXE 06

« Plan d'actions »

Ecole :	VISSOIX
Directeur :	HURAULT Dominique

AXE 1 : Amélioration des résultats des élèves au regard des attendus de fin de cycle

Objectifs	Indicateurs	Intitulé de l'action	Calendrier
Maîtriser le calcul mental et les opérations.	Evaluations en début et fin de cycle.	Le calcul : un enjeu majeur pour la maîtrise des mathématiques.	
Apprendre à apprendre pour mémoriser.	Pourcentage d'enfants qui ont appris en baisse.	Méthodologie pour mémoriser.	
Commentaires de l'IEN :			

AXE 2 : Réponse à la difficulté scolaire et aux besoins particuliers repérés chez les élèves

Objectifs	Indicateurs	Intitulé de l'action	Calendrier
Gérer l'hétérogénéité de la classe.	Evolution (à la hausse) du nombre d'élèves identifiés à besoin dans les évaluations nationales.	Répondre de façon proactive à la différence.	

AXE 3 : Amélioration de la vie scolaire (relation école/famille, partenariat, ...)

Objectifs	Indicateurs	Intitulé de l'action	Calendrier
Améliorer, développer la communication école - parents.	Différents taux de fréquentation aux réunions, manifestations.	Un lien nécessaire à tisser pour un meilleur climat scolaire.	
Commentaires de l'IEN :			

AXE 4 : Education artistique, culturelle et sportive et culture scientifique et humaniste

Objectifs	Indicateurs	Intitulé de l'action	Calendrier
Poursuivre l'ouverture culturelle.	Investissement dans les projets, motivation.	La culture, un levier pour l'égalité des chances.	
Commentaires de l'IEN :			



Projet d'école 2020-2025

POUR L'ÉCOLE
DE LA CONFIANCE

ANNEXE 07 - Fiche action n°1

AXE 1 : Amélioration des résultats des élèves au regard des attendis de fin de cycle.



Intitulé de l'action	Objectif de l'action
Le calcul un enjeu majeur pour la maîtrise des mathématiques.	Maîtriser le calcul mental et les opérations.

Indicateurs qui ont déclenché le choix

Évaluations en début et fin de cycle.

Actions :

☒ DE CLASSE

☐ INTERCLASSES

☐ DE CYCLE

☒ INTER-

Enseignant coordonnateur de l'action : HURAU Dominique

Date de début envisagée :

Date de fin envisagée :

Classes engagées	Enseignants engagés	Autres acteurs (AVS, ...)
A partir du cycle 2.	Ensemble des classes élémentaires.	AVS présents dans l'école.

Modalités pratiques d'organisation de l'action	Modalités pratiques d'évaluation de l'action
<ul style="list-style-type: none"> - Participer à la semaine des mathématiques (opérations et calcul mental). - Elaborer un carnet de calcul mental qui synthétisera les diverses techniques de calcul. - S'appuyer sur le rituel calcul mental pour développer son aisance à calculer. - Utiliser une boîte à outils en calcul mental qui permettra la manipulation. - Harmoniser les outils (jeux). - Avoir recours à des ceintures de couleurs qui témoignent d'un niveau de maîtrise de la 	<ul style="list-style-type: none"> - Meilleures performances aux diverses évaluations et notamment les évaluations nationales.

compétence plus ou moins important.	
-------------------------------------	--

Besoins en formation et/ou accompagnement	Besoins matériels liés à cette action
--	--

Projet d'école 2020-2025

ANNEXE 07 - Fiche action n°2

AXE 1 : Amélioration des résultats des élèves au regard des attendis de fin de cycle



Intitulé de l'action	Objectif de l'action
Méthodologie pour mémoriser.	Apprendre à apprendre pour mémoriser.

Indicateurs qui ont déclenché le choix
Pourcentage d'enfants qui ont appris leurs leçons en hausse.

Actions : ☒ DE CLASSE ☒ INTERCLASSES ☐ DE CYCLE ☒ INTER-CYCLES

Enseignant coordonnateur de l'action : HURAUT Dominique

Date de début envisagée :

Date de fin envisagée :

Classes engagées	Enseignants engagés	Autres acteurs (AVS, ...)
A partir du cycle 1.	Toute l'équipe.	Parents et personnel chargé de l'aide au travail.

Modalités pratiques d'organisation de l'action	Modalités pratiques d'évaluation de l'action
<ul style="list-style-type: none"> - Construire avec les enfants au terme des leçons une carte mentale de celles-ci afin d'en faciliter la mémorisation en vue d'une restitution. - Développer la capacité des enfants à savoir sur quoi portera l'évaluation de la leçon. En début de séquence, fournir aux élèves un outil qui liste ce qu'ils doivent savoir au terme du processus d'apprentissage. La séquence achevée, s'interroger sur le contenu de l'évaluation future. Sur quoi va-t-elle porter ? Réfléchir à cette question en fonction de la discipline (lieux en géographie, dates et événements en histoire, définitions et termes spécifiques en sciences...) de ce qu'on vient d'étudier, sur 	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage d'enfants qui ont réussi à mémoriser une leçon en hausse.

<p>quel on a été entraîné.</p> <p>-Explorer des techniques qui permettent d'apprendre s'approprier celle qui paraît convenir le mieux. Apprendre en s'enregistrant, apprendre comme une poésie, apprendre en écrivant, apprendre avec un camarade, avec un questionnaire écrit ou oral, un texte à trous.</p> <p>-Cahier de comptines : répétition, poésies à trous.</p>	
--	--

Besoins en formation et/ou accompagnement	Besoins matériels liés à cette action

ANNEXE 07 - Fiche action n°3

AXE 2 : Réponse à la difficulté scolaire et aux besoins particuliers repérés chez les élèves ☒

Intitulé de l'action	Objectif de l'action
Répondre de façon efficace et adaptée à la différence.	Gérer l'hétérogénéité de la classe.

Indicateurs qui ont déclenché le choix
Evolution (à la hausse) du nombre d'élèves identifiés à besoin dans les évaluations nationales.

Actions : ☒ DE CLASSE ☒ INTERCLASSES ☒ DE CYCLE ☒ INTER-CYCLES

Enseignant coordonnateur de l'action : HURAUlt Dominique

Date de début envisagée :

Date de fin envisagée :

Classes engagées	Enseignants engagés	Autres acteurs (AVS, ...)
Toutes les classes.	Toute l'équipe.	AVS et ATSEM.

Modalités pratiques d'organisation de l'action	Modalités pratiques d'évaluation de l'action
<ul style="list-style-type: none"> -Mettre en place dans les classes un tutorat qui permettra de soutenir les élèves en difficulté et développer la coopération au sein de la classe. -Construire des outils d'évaluation qui prennent en compte les divers niveaux de compétences atteints (ceintures etc...). -Travailler par groupe de besoins. 	<ul style="list-style-type: none"> -Envie de travailler, plaisir de venir à l'école, retrouvé, -Dispositifs réellement mis en place (outils, tutorat, ...) -Résultats aux évaluations en progrès.

Besoins en formation et/ou accompagnement	Besoins matériels liés à cette action



Projet d'école 2020-2025

POUR L'ÉCOLE
DE LA CONFIANCE

AXE 3 : Amélioration de la vie scolaire (relation école/famille, partenariat, ...)

Intitulé de l'action	Objectif de l'action
Un lien nécessaire à tisser pour un meilleur climat scolaire.	Améliorer, développer la communication école-parents.

Indicateurs qui ont déclenché le choix
Différents taux de fréquentation aux réunions, manifestations.

Actions : ☒ DE CLASSE ☒ INTERCLASSES ☒ DE CYCLE ☒ INTER-CYCLES

Enseignant coordonnateur de l'action : HURAU Dominique

Date de début envisagée :

Date de fin envisagée :

Classes engagées	Enseignants engagés	Autres acteurs (AVS, ...)
Toutes les classes.	Toute l'équipe.	Tous les acteurs.

Modalités pratiques d'organisation de l'action	Modalités pratiques d'évaluation de l'action
<ul style="list-style-type: none"> -Création d'un blog, d'un site d'école. -Recours à l'environnement numérique de travail (travail personnel, Informations diverses). -Participation aux manifestations organisées par l'association de parents d'élèves (fête des écoles, marché de Noël...). 	<ul style="list-style-type: none"> -Taux de participation aux moments de rencontres avec les parents.

Besoins en formation et/ou accompagnement	Besoins matériels liés à cette action



Projet d'école 2020-2025

POUR L'ÉCOLE
DE LA CONFIANCE

ANNEXE 07 - Fiche action n°5

AXE 4 : Éducation culturelle, artistique, sportive, et culture scientifique et humaniste ☒

Intitulé de l'action	Objectif de l'action
La culture, un levier pour l'égalité des chances.	Poursuivre l'ouverture culturelle.

Indicateurs qui ont déclenché le choix
Investissements dans les projets, motivation.

Actions : ☒ DE CLASSE ☒ INTERCLASSES ☒ DE CYCLE ☒ INTER-CYCLES

Enseignant coordonnateur de l'action : HURAILT Dominique

Date de début envisagée :

Date de fin envisagée :

Classes engagées	Enseignants engagés	Autres acteurs (AVS, ...)
Toutes les classes.	Toute l'équipe.	Tous les acteurs.

Modalités pratiques d'organisation de l'action	Modalités pratiques d'évaluation de l'action
<ul style="list-style-type: none"> -Continuer de proposer une fréquentation régulière des ressources culturelles locales (théâtre du Préau, cinéma le Basselin, musée de Vire, médiathèque de Vassy). -Rencontres avec des œuvres, travail avec des artistes. -Organiser des classes de découvertes, des séjours qui permettent aux enfants d'avoir accès à des références culturelles essentielles. -Participation à des projets sur l'année (classe cirque, classe de mer, classe Paris...). 	<ul style="list-style-type: none"> -Taux de participation à la sortie culturelle en famille en hausse. -Nombre d'abonnements à la médiathèque de Vassy ou Vire en hausse.



Projet d'école 2020-2025

POUR L'ÉCOLE
DE LA CONFIANCE

ANNEXE 07 - Fiche action n°6

AXE 4 : Éducation culturelle, artistique, sportive, et culture scientifique et humaniste



Intitulé de l'action	Objectif de l'action
Génération olympique	Encourager la pratique sportive, physique et sportive des jeunes enfants. Les inciter à s'investir dans un club.

Indicateurs qui ont déclenché le choix

Aptitudes motrices et physiques en recul. Proportion de licenciés dans les clubs très faible.

Actions : XDE CLASSE ☒ INTERCLASSES ☒ DE CYCLE ☒ INTER-CYCLES

Enseignant coordonnateur de l'action : HURAUT Dominique.

Date de début envisagée :

Date de fin envisagée :

Classes engagées	Enseignants engagés	Autres acteurs (AVS, ...)
Ensemble des classes de la PS au CM 2.	Toute l'équipe.	Collectivité et association USEP.

Modalités pratiques d'organisation de l'action	Modalités pratiques d'évaluation de l'action
<ul style="list-style-type: none">-Progressions de l'école repensées et retravaillées.-Participation aux événements sportifs majeurs que sont la Journée du sport scolaire, la semaine et Journée olympique.-Organisation de rencontres inter-écoles.-Inscription aux diverses manifestations organisées par l'USEP.	<ul style="list-style-type: none">-Obtention de la labellisation « Génération 2024 ».-Nombre de licenciés dans les clubs en hausse.-Participation aux rencontres hors temps scolaire en progression.

Besoins en formation et/ou accompagnement	Besoins matériels liés à cette action
---	---------------------------------------

ACADEMIE DE NORMANDIE

PROJET D'ECOLE 2025-2030

ECOLE DE MONTCHAMP VASSY

Directrice : Lydie CORNEE

SOMMAIRE

✓ Bilan du projet d'école de l'école de Montchamp	p1
✓ Bilan du projet d'école de l'école de Vassy	p6
✓ Planification des actions	p11
✓ Les actions du projet d'école	p13
• <u>Fiche action 1</u> : Enrichir le vocabulaire de manière ludique	p14
• <u>Fiche action 2</u> : Fluence en lecture	p16
• <u>Fiche action 3</u> : Développer la capacité d'identifier la nature et la fonction des mots ou groupe de mots pour comprendre le sens de la phrase	p18
• <u>Fiche action 4</u> : Les résolutions de problèmes – cycle 3	p20
• <u>Fiche action 5</u> : Les résolutions de problèmes – cycle 1	p22
• <u>Fiche action 6</u> : Renforcer la mémorisation des faits numériques	p24
• <u>Fiche action 7</u> : Création d'outils communs pour apprendre à être autonome dans ses apprentissages	p26
• <u>Fiche action 8</u> : Instaurer un climat scolaire favorisant la réussite des élèves	p28
• <u>Fiche action 9</u> : Communiquer avec les familles autour de la scolarité de leur enfant et la vie de l'école	p30
• <u>Fiche action 10</u> : Renforcer le partenariat entre l'école et les acteurs du périscolaire	p32
• <u>Fiche action 11</u> : Découvrir le patrimoine culturel et artistique	p34

BILAN DU PROJET D'ECOLE 2020-2025

ECOLE DE MONTCHAMP

1. Une école qui s'adapte aux élèves en aménageant les parcours.

Axe 1 : Amélioration des résultats des élèves au regard des attendus de fin de cycle

	Mise en œuvre (O/N)	Réussites identifiées	Difficultés rencontrées
Objectif 1 : Donner l'envie de lire, prendre plaisir à lire	Oui	A permis de travailler l'intonation, la fluence et le plaisir de lire. Accepter de lire devant une classe et ses pairs. Développer l'accès aux livres (culture littéraire commune)	
Objectif 2 : Enrichir le vocabulaire	Non	Le travail est réalisé dans chaque classe sous différents supports mais pas de porte-vues commun.	Avoir un support commun à toutes les classes qui suit du CP au CE2
Objectif 3 : Harmoniser les pratiques du cycle 1 concernant la conscience phonologique	Oui	Le décloisonnement permet des résultats positifs. Le travail en petits groupes permet une meilleure écoute, une participation plus active des élèves.	
Objectif 4 : Apprendre l'organisation et des méthodes pour apprendre aux élèves	Oui (CE1-CE2) (CM1-CM2)	Les mêmes règles sont réutilisées Meilleure organisation dans le lutin.	Le changement d'enseignant dans les équipes.

Avenant(s) rédigé(s) :

Axe 2 : Réponse à la difficultés scolaire et aux besoins particuliers repérés chez les élèves

		Mise en oeuvre (O/N)	Réussites identifiées	Difficultés rencontrées
Objectif 1 : Optimiser la réussite scolaire de tous les élèves	Action 1 : CP dédoublé	Oui	Très bons résultats tant que cela a été mis en place.	Temps trop court pour une évaluation qui ait du sens.
Objectif 2 : Améliorer la résolution de problème	Action 1 : Ateliers de différenciation en résolution de problèmes	Non		Très compliqué à mettre en place

Axe 3 : Améliorer la vie scolaire (relation école/famille, partenariat...)

Action 1 : Ouverture de l'école aux familles		Mise en œuvre (O/N)	Réussites identifiées	Difficultés rencontrées
Objectif 1 : Améliorer les relations école/famille en les faisant participer à la vie scolaire		Ouï	Temps appréciés par les adultes et les enfants. Mise en valeur des productions des élèves. Beaucoup de parents sont présents aux différents spectacles.	Des difficultés à investir les parents sur des temps plus spécifiques (natation, APE...) Il est de plus en plus difficile d'impliquer les parents sur des ateliers de classe. Le plan vigipirate n'aide pas à l'intégration des familles.
Objectif 2 : Améliorer les relations école / famille	Action 1 : RDV avec les parents	Ouï	Ces RDV permettent de rencontrer tous les parents et surtout ceux qu'on ne voit pas par ailleurs.	
Avenant(s) rédigé(s) :				
Objectif :	Action :			

Axe 4 : Education artistique, culturelle et sportive et culture scientifique et humaniste

		Mise en œuvre (O/N)	Réussites identifiées	Difficultés rencontrées
Objectif 1 : Développer une éducation culturelle commune	Action 1 : Exploitation d'un thème commun (maternelle / élémentaire)	Oui	Plaisir des enfants à partager des projets communs Permet de donner du sens aux apprentissages Développer et partager une culture commune Très bon investissement des enfants.	Budget bus pour se rencontrer.
Objectif 2 : Motiver les apprentissages par des rencontres	Action 1 : Participer à des rencontres	Oui	Les élèves sont motivés Ouverture culturelle lors des différentes sorties (cinéma, théâtre, Paris, cirque, musées)	Le coût des sorties et des bus

Avenant(s) rédigé(s) :	Action :	
-------------------------------	-----------------	--

BILAN DU PROJET D'ECOLE 2020-2025

ECOLE DE VASSY

1. Une école qui s'adapte aux élèves en aménageant les parcours.

Axe 1 : Amélioration des résultats des élèves au regard des attendus de fin de cycle

	Mise en œuvre (O/N)	Réussites identifiées	Difficultés rencontrées
Objectif 1 : Améliorer la compréhension de lecture	<u>Action 1</u> : réaliser un répertoire de jeux de langage		Trop lourd à mettre en place
	<u>Action 2</u> : mettre en place des rituels de langage		
	<u>Action 3</u> : travailler l'attitude d'écoute, de spectateur	Plaisir et intérêt des élèves (maternelle et élémentaire) Mémorisation du texte Plus à l'aise à l'oral	
	<u>Action 4</u> : rallye-lecture	Plaisir de lire, action éducative qui a permis aux élèves de s'engager pour cultiver le goût de la lecture. Investissement et intérêt des élèves	Budget livres
Objectif 2 : Mobiliser des raisonnements permettant la résolution de problèmes	<u>Action 1</u> : réaliser un répertoire de jeux mathématiques		Trop lourd à mettre en place.
	<u>Action 2</u> : mettre en place des rituels de mathématiques	Participation très active des élèves Les élèves prennent du plaisir à participer à ces rituels.	Modalités d'évaluations non mises en place
	<u>Action 3</u> : atelier jeux mathématiques	Investissement et intérêt Respect des règles Cohésion et coopération entre des élèves d'âges différents Progression des élèves	Organisation : deux sites séparés
Objectif 3 : Améliorer l'orthographe	<u>Action 1</u> : la dictée concours		
	<u>Action 2</u> : dictée du jour	Des progrès dans l'acquisition des notions de grammaire, d'orthographe Amélioration des résultats au regard des évaluations nationales	

Avenant(s) rédigé(s) :

Axe 2 : Réponse à la difficultés scolaire et aux besoins particuliers repérés chez les élèves

	Mise en œuvre (O/N)	Réussites identifiées	Difficultés rencontrées
Objectif 1 : Prendre en compte les différents rythmes d'acquisition des élèves dans la classe	Action 1 : Pratiquer des ateliers autonomes	Elèves demandeurs Investissement et plaisir des élèves	Energivore pour l'enseignant
	Action 1 : Livret de réussites	Indispensable pour l'enseignant Développe l'autonomie de l'élève	
Objectif 2 : Motiver les élèves à apprendre	Action 2 : APC	Mettre les élèves en confiance Mise en valeur des élèves en difficultés	Surcharge de travail pour l'enseignant
	Action 3 : Carnet de voyage	Pluridisciplinaire Trace écrite, mémoire du voyage	
	Action 4 : Travail en projets	Fédérateur Donne du sens aux apprentissages Collaboration entre enseignants FI conducteur sur l'année	

Axe 3 : Améliorer la vie scolaire (relation école/famille, partenariat...)

		Mise en œuvre (O/N)	Réussites identifiées	Difficultés rencontrées
Objectif 1 : Améliorer les relations élèves/élèves	Action 1 : Atelier débat philosophique	Non		Intéressant mais manque de temps
	Action 2 : Instaurer un emploi du temps pour les jeux de cour	Non		Pas d'intérêt en raison de la diminution des effectifs
	Action 3 : Débat inter-classes	Non		
	Action 4 : Le banc de la discussion, le banc de l'amitié	Oui	Amélioration du climat scolaire pendant les récréations Moins de tension	

Avenant(s) rédigé(s) :

Objectif :

Action :

Axe 4 : Education artistique, culturelle et sportive et culture scientifique et humaniste

	Mise en œuvre (O/N)	Réussites identifiées	Difficultés rencontrées
<i>Objectif 1 :</i> Améliorer le parcours artistique, culturel...	Action 1 : Classeur PEAC	Oui	Plaisir des enfants à le feuilleter Lien avec les familles Développer et partager une culture commune
<i>Objectif 2 :</i> Améliorer le parcours scientifique...	Action 1 : Mise en place d'un cahier de sciences	Oui	Suivi de la programmation Organisation pratique pour les élèves Mise en place d'une continuité dans les apprentissages. Progression et programmation communes
<i>Objectif 3 :</i> Améliorer l'attention et les capacités cognitives	Action1 : Musique et chorale	Oui	S'engager dans un projet commun, dans le but de faire une présentation artistique devant les parents
<i>Objectif 4 :</i> Encourager la pratique physique et sportive	Action 1 : Génération olympique	Oui	Rencontre avec les autres écoles Partage de projets communs
<i>Avenant(s) rédigé(s) :</i>	Action :		


PROJET D'ECOLE

Ecole de Vassy Montchamp



PLANIFICATION DES ACTIONS

Intitulé des actions		Année scolaire				
		N	N+1	N+2	N+3	N+4
LANGUE FRANCAISE						
Fiche 1	Enrichir le vocabulaire de manière ludique – cycle 1					
Fiche 2	Fluence en lecture					
Fiche 3	Développer la capacité d'identifier la nature et la fonction des mots ou de groupe de mots pour comprendre le sens de la phrase.					
MATHEMATIQUES						
Fiche 4	Les résolutions de problèmes – cycle 3					
Fiche 5	Les résolutions de problèmes – cycle 1					
AUTRES DOMAINES D'APPRENTISSAGES						
Fiche 7	Création d'outils communs pour apprendre à être autonome dans ses apprentissages					


Programme 4 : Favoriser le bien-être des élèves et des enseignants

Intitulé des actions		Année scolaire				
Fiche action		N	N+1	N+2	N+3	N+4
8	<i>Instaurer un climat scolaire favorisant la réussite des élèves.</i>					

Programme 5 : Favoriser la réussite des élèves et des enseignants

Intitulé des actions		N	N+1	N+2	N+3	N+4
Fiche action 9	<i>Communiquer avec les familles autour de la scolarité de leur enfant et la vie à l'école</i>					
Fiche 10	<i>Renforcer le partenariat entre l'école et les acteurs du périscolaire.</i>					

Programme 6 : Favoriser le bien-être des enseignants et des élèves

Intitulé des actions		N	N+1	N+2	N+3	N+4
Fiche action 11	<i>Découvrir le patrimoine culturel et artistique</i>					

LES FICHES ACTION DU PROJET D'ECOLE

ACADEMIE DE NORMANDIE	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados	Fiche action 1
-----------------------	---	-----------------------

Enrichir le vocabulaire de manière ludique – cycle 1

- Domaine(s) concerné(s)

1	Les apprentissages et les parcours des élèves, l'enseignement	<input type="checkbox"/>
2	La vie et le bien-être de l'élève, le climat scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Les acteurs, la stratégie et le fonctionnement de l'établissement	<input type="checkbox"/>
4	L'établissement dans son environnement institutionnel et partenarial	<input type="checkbox"/>

- Axe(s) du projet pédagogique normand visé(s)

1	Savoirs fondamentaux	<input type="checkbox"/>
2	Ambition scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Besoins éducatifs	<input type="checkbox"/>
4	Climat scolaire	<input type="checkbox"/>

➤ Etape 1 : énoncé des objectifs

Réduire l'écart à l'entrée de l'école maternelle de tous les élèves au niveau du bagage langagier.

Etablir un fond de langage référentiel commun, enrichir les champs lexicaux.

➤ Etape 2 : Modalités d'évaluation de l'action

Observation quotidienne en classe (grille d'évaluation)

Variation des modalités : grand groupe classe / groupe restreint / individuel

Evaluations GS / CP

➤ Etape 3 : descriptif de l'action (exemples d'actions possibles)

Mise en place d'ateliers d'enrichissement lexical au quotidien dans les classes et autour des temps forts banalisés :

Création d'une fleur lexicale en lien avec le thème étudié.

Diversifier les activités au moment du rituel :

Le sac à mystère / la boîte mystère = utiliser un lexique précis (expliquer ce qui a permis de nommer l'objet)

La boîte à trésors / la valise à mots.

A quoi ça sert ? nommer des noms, des verbes. Énoncer les caractéristiques d'un objet en faisant une phrase – C'est pour..... Ça sert à

Jeu du kim / kim visuel = utiliser un lexique précis, décrire un objet, décrire une situation.

Jacques a dit :

- Donner des ordres aux autres participants
- Montrer les parties de son corps
- Réaliser des actions / mimer des émotions

➤ Etape 4 : sélection des indicateurs

- Les indicateurs déclencheurs

- Inégalité du capital lexical dès la rentrée en PS
- Des difficultés de compréhension d'histoires lues en classe dues à une pauvreté lexicale
- Résultats aux évaluations nationales GS

- Les indicateurs quantitatifs et [REDACTED] pour mesurer le progrès

- Résultats aux évaluations nationales [REDACTED]
- Analyse des grilles d'évaluation sur 3 ans. [REDACTED]

➤ Etape 5 : identification des enseignants coordinateurs de l'action

Enseignant(e)s du cycle 1

➤ Etape 6 : partenaires à mobiliser, ressources à trouver

Construire une banque d'activités ritualisées communes, progressive et évolutive tout au long de l'année.

Se saisir des livrets pédagogiques en lien avec le langage

Ressources maternelle / cadrage général

ACADEMIE DE NORMANDIE	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados	Fiche action 2
Ecole primaire Vassy Montchamp		

FLUENCE EN LECTURE

- Domaine(s) concerné(s)

1	Les apprentissages et les parcours des élèves, l'enseignement	<input type="checkbox"/>
2	La vie et le bien-être de l'élève, le climat scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Les acteurs, la stratégie et le fonctionnement de l'établissement	<input type="checkbox"/>
4	L'établissement dans son environnement institutionnel et partenarial	<input type="checkbox"/>

- Axe(s) du projet pédagogique normand visé(s)

1	Savoirs fondamentaux	<input type="checkbox"/>
2	Ambition scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Besoins éducatifs	<input type="checkbox"/>
4	Climat scolaire	<input type="checkbox"/>

📌 Etape 1 : énoncé de l'objectif

Améliorer la fluidité en lecture et en expression orale des élèves afin qu'ils puissent lire à haute voix avec plus de fluidité, de compréhension et d'aisance, et s'exprimer clairement en classe.

📌 Etape 2 : Modalités d'évaluation de l'action

- Mettre en place, au-delà des dispositifs d'évaluation nationaux ou départementaux, des tests de fluence pour chaque niveau du CP au CM2.
- Inscrire les scores individuels des élèves en fluence et expressivité dans un tableau de suivi de cohortes.
- Inscrire l'observation des performances individuelles et collectives respectivement à l'ordre du jour des conseils de cycle et / ou de maîtres des mois d'octobre, décembre et mai.

📌 Etape 3 : descriptif de l'action (exemples d'actions possibles)

- Lecture silencieuse suivie de lecture à voix haute : Les élèves lisent un passage en silence, puis le relisent à haute voix, en se concentrant sur la fluidité et l'expression.
- Lecture répétée : Les élèves lisent plusieurs fois un même passage pour gagner en fluidité.
- Etablir une progression d'école à l'appui des guides didactiques et d'outils de référence préconisés par l'équipe de circonscription.

- Mettre en place le ¼ heure « fluence et expressivité » dans l'ensemble des classes élémentaires de l'école.
- Mobiliser les APC autour de cet objectif.
- Participer au concours « Petits champions de la lecture »

📌 Etape 4 : sélection des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour mesurer le progrès

- Les indicateurs déclencheurs
 - Résultats aux évaluations nationales cycle 2 et 3
- Les indicateurs quantitatifs et [REDACTED] pour mesurer le progrès
 - Résultats aux évaluations nationales.

📌 Etape 5 : Identification des enseignants coordonnateurs de l'action

Enseignant(e)s cycle 2 et 3

📌 Etape 6 : partenaires à mobiliser, ressources à trouver

- Constituer un répertoire de textes par niveau
- Se saisir des supports de lecture « prim 14 » : parcours 1, parcours 2, parcours 3, parcours 4.

ACADEMIE DE NORMANDIE	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados	Fiche action 3
Ecole primaire Vassy Montchamp		

Développer la capacité d'identifier la nature et la fonction des mots ou de groupe de mots pour comprendre le sens de la phrase.

- Domaine(s) concerné(s)

1	Les apprentissages et les parcours des élèves, l'enseignement	<input type="checkbox"/>
2	La vie et le bien-être de l'élève, le climat scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Les acteurs, la stratégie et le fonctionnement de l'établissement	<input type="checkbox"/>
4	L'établissement dans son environnement institutionnel et partenarial	<input type="checkbox"/>

- Axe(s) du projet pédagogique normand visé(s)

1	Savoirs fondamentaux	<input type="checkbox"/>
2	Ambition scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Besoins éducatifs	<input type="checkbox"/>
4	Climat scolaire	<input type="checkbox"/>

➤ Etape 1 : énoncé de l'objectif

Ritualiser l'analyse grammaticale pour mémoriser plus facilement les natures des mots et les fonctions dans la phrase.

➤ Etape 2 : Modalités d'évaluation de l'action

Correction des cahiers du jour de français pour repérer les réussites et les besoins.

➤ Etape 3 : descriptif de l'action (exemples d'actions possibles)

Tous les jours, une phrase est choisie (donnée par le maître ou inventée par les élèves) afin de faire l'analyse de tous les mots et des différentes fonctions.

Les notions à repérer dans la phrase sont introduites progressivement au cours de l'année.

Harmoniser un code commun (lettres / couleurs) pour chaque groupe grammatical.

📌 Etape 4 : sélection des indicateurs

- Les indicateurs déclencheurs
 - Résultats aux évaluations nationales cycle 3 et 6^{ème}
- Les indicateurs quantitatifs et [REDACTED] pour mesurer le progrès
 - Résultats aux évaluations nationales cycle 3 et 6^{ème} [REDACTED]
 - Nombre de réussites et quantité de natures/fonctions analysées sur une phrase.

📌 Etape 5 : identification des enseignants coordinateurs de l'action

Mme Misko

Mme Fouques

M. Gonzales

📌 Etape 6 : partenaires à mobiliser, ressources à trouver

/

ACADEMIE DE NORMANDIE Ecole primaire Vassy Montchamp	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados	Fiche action 4
--	---	-------------------

Les résolutions de problèmes – cycle 3

- Domaine(s) concerné(s)

1	Les apprentissages et les parcours des élèves, l'enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>
2	La vie et le bien-être de l'élève, le climat scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Les acteurs, la stratégie et le fonctionnement de l'établissement	<input type="checkbox"/>
4	L'établissement dans son environnement institutionnel et partenarial	<input type="checkbox"/>

- Axe(s) du projet pédagogique normand visé(s)

1	Savoirs fondamentaux	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Ambition scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Besoins éducatifs	<input type="checkbox"/>
4	Climat scolaire	<input type="checkbox"/>

📌 Etape 1 : énoncé de l'objectif

Résolution de problèmes quotidienne pour s'approprier des méthodes et automatiser des techniques.

📌 Etape 2 : Modalités d'évaluation de l'action

Evaluation régulière en classe.

📌 Etape 3 : descriptif de l'action (exemples d'actions possibles)

Ritualiser dans toutes les classes de CM1 et CM2 les 15 minutes de résolution de problèmes à partir de la méthode Accès.

Participation annuelle à un défi problème : échange de problèmes créés par les classes entre les différentes classes et les deux sites.

📌 Etape 4 : sélection des indicateurs

- Les Indicateurs déclencheurs
- Résultats aux évaluations nationales
- Les Indicateurs quantitatifs et [REDACTED] pour mesurer le progrès
- Pourcentage de réussite et nombre de problèmes réussis dans le quart d'heure. ☐
- Résultats aux évaluations Nationales ☐

📌 Etape 5 : Identification des enseignants coordinateurs de l'action

Mme Fouques

M. Gonzales

Mme Misko

📌 Etape 6 : partenaires à mobiliser, ressources à trouver

Manuel ACCES

ACADEMIE DE NORMANDIE	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados	Fiche action
Ecole primaire Vassy Montchamp		5

Les résolutions de problèmes – cycle 1

- Domaine(s) concerné(s)

1	Les apprentissages et les parcours des élèves, l'enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>
2	La vie et le bien-être de l'élève, le climat scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Les acteurs, la stratégie et le fonctionnement de l'établissement	<input type="checkbox"/>
4	L'établissement dans son environnement institutionnel et partenarial	<input type="checkbox"/>

- Axe(s) du projet pédagogique normand visé(s)

1	Savoirs fondamentaux	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Ambition scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Besoins éducatifs	<input type="checkbox"/>
4	Climat scolaire	<input type="checkbox"/>

➤ Etape 1 : énoncé des objectifs

Construire la reconnaissance d'une situation problème.

Enrichir son vocabulaire (lexique) mathématiques (aller, retour, trajet, voyage, total, jeton, pion, face du dé, point, constellation...)

➤ Etape 2 : Modalités d'évaluation de l'action

Observation des procédures mises en place par les élèves pour résoudre des problèmes.

➤ Etape 3 : descriptif de l'action (exemples d'actions possibles)

Réaliser des ateliers de manipulation portant sur la comparaison, la distribution, résolution de problèmes.

Inventorier les jeux de classe en fonction des compétences visées.

Prévoir un temps de concertation pour établir ces banques de données.

Utiliser :

- Maths en vie
- Un jour, un problème
- Trois mascottes

Mise en place de matinées ritualisées, 1 fois par mois, une matinée « Jeux mathématiques »

➤ Etape 4 : sélection des indicateurs

- Indicateurs déclencheurs

- Résultats aux évaluations de CP
- Des difficultés à reconnaître un problème et à le résoudre – manque de méthode.

- Les indicateurs quantitatifs et [REDACTED] pour mesurer le progrès

- Analyse des évaluations nationales CP [REDACTED]

➤ Etape 5 : identification des enseignants coordinateurs de l'action

Mme BREARD, Mme GUITTON, Mme LEPRINCE, Mme GANDON

➤ Etape 6 : partenaires à mobiliser, ressources à trouver

Participer à la semaine des maths en maternelle

Elaborer un fichier « ressources communes » pour le cycle 1.

ACADEMIE DE NORMANDIE	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados	Fiche action 6
-----------------------	---	-----------------------

Renforcer la mémorisation des faits numériques

- Domaine(s) concerné(s)

1	Les apprentissages et les parcours des élèves, l'enseignement	<input type="checkbox"/>
2	La vie et le bien-être de l'élève, le climat scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Les acteurs, la stratégie et le fonctionnement de l'établissement	<input type="checkbox"/>
4	L'établissement dans son environnement institutionnel et partenarial	<input type="checkbox"/>

- Axe(s) du projet pédagogique normand visé(s)

1	Savoirs fondamentaux	<input type="checkbox"/>
2	Ambition scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Besoins éducatifs	<input type="checkbox"/>
4	Climat scolaire	<input type="checkbox"/>

➤ Etape 1 : énoncé de l'objectif

Créer des situations pour automatiser les faits numériques au cycle 2 et 3.

➤ Etape 2 : Modalités d'évaluation de l'action

Prendre en compte les résultats aux évaluations sur 5 ans (du CP au CM2)

➤ Etape 3 : descriptif de l'action (exemples d'actions possibles)

- Entraînement régulier des élèves à des tests (chronomath...) « afin d'en faire de véritables routines intégrées aux apprentissages, diminuant le stress et permettant de valoriser les progrès réalisés afin de renforcer la confiance en soi et la réussite de chacun »
- Construire une progression de la maternelle au cycle 3

➤ Etape 4 : sélection des indicateurs

- Indicateurs déclencheurs
- Résultats aux évaluations cycle 2 et 3

- Les indicateurs quantitatifs et [REDACTED] pour mesurer le progrès

- Les résultats aux évaluations nationales (y compris 6^{ème}) [REDACTED]

📌 Etape 5 : Identification des enseignants coordinateurs de l'action

Enseignants cycle 2 et 3

📌 Etape 6 : partenaires à mobiliser, ressources à trouver

ACADEMIE DE NORMANDIE	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados	Fiche action
Ecole primaire Vassy Montchamp		7

Création d'outils communs pour apprendre à être autonome dans ses apprentissages

- Domaine(s) concerné(s)

1	Les apprentissages et les parcours des élèves, l'enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>
2	La vie et le bien-être de l'élève, le climat scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Les acteurs, la stratégie et le fonctionnement de l'établissement	<input type="checkbox"/>
4	L'établissement dans son environnement institutionnel et partenarial	<input type="checkbox"/>

- Axe(s) du projet pédagogique normand visé(s)

1	Savoirs fondamentaux	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Ambition scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Besoins éducatifs	<input type="checkbox"/>
4	Climat scolaire	<input type="checkbox"/>

📌 Etape 1 : énoncé de l'objectif

Harmoniser les outils pour assurer de façon plus efficace la continuité des apprentissages (français / mathématiques)

Pour les élèves :

- Disposer de repères précis, repris d'une année sur l'autre.
- Rendre les élèves de plus en plus autonomes dans l'utilisation des outils

Pour les enseignants :

- Harmoniser les outils / supports pédagogiques
- Poursuivre la cohésion du travail en équipe

📌 Etape 2 : Modalités d'évaluation de l'action

Observation des élèves en classe avec élaboration d'une grille d'évaluation :

- L'élève est capable d'utiliser seul les outils mis à sa disposition
- L'élève a besoin d'aide pour utiliser les outils pédagogiques

- L'élève est capable de se référer à tel ou tel outil si besoin

➤ Etape 3 : descriptif de l'action (exemples d'actions possibles)

Harmonisation des référentiels (affichage, cahier de règles)

Utilisation d'un support commun du CP au CM2 (porte-vues puis petit cahier)

Harmonisation des consignes sous forme de pictogrammes au CP

➤ Etape 4 : sélection des indicateurs

- Les indicateurs retenus

- Sollicitation régulière de l'enseignant
- Manque d'autonomie des élèves dans l'utilisation des supports, référentiels...

- Les indicateurs quantitatifs et [REDACTED] pour mesurer le progrès

- Moins de sollicitations auprès de l'enseignant

➤ Etape 5 : Identification des enseignants coordinateurs de l'action

Mme Guérin, Mr Bretagne, Mr Vaurabourg, Mme Jourdan, Mme Bisson

➤ Etape 6 : partenaires à mobiliser, ressources à trouver

ACADEMIE DE NORMANDIE Ecole primaire Vassy Montchamp	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados	Fiche action 8 Tous les élèves
--	---	--

Instaurer un climat scolaire favorisant la réussite des élèves.

- Domaine(s) concerné(s)

1	Les apprentissages et les parcours des élèves, l'enseignement	<input type="checkbox"/>
2	La vie et le bien-être de l'élève, le climat scolaire	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Les acteurs, la stratégie et le fonctionnement de l'établissement	<input type="checkbox"/>
4	L'établissement dans son environnement institutionnel et partenarial	<input type="checkbox"/>

- Axe(s) du projet pédagogique normand visé(s)

1	Savoirs fondamentaux	<input type="checkbox"/>
2	Ambition scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Besoins éducatifs	<input type="checkbox"/>
4	Climat scolaire	<input checked="" type="checkbox"/>

📌 Etape 1 : énoncé de l'objectif

Prévenir les violences et le harcèlement scolaire.

📌 Etape 2 : Modalités d'évaluation de l'action

Comptabiliser le nombre de faits.

Comptabiliser les équipes éducatives en lien avec le comportement.

Prendre en compte les ressentis des élèves / des familles sur le climat scolaire : évaluation de rentrée

Analyser le questionnaire de rentrée sur le harcèlement.

📌 Etape 3 : descriptif de l'action (exemples d'actions possibles)

- Faire de séances de sensibilisation de façon régulière et sur le long terme : intervention des ambassadeurs PHARE (élèves du collège), Infirmière scolaire.
- Motiver les élèves par des actions concrètes (participation au concours NAH, safer date...
- Former des élèves médiateurs du programme PHARE.
- Apprendre à dialoguer à l'aide de « messages clairs »
- Poursuivre les conseils de délégués.

- Consacrer des conseils de maitres spécifique au climat scolaire.
- Participer à des webinaires.
- Elaborer des règles communes avec le péri scolaire
- Sécuriser, surveiller les espaces communs
- Sensibiliser tous les personnels
- Informer, sensibiliser les familles
- Former des personnes ressources pour la prise en charge du harcèlement à l'école

➤ Etape 4 : sélection des indicateurs

- Indicateurs déclencheurs

- Résultats de l'enquête sur le climat scolaire.
- Le nombre de faits remontés par les familles et/ou les élèves.

- Indicateurs quantitatifs et [REDACTED] pour mesurer le progrès

- Le nombre de remontées d'informations [REDACTED]
- La fréquence des conseils de délégués [REDACTED]
- Permettre aux élèves d'identifier un adulte de confiance à qui il pourrait se confier. [REDACTED]
- Sensibiliser les familles aux moyens de prévention du harcèlement. [REDACTED]

➤ Etape 5 : Identification des enseignants coordinateurs de l'action

Tous les enseignants

➤ Etape 6 : partenaires à mobiliser, ressources à trouver

- Solliciter l'intervention de l'infirmière scolaire, le médecin scolaire.
- Les webinaires (un jour, une actu.com)
- Poursuivre l'intervention des ambassadeurs.
- OCCE / livret du médiateur élève.

ACADEMIE DE NORMANDIE	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados	Fiche action 9
-----------------------	---	-----------------------

*Communiquer avec les familles autour de la scolarité de leur enfant
et la vie à l'école*

- Domaine(s) concerné(s)

1	Les apprentissages et les parcours des élèves, l'enseignement	<input type="checkbox"/>
2	La vie et le bien-être de l'élève, le climat scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Les acteurs, la stratégie et le fonctionnement de l'établissement	<input checked="" type="checkbox"/>
4	L'établissement dans son environnement institutionnel et partenarial	<input type="checkbox"/>

- Axe(s) du projet pédagogique normand visé(s)

1	Savoirs fondamentaux	<input type="checkbox"/>
2	Ambition scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Besoins éducatifs	<input type="checkbox"/>
4	Climat scolaire	<input checked="" type="checkbox"/>

➤ Etape 1 : énoncé des objectifs

- Responsabiliser les parents dans leur relation à l'école.
- Susciter une mobilisation croissante des parents en vue de les rendre acteurs de la scolarité de leur enfant.
- Développer la confiance des familles vis-à-vis des professionnels de l'Education.

➤ Etape 2 : Modalités d'évaluation de l'action

- Nombre croissant des parents répondant aux sollicitations des enseignants et s'impliquant dans la vie de l'école (accompagnement lors des sorties scolaires, interventions dans les classes selon les projets).
- Nombre de parents présents aux réunions,
- Nombre de connexions sur ENT.

➤ Etape 3 : descriptif de l'action (exemples d'actions possibles)

- Réunion d'Information de rentrée scolaire
- Réunion APE : redynamiser l'association, valoriser les projets
- Réunion équipe éducative / accompagnement des familles dans la tâche administrative

- Poursuivre les RDV individuels – remise des livrets
- Poursuivre et étendre l'utilisation de l'ENT à toutes les classes
- Solliciter l'intervention en classe des parents en lien avec le projet en cours
- Solliciter les familles sur des temps d'enseignement / accompagnement et aide à l'encadrement des activités sportives
- Renforcer l'implication des parents dans les manifestations organisées par l'école et/ou APE (kermesse, marché de Noël)
- Accueil des futurs petits

📌 Etape 4 : sélection des Indicateurs

- Indicateurs déclencheurs

- Manque d'investissement des familles dans la scolarité de leur enfant (demande répétée de RDV, cahier non signé, réunion de rentrée désertée)
- Peu d'accompagnants aux sorties scolaires
- Perte de confiance envers le corps enseignant

- Indicateurs quantitatifs et [REDACTED] pour mesurer le progrès

- Le taux de participation aux élections ☐
- Le taux de participation aux réunions parents / enseignants ☐
- Consultation et usage de l'ENT ☐
- Accueil des familles des futurs petits ☐
- Organisation de la communication avec les familles ☐
- Modalité d'accueil des familles ☐

📌 Etape 5 : Identification des enseignants coordinateurs de l'action

Tous les enseignants

📌 Etape 6 : partenaires à mobiliser, ressources à trouver

Les familles

ACADEMIE DE NORMANDIE	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados	Fiche action 10
-----------------------	---	------------------------

Renforcer le partenariat entre l'école et les acteurs du périscolaire.

- Domaine(s) concerné(s)

1	Les apprentissages et les parcours des élèves, l'enseignement	<input type="checkbox"/>
2	La vie et le bien-être de l'élève, le climat scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Les acteurs, la stratégie et le fonctionnement de l'établissement	<input type="checkbox"/>
4	L'établissement dans son environnement institutionnel et partenarial	<input type="checkbox"/>

- Axe(s) du projet pédagogique normand visé(s)

1	Savoirs fondamentaux	<input type="checkbox"/>
2	Ambition scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Besoins éducatifs	<input type="checkbox"/>
4	Climat scolaire	<input type="checkbox"/>

➤ Etape 1 : énoncé de l'objectif

Favoriser la complémentarité entre le scolaire et le périscolaire pour offrir aux élèves un climat serein au sein de l'école.

➤ Etape 2 : Modalités d'évaluation de l'action

Nombre de conflits sur l'année (tableau de suivi)

Transmission des informations plus fluide

➤ Etape 3 : descriptif de l'action (exemples d'actions possibles)

Mise en place de réunions régulières entre les animateurs, le référent scolaire, Le responsable des affaires scolaires, l'adjoint(e) aux affaires scolaires la directrice et les enseignants pour échanger sur les points positifs et négatifs (conflit sur le temps périscolaire ou scolaire, implication du périscolaire dans un projet scolaire...), sur l'organisation des plannings sportifs, questions au conseil d'école.

Mise en place d'un cahier de liaison

Invitation du référent scolaire aux équipes éducatives

📌 Etape 4 : sélection des Indicateurs

- Indicateurs déclencheurs
- Manque de communication sur les situations compliquées.
- Les indicateurs quantitatifs et [REDACTED] pour mesurer le progrès
- Le nombre de faits remontés et traités en commun [REDACTED]
- L'impact des réunions mensuelles sur le climat scolaire. [REDACTED]
- Respect du règlement sur les temps périscolaires

📌 Etape 5 : identification des enseignants coordinateurs de l'action

Mme BARBE (référente périscolaire), Mme CORNEE (directrice)

📌 Etape 6 : partenaires à mobiliser, ressources à trouver

La collectivité, les animateurs.

ACADEMIE DE NORMANDIE	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados	Fiche action 11
-----------------------	---	------------------------

Découvrir le patrimoine culturel et artistique

- Domaine(s) concerné(s)

1	Les apprentissages et les parcours des élèves, l'enseignement	<input type="checkbox"/>
2	La vie et le bien-être de l'élève, le climat scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Les acteurs, la stratégie et le fonctionnement de l'établissement	<input type="checkbox"/>
4	L'établissement dans son environnement institutionnel et partenarial	<input type="checkbox"/>

- Axe(s) du projet pédagogique normand visé(s)

1	Savoirs fondamentaux	<input type="checkbox"/>
2	Ambition scolaire	<input type="checkbox"/>
3	Besoins éducatifs	<input type="checkbox"/>
4	Climat scolaire	<input type="checkbox"/>

➤ Etape 1 : énoncé des objectifs

Eveiller la curiosité intellectuelle des élèves

Offrir à chaque élève un parcours d'éducation artistique et culturelle

➤ Etape 2 : Modalités d'évaluation de l'action

Amélioration de l'ouverture d'esprit, de la tolérance de chacun

Motivation plus forte pour les apprentissages liés à la préparation et l'exploitation des projets artistiques et culturels.

Augmentation et affirmation de l'appétence pour les champs culturels et artistiques

Se repérer dans un musée, y emmener sa famille.

➤ Etape 3 : descriptif de l'action (exemples d'actions possibles)

Poursuivre la collaboration avec la médiathèque :

- Mise à disposition d'intervenants / artistes
- Actions soutenues par la commune
- Ressources matérielles

- Spectacles

Harmonisation par cycle et par niveau des programmations en histoire des arts

Garder en mémoire les œuvres, les spectacles, les visites... par la mise en place d'un classeur EAC de la PS jusqu'au CM2.

Poursuivre les sorties répondant aux projets de classe :

- Sorties liées à la découverte des arts visuels = musées locaux...
- Sorties liées aux arts vivants = concert, spectacle musical, représentation théâtrale, cirque...
- Sorties concernant le patrimoine historique et culturel.

Rencontre avec des artistes, des professionnels du spectacle, personnels de musées (conteurs, comédiens, peintres...)

📌 Etape 4 : sélection des indicateurs

- Les indicateurs déclencheurs

La population scolaire appartient au quintile 1 (site Montchamp)

Peu de fréquentation des lieux culturels

- Les indicateurs quantitatifs et [REDACTED] pour mesurer le progrès

- Elargir la palette des partenaires (au niveau local, régional, départemental) [REDACTED]
- Le nombre de classes concernées [REDACTED]
- Le choix des partenaires et associations [REDACTED]

📌 Etape 5 : Identification des enseignants coordinateurs de l'action

Tous les enseignants

📌 Etape 6 : partenaires à mobiliser, ressources à trouver

La médiathèque

Les associations

Les projets départementaux (EN)

1. *Introduction*

The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem.

The second part is devoted to a detailed analysis of the results.

The third part is devoted to a discussion of the conclusions.

The fourth part is devoted to a discussion of the prospects.

2. *General discussion of the problem*

The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem.

The second part is devoted to a detailed analysis of the results.

The third part is devoted to a discussion of the conclusions.

The fourth part is devoted to a discussion of the prospects.

The fifth part is devoted to a discussion of the prospects.

The sixth part is devoted to a discussion of the prospects.

The seventh part is devoted to a discussion of the prospects.

The eighth part is devoted to a discussion of the prospects.

3. *Detailed analysis of the results*

The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem.

The second part is devoted to a detailed analysis of the results.

The third part is devoted to a discussion of the conclusions.

The fourth part is devoted to a discussion of the prospects.

The fifth part is devoted to a discussion of the prospects.

4. *Discussion of the conclusions*

The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem.

The second part is devoted to a detailed analysis of the results.

The third part is devoted to a discussion of the conclusions.

The fourth part is devoted to a discussion of the prospects.

The fifth part is devoted to a discussion of the prospects.

The sixth part is devoted to a discussion of the prospects.

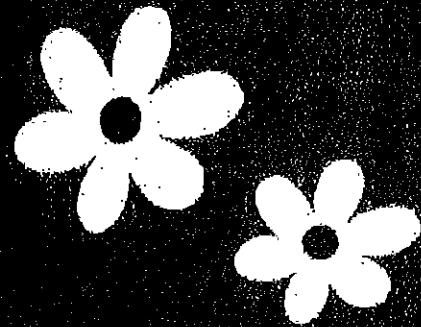
The seventh part is devoted to a discussion of the prospects.

LE CONTEXTE DU PROJET

LE PROJET

Le projet est un processus complexe qui implique la collaboration de plusieurs acteurs. Il s'agit d'un processus dynamique qui évolue au fil du temps et qui est influencé par de nombreux facteurs. Le projet est un processus qui vise à atteindre un objectif spécifique en utilisant des ressources limitées. Le projet est un processus qui implique la planification, l'organisation, la mise en œuvre et le suivi.

Le projet est un processus qui implique la planification, l'organisation, la mise en œuvre et le suivi. Le projet est un processus qui vise à atteindre un objectif spécifique en utilisant des ressources limitées. Le projet est un processus qui implique la planification, l'organisation, la mise en œuvre et le suivi.



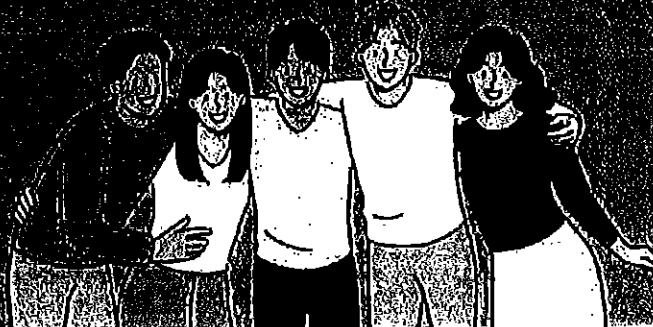
LE LIEU

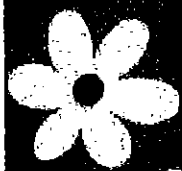
Le lieu est un facteur important dans le contexte du projet. Le lieu est un facteur qui influence la mise en œuvre du projet. Le lieu est un facteur qui influence la planification du projet. Le lieu est un facteur qui influence l'organisation du projet. Le lieu est un facteur qui influence le suivi du projet.

Le lieu est un facteur important dans le contexte du projet. Le lieu est un facteur qui influence la mise en œuvre du projet. Le lieu est un facteur qui influence la planification du projet. Le lieu est un facteur qui influence l'organisation du projet. Le lieu est un facteur qui influence le suivi du projet.

LES ACTEURS

Les acteurs sont des personnes ou des organisations qui participent au projet. Les acteurs sont des personnes ou des organisations qui influencent le projet. Les acteurs sont des personnes ou des organisations qui sont impliquées dans le projet. Les acteurs sont des personnes ou des organisations qui ont un rôle à jouer dans le projet.





2. L'ORGANISATION DU LOCAL JEUNES

HEBERGEMENT

Les locaux et copains et plaisir est un droit de tous. Les jeunes ont obtenu une bonne organisation. Un espace est alloué à un ou plusieurs locaux jeunes pour offrir des services et des loisirs. Il y a des locaux de détente avec des jeux, des jeux de société, des livres, un baby-foot, un table-tennis, des jeux de société, des jeux de société pour faire des activités manuelles ou sportives. A proximité il y a un club et un skate park pour des jeux sportifs.

LES PARTENARIATS

Le local jeunes est en partenariat avec le centre de loisirs, le copain, le club de la médiathèque, la piscine, le collège de Val d'Aire.

LES MINI-CAMPS

Chaque été, un mini-camp est proposé au mois de juillet pour une durée de 4 jours dans un PAJ, Point Accueil Jeunes (mer, base de loisirs...). Les jeunes et les animateurs dorment 3 nuits dans des tentes dans un lieu différent chaque année. Le nombre de place est limité et se fait soit en partenariat avec une autre commune de Normandie (1 animateur pour 12 jeunes) ou avec un animateur du centre de loisirs (2 animateur pour 16 jeunes). Des activités y sont proposées tous les jours, cela permet d'offrir aux jeunes un dépaysement à moindre coût tout en rassurant les parents grâce au faible éloignement et à la connaissance de l'équipe d'encadrement. Les mini-camps ont une influence très positive sur l'équilibre psychologique des jeunes. Les objectifs sont de faire des rencontres, de découvrir un nouveau lieu et de partager des moments conviviaux. Une liste d'affaires à emporter est envoyée en amont aux familles afin de savoir ce qu'il faut emmener pour leurs enfants.



LA VIE QUOTIDIENNE

LA LOQUE

La Loque est une commune de 10 000 habitants, située dans le département de la Haute-Saône. Elle est connue pour ses paysages pittoresques et ses traditions locales. Le village est entouré de forêts et de champs, offrant une vue magnifique sur la vallée de la Saône. Les habitants sont très attachés à leur patrimoine et à leur mode de vie.

LES ACTIVITÉS

Les activités sont réalisées en partenariat avec les établissements et associations du territoire tel que le gymnase, la médiathèque, la piscine ... Le local a la chance d'avoir le gymnase et le city park à disposition afin de faire plusieurs activités sportives (jeux d'équipe, individuels...), mais aussi la médiathèque pour faire des jeux de sociétés, des jeux vidéos ou des temps plus calmes comme la lecture. Il y a beaucoup de chemins boisés et sécurisés dans Vassy, des randonnées et des sorties VTT seront encadrées selon la météo. Dans le local, un espace de création est destiné aux activités manuelles (peinture, art ...). Les activités sont variées selon les envies des jeunes.

LES SORTIES

Les sorties sont organisées par le conseil municipal et les associations locales. Elles permettent aux jeunes de découvrir de nouveaux lieux, de faire de nouvelles rencontres et de développer leur autonomie. Les sorties sont variées : randonnées, visites de sites historiques, ateliers de cuisine, etc. Les jeunes sont encouragés à participer à ces activités et à prendre plaisir dans la découverte.

4. LE RÔLE DE CHACUN



LES JEUNES

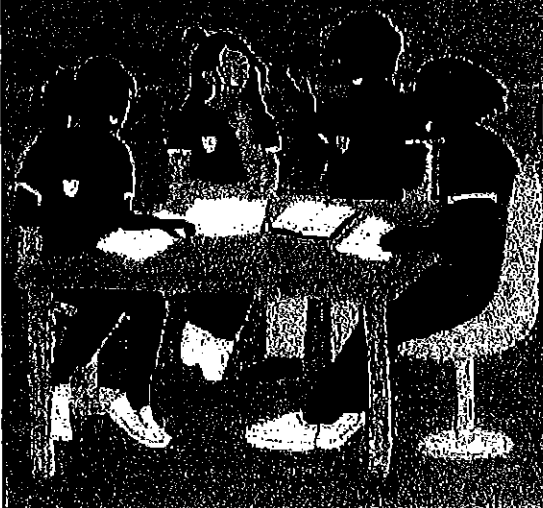
Les jeunes ont le rôle de participer à l'animation, de proposer des idées, de s'impliquer dans les projets. Ils ont le rôle de s'exprimer, de donner leur avis, de participer à la prise de décision. Ils ont le rôle de s'entraider, de s'écouter, de se respecter. Ils ont le rôle de s'impliquer dans les projets, de participer à la prise de décision. Ils ont le rôle de s'entraider, de s'écouter, de se respecter.

L'ANIMATEUR

L'animateur a le rôle de proposer des idées, de s'impliquer dans les projets. Il a le rôle de s'exprimer, de donner son avis, de participer à la prise de décision. Il a le rôle de s'entraider, de s'écouter, de se respecter. Il a le rôle de s'impliquer dans les projets, de participer à la prise de décision. Il a le rôle de s'entraider, de s'écouter, de se respecter.

LES POINTS NON-NÉGOCIABLES

- L'animateur ne doit pas fumer en présence des Jeunes
- Il ne doit pas frapper ni humilier un enfant
- Il doit être assidu dans son travail ; les retards ou les absences non-justifiées seront sanctionnés
- Le téléphone portable doit rester un moyen de communication et de prévention pour les sorties et non une distraction personnelle
- Il doit adhérer au projet pédagogique



5. LES RELATIONS

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

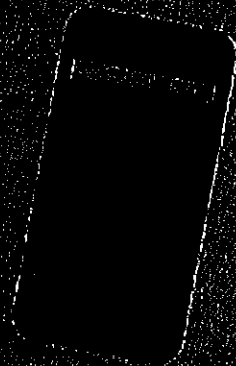
[illegible]

THESEBYSTION

CHAMPAGNE-RESEARCHER



6. LE TÉLÉPHONE PORTABLE

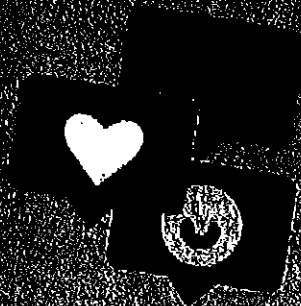


Le téléphone portable est autorisé au local. Cependant, son utilisation doit être modérée. Sur les temps d'activités, le portable est rangé dans un panier, sur les temps libres, les jeunes peuvent l'utiliser s'ils le souhaitent.



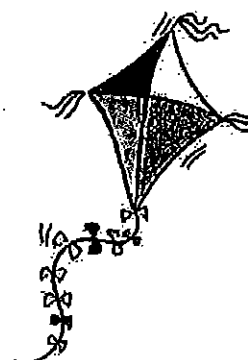
Attention ! Il est interdit de prendre des photos/videos au local. L'animateur est vigilant à l'utilisation des réseaux sociaux, afin de respecter le droit à l'image. L'animateur a un rôle de prévention sur les risques associés (contenus violents, sexuels, cyber harcèlement, ...).

Si le règlement n'est pas respecté, des sanctions peuvent être appliquées (appel aux parents, amende, exclusion).





JOURNAL D'INFORMATIONS DU CENTRE DE LOISIRS "COPAINS DES BOIS"



29 RUE FRANÇOIS CAULET , VASSY 14410 VALDALLIÈRE



**Ce journal est destiné aux parents
et enfants qui viennent pour une
première fois à l'accueil de loisirs.**



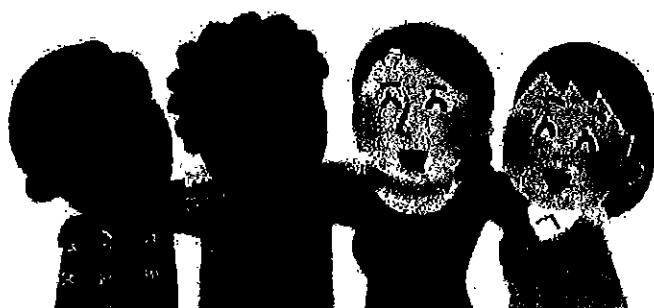
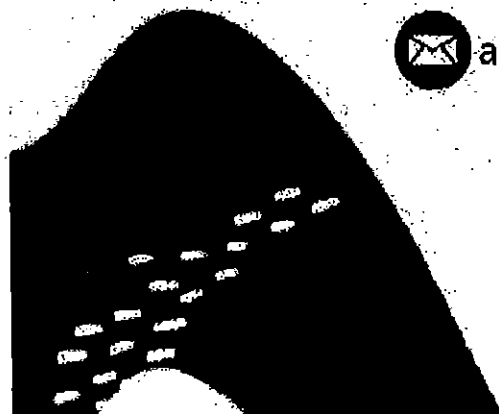
06.44.28.02.99 / 09.75.52.13.99



accueildeleisirs@valdalliere.fr

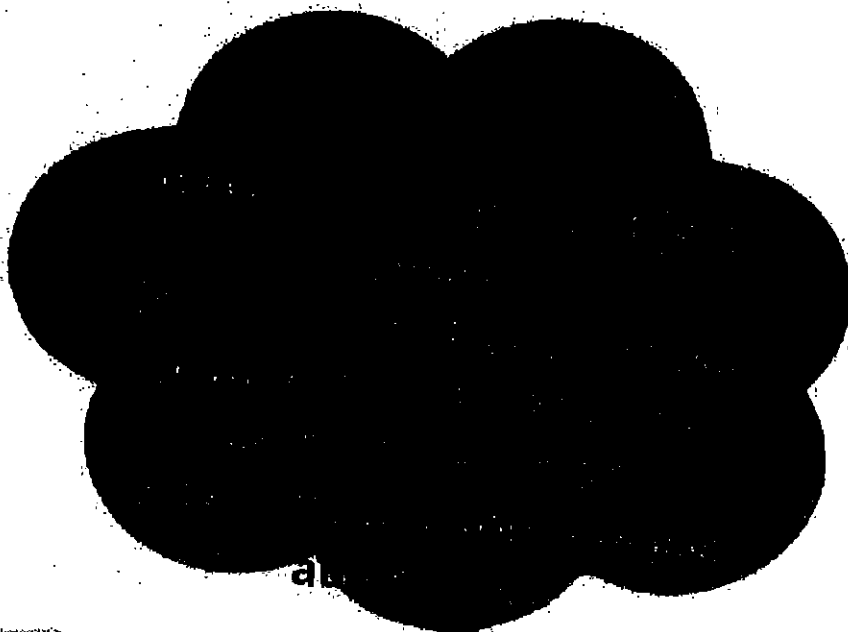


VALDALLIÈRE



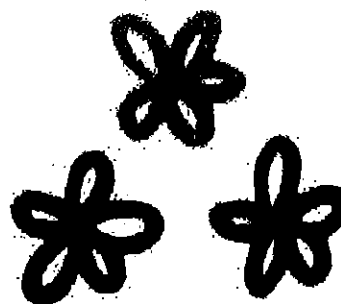


Bienvenue !

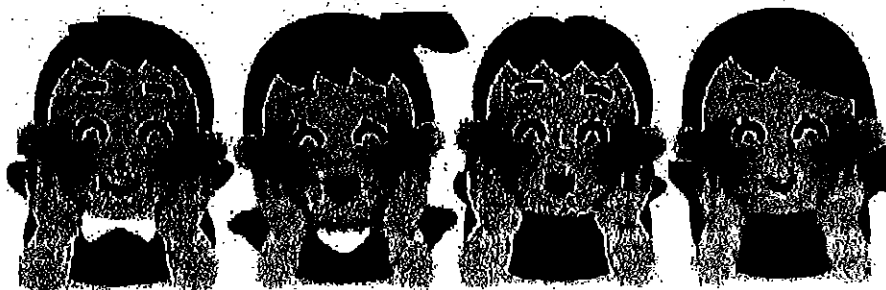


L'ACCUEIL

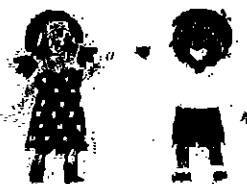
L'accueil du matin permet
d'échanger avec tes parents sur les
informations qui te concernent.
Pendant ce temps, tu seras en temps
libre et tu pourras jouer à ce qui te fait
plaisir.



Pour l'accueil du soir,
l'équipe d'animation
prendra le temps de raconter à
tes parents comment s'est
déroulée ta journée, tu pourras
emporter les activités que tu
auras faites.



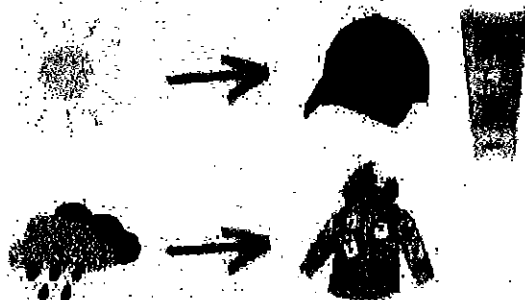
TA JOURNÉE AU CENTRE DE LOISIRS



(Un change et un
doudou pour les
petits)

LA PAUSE LAIT

Une pause lait est
prévue vers 9h30 avant
de commencer les
activités (céréales, lait,
gâteaux)



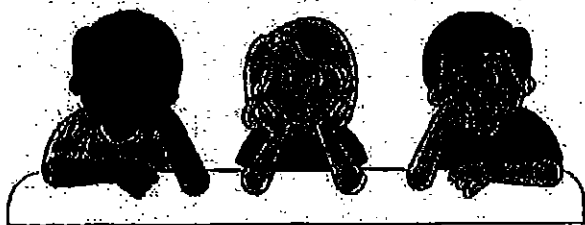
LES ACTIVITÉS

Des activités sont encadrées
par les animateurs le matin
et l'après-midi. Le mercredi,
c'est à toi de choisir laquelle
tu veux faire ! (cuisine,
sport, bricolage, manuelle)
Pour les vacances, un
programme d'animations
est prévu.



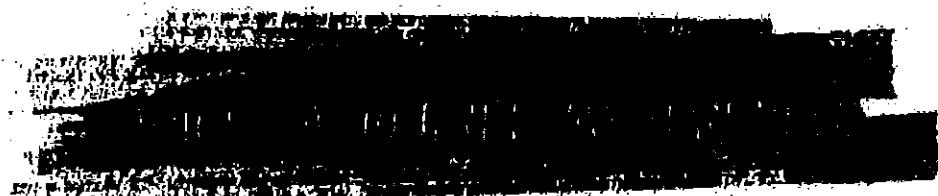
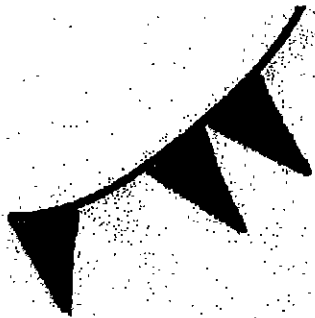
LES ATELIERS VILLAGES

Tous les mercredis
matin, des ateliers
sont proposés dans
une des communes de
Valdallière où tu peux
faire des activités
avec les habitants des
communes et d'autres
enfants

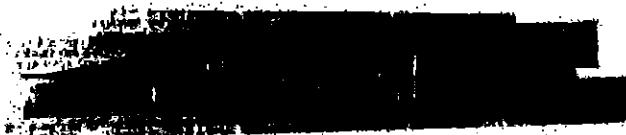
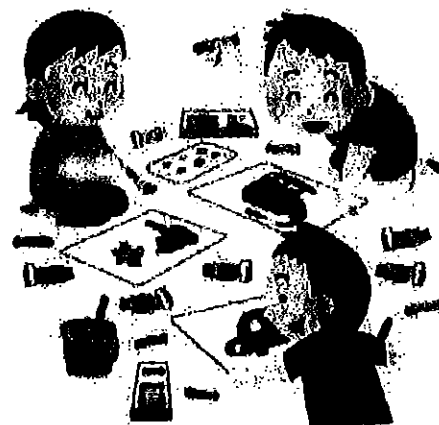


Lors du trajet du midi, les
enfants marchent jusqu'à la
cantine avec les animateurs
pour une durée de 10-15
min. Une navette est prévue
avec le minibus pour les
petits.





- 7h30-9h30 : Arrivée des enfants
 - 9h30 : Pause lait
 - 10h : Activités / Ateliers villages*
 - 12h : Cantine (restaurant scolaire de Vassy)
 - 14h30 : Activités / activités intergénérationnelles*
 - 16h : Le goûter
 - 17h-18h45 : Départ des enfants
- (* uniquement le mercredi)



L'accueil de loisirs "Copains des Bois" accueille les enfants de 7h30 à 9h30, et le départ des enfants se fait à partir de 17h jusqu'à 18h45 pour les mercredi loisirs et 18h30 pendant des vacances.

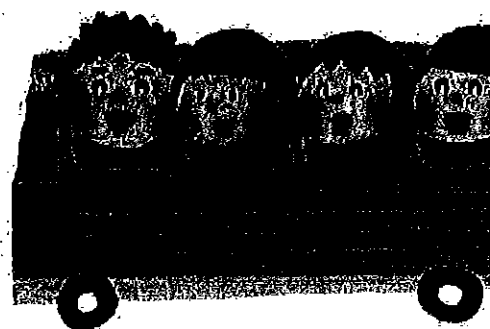


LES THÈMES

Le centre met en place un thème différent à chaque vacances (magie, western, tour de france, road trip, l'espace etc...). Cela permet d'avoir un fil conducteur, de proposer des animations en lien avec ce thème et de monter un projet tel qu'un spectacle, une expo, un film etc.



**Pour le mercredi, des garderies
sont mises en place de 7h30 à
9h00 sur Viessoix et Montchamp.
Dans les garderies, 8 places sont
disponibles pour que le mini bus
puissent venir chercher les
enfants. Les réservations sont
obligatoires par téléphone et/ou
par mail.**

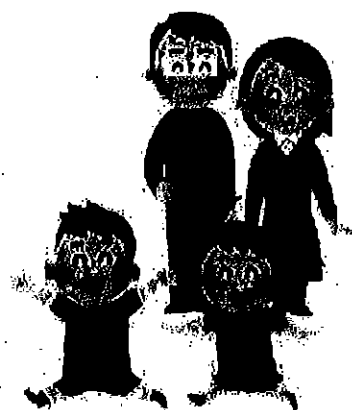


**Le mercredi, les
animateurs
encadrent les sports
périscolaires des
enfants tels que la
piscine, le foot et la
musique avec le mini
bus.**

**Pendant les vacances, une
tournée est prévue dans les
communes de Valdallière
pour venir chercher les
enfants le matin et les
déposer le soir. Les familles
d'accueil et assistantes
maternelles sont prioritaires
sur les tournées.**



Pour les inscriptions, un dossier est à remplir avant la venue des enfants.
Pour les réservations du mercredi loisirs, elles se font via le portail famille sur internet. Pour les vacances, les réservations se font par mail ou par téléphone.



LES TARIFS

ELOISIRS - Mercredi matin avec Repas

		Tarif Val de l'ère		Tarif Ext	
		1er enfant	2eme enfant	1er enfant	2eme enfant
Régime Général	Quotient familial - 600	8,00 €		9,60 €	
	Quotient familial 600 à 1200	9,00 €		10,60 €	
	Quotient familial 1200 et +	10,00 €		11,60 €	
Régime Agricole	Quotient familial <= 600	3,50 €	1,75 €	3,50 €	1,75 €
	Quotient familial 601 à 900	4,30 €	2,15 €	4,30 €	2,15 €
	Quotient familial 901 à 1200	9,00 €		10,60 €	
	Quotient familial 1200 et +	10,00 €		11,60 €	
Hors régime		11,50 €		13,80 €	

ELOISIRS - Journées

Régime Général	Quotient familial - 600	11,00 €	10,00 €	13,20 €	12,20 €
	Quotient familial 600 à 1200	12,00 €	11,00 €	14,40 €	13,40 €
	Quotient familial 1200 et +	14,00 €	13,00 €	16,80 €	15,80 €
Régime Agricole	Quotient familial <= 600	4,00 €	2,00 €	4,00 €	2,00 €
	Quotient familial 601 à 900	5,50 €	2,75 €	5,50 €	2,75 €
	Quotient familial 901 à 1200	12,00 €	11,00 €	14,40 €	13,40 €
	Quotient familial 1200 et +	14,00 €	13,00 €	16,80 €	15,80 €
Hors régime		18,00 €	17,00 €	21,60 €	20,60 €

ELOISIRS - Mercredi AM sans Repas

Régime Général	Quotient familial - 600	5,00 €		6,60 €	
	Quotient familial 600 à 1200	6,00 €		7,60 €	
	Quotient familial 1200 et +	7,00 €		8,60 €	
Régime Agricole	Quotient familial <= 600	1,80 €	0,90 €	1,80 €	0,90 €
	Quotient familial 601 à 900	3,00 €	1,50 €	3,00 €	1,50 €
	Quotient familial 901 à 1200	6,00 €		7,60 €	
	Quotient familial 1201 et +	7,00 €		8,60 €	
Hors régime		11,50 €		13,80 €	



L'ÉQUIPE D'ANIMATION

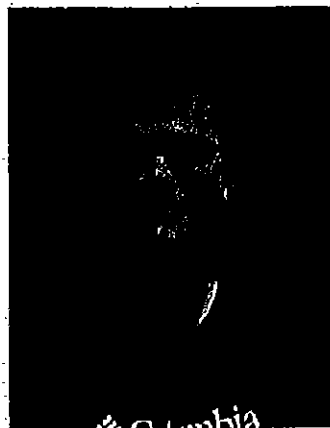


JENNY

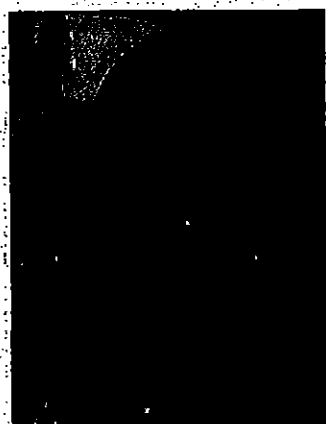


BLANDINE

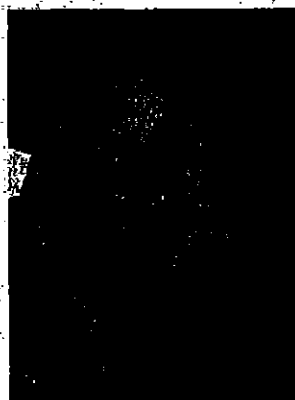
Responsable



LÉO



CHARLOTTE



LUCILE



ABIGAELLE



CLÉMENCE



NICOLE



SYLVIE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-09**

OBJET :

**Acquisition friche
commerciale ex Shopi
auprès de
l'Etablissement Public
Foncier de Normandie**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Ilaëtia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

DELIBERATION N° 2025-0915-09

OBJET : Acquisition friche commerciale ex Shopi auprès de l'Etablissement Public Foncier de Normandie.

Vu la délibération N°2021-0706042 en date du 7 juin 2021 sollicitant le portage foncier par l'Etablissement Public Foncier de Normandie de l'ex SHOPI ;

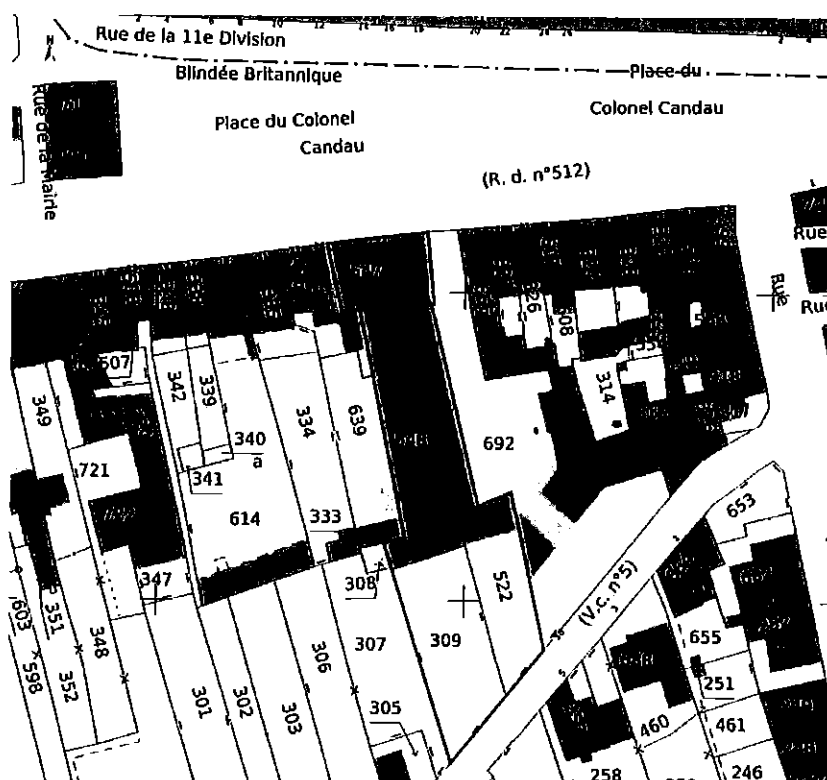
Vu la convention de réserve foncière signée entre l'EPF Normandie et la commune de VALDALLIERE ;

Vu l'avis de France Domaine en date du 25 juin 2025 ;

Monsieur le Maire propose le rachat de la friche commerciale comportant les parcelles cadastrées AB547 ; AB548 ; AB522 et AB309 d'une contenance totale de 12a72ca et précédemment occupé par un magasin SHOPI.

Par délibération, le conseil municipal décidait de l'acquisition des terrains ex SHOPI cadastrés AB 547 (180 m²) ; AB 548 (508 m²) ; AB 522 (234 m²) et AB 309 (350 m²), soit un total de 1 272 m².

Il est rappelé que compte tenu du délai nécessaire à la définition et à la mise en place du projet de reconversion de cette friche commerciale, le conseil avait décidé de solliciter l'intervention de l'Etablissement Public Foncier de Normandie afin de procéder à l'acquisition du site et constituer une réserve foncière.



Le projet de réhabilitation de cette friche étant maintenant établi, pour un début de travaux en février 2026, il est proposé de procéder au rachat de cet ensemble foncier et immobilier auprès de l'EPFN Normandie au prix de 61 745,25 € HT.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** le rachat de cet ensemble foncier et immobilier auprès de l'EPFN Normandie au prix de 61 745,25 € HT.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes administratifs correspondants.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-10**

OBJET :

**Aménagement point
d'arrêt routier**

Cavignaux PRESLES

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLE S	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAL Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Aménagement point d'arrêt routier - Cavignaux PRESLES.

La loi NOTRe du 7 août 2015 a conféré à la région la qualité d'autorité organisatrice des services de transports publics routiers interurbains, réguliers ou à la demande.

A ce titre la région est désormais compétente sur l'ensemble de son territoire pour :

- L'organisation de ces services de transport (localisation des arrêts, définition des itinéraires et horaires de desserte, tarification) et leur exploitation ;
- La programmation de la mise en accessibilité des points d'arrêts commerciaux de son réseau.

La loi n'ayant pas transféré à la région la domanialité des arrêts dont les services assurent la desserte, elle considère que le gestionnaire de voirie, propriétaire du domaine public, reste seul compétent sur la voirie, ses dépendances et accessoires pour :

- La réalisation d'aménagements ;
- L'implantation de signalisation et de mobilier urbain.

En conséquence la région fait savoir qu'elle ne peut assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux sur le domaine routier.

De son côté le département considère en sa qualité de gestionnaire de la voirie, que les points d'arrêts, quais mobiliers urbains associés, ne sont ni des accessoires ni des dépendances de cette voirie mais des équipements uniquement nécessaires à l'organisation des services de transport. L'aménagement des points d'arrêts étant un élément important dans la continuité de la chaîne de déplacement, la Région participe financièrement à cet aménagement.

Suite aux rencontres avec les représentants de la Région, il est proposé d'aménager le point d'arrêt suivants : Cavignaux – PRESLES.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **VALIDE** la proposition d'aménagement de ce point d'arrêt routier.
- **AUTORISE** M. le Maire à solliciter le soutien financier de la Région à hauteur de 80% de la dépense.
- **AUTORISE** M. le Maire, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette délibération.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42

Présents : 38

Pouvoirs : 4

Excusés : 4

Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-11**

OBJET :

**Aménagement point
d'arrêt routier**

Jarrièrè CHENEDOLLE

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD laëtitia	X			
LE DESERT					SPI'TZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VIESSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Aménagement point d'arrêt routier - Jarrière CHENEDOLLE.

La loi NOTRe du 7 août 2015 a conféré à la région la qualité d'autorité organisatrice des services de transports publics routiers interurbains, réguliers ou à la demande.

A ce titre la région est désormais compétente sur l'ensemble de son territoire pour :

- L'organisation de ces services de transport (localisation des arrêts, définition des itinéraires et horaires de desserte, tarification) et leur exploitation ;
- La programmation de la mise en accessibilité des points d'arrêts commerciaux de son réseau.

La loi n'ayant pas transféré à la région la domanialité des arrêts dont les services assurent la desserte, elle considère que le gestionnaire de voirie, propriétaire du domaine public, reste seul compétent sur la voirie, ses dépendances et accessoires pour :

- La réalisation d'aménagements ;
- L'implantation de signalisation et de mobilier urbain.

En conséquence la région fait savoir qu'elle ne peut assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux sur le domaine routier.

De son côté le département considère en sa qualité de gestionnaire de la voirie, que les points d'arrêts, quais mobiliers urbains associés, ne sont ni des accessoires ni des dépendances de cette voirie mais des équipements uniquement nécessaires à l'organisation des services de transport. L'aménagement des points d'arrêts étant un élément important dans la continuité de la chaîne de déplacement, la Région participe financièrement à cet aménagement.

Suite aux rencontres avec les représentants de la Région, il est proposé d'aménager le point d'arrêt suivants : Jarrière - CHENEDOLLE.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **VALIDE** la proposition d'aménagement de ce point d'arrêt routier.
- **AUTORISE** M. le Maire à solliciter le soutien financier de la Région à hauteur de 80% de la dépense.
- **AUTORISE** M. le Maire, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette délibération.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux ml vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42

Présents : 38

Pouvoirs : 4

Excusés : 4

Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-12**

OBJET :

**Décision budgétaire
modificative n°2**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

DELIBERATION N° 2025-0915-12

OBJET : Décision budgétaire modificative n°2.

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu le budget de la commune ;

Afin de réaliser les travaux aménagements des arrêts de bus à Cavignaux (PRESLES) et la Jarrière (CHENEDOLLE), il convient de procéder à la décision modificative suivante :

INTITULES DES COMPTES	DIMINUT* / CREDITS ALLOUES		AUGMENTATION DES CREDITS	
	COMPTES	MONTANTS (€)	COMPTES	MONTANTS (€)
OP : SIGNALIQUES				
Installations de voirie			2152(21) 1200	4 000,00
DEPENSES - INVESTISSEMENT		0,00		4 000,00
OP : AMENAGEMENT DE BOURG				
Subv. non transf. Régions			1322(13) 1500	4 000,00
RECETTES - INVESTISSEMENT		0,00		4 000,00

INTITULES DES COMPTES	DIMINUT* / CREDITS ALLOUES		AUGMENTATION DES CREDITS	
	COMPTES	MONTANTS (€)	COMPTES	MONTANTS (€)
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES				
Installations de voirie			2152	4 000,00
DEPENSES - INVESTISSEMENT		0,00		4 000,00
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES				
Subv. non transf. Régions			1322	4 000,00
RECETTES - INVESTISSEMENT		0,00		4 000,00

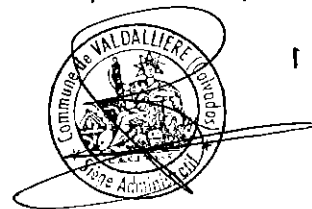
Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** la décision modificative telle que présentée.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42

Présents : 38

Pouvoirs : 4

Excusés : 4

Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-13**

OBJET :

**Décision budgétaire
modificative n°3**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLE S	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

DELIBERATION N° 2025-0915-13

OBJET : Décision budgétaire modificative n°3.

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu le budget de la commune ;

Afin de procéder à l'acquisition d'un nouveau tracteur, il est nécessaire de procéder à la décision modificative suivante :

INTITULES DES COMPTES	DIMINUT° / CREDITS ALLOUES		AUGMENTATION DES CREDITS	
	COMPTES	MONTANTS (€)	COMPTES	MONTANTS (€)
OP : AMENAGEMENT DE BOURG Immo. corpor. en cours - Instal., matériel, outil. OP : VEHICULES ET MATERIELS ATELIERS Autres immobilisations corporelles DEPENSES - INVESTISSEMENT	23151(23) 1500	4 000,00	2188(21) 2400	
		4 000,00		
				4 000,00
		4 000,00		4 000,00

INTITULES DES COMPTES	DIMINUT° / CREDITS ALLOUES		AUGMENTATION DES CREDITS	
	COMPTES	MONTANTS (€)	COMPTES	MONTANTS (€)
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES Autres immobilisations corporelles Immo. corpor. en cours - Instal., matériel, outil. DEPENSES - INVESTISSEMENT	23151	4 000,00	2188	4 000,00
				4 000,00
		4 000,00		
		4 000,00		4 000,00

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par :

Contre	Abstention	Pour
0	1	41

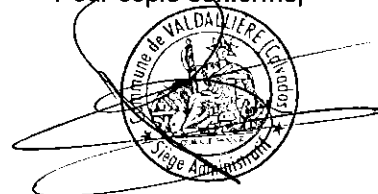
- **AUTORISE** la décision modificative telle que présentée.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-14**

OBJET :

Scolaire

**Dispositif « 100% devoirs
faits »**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert			X	D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier			X	V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M			X	S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

DELIBERATION N° 2025-0915-14

OBJET : Scolaire – dispositif « 100% devoirs faits ».

Une nouvelle fois, la commune souhaite adhérer au dispositif « 100% devoirs faits » consistant à recruter un (ou des) fonctionnaire(s) pour renforcer l'aide aux devoirs pour les élèves.

Il est proposé de reconduire l'action sur les trois écoles pour l'année 2025-2026.

Le temps nécessaire pour cette activité accessoire est évalué à 6 heures par semaine soit 2 heures par site.

La rémunération des enseignants affectés à la responsabilité et à l'encadrement des études est calculée sur la base d'un taux horaire de 22,34€ brut, déterminé par référence aux dispositions du décret n°66-787 du 17 octobre 1966, décret n° 2016-670 du 25 mai 2016 et au Bulletin Officiel du Ministère de l'Education Nationale.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** Le Maire à recruter un ou des fonctionnaires du ministère de l'éducation Nationale pour renforcer l'aide aux devoirs pour les élèves sur la base salariale énoncée.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme, ↗



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-15**

OBJET :

Dénomination d'une
voie publique

—
Esplanade Guy Béchet à
Estry

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BÉRGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLE S	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VIESSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Dénomination d'une voie publique – Esplanade Guy Béchet à Estry.

Conformément à l'article L.2121-30 du code général des collectivités territoriales, il appartient au conseil municipal de procéder, par délibération, à la dénomination des voies et lieux-dits, y compris les voies privées ouvertes à la circulation.

Par délibération du 7 décembre 2020, le conseil municipal a procédé à la dénomination et au numérotage des voies et lieux-dits de la commune.

Dans le cadre des travaux d'aménagement du bourg d'Estry, une esplanade a été réalisée afin d'embellir le bourg et créer un petit espace public convivial.



Afin de rendre hommage à Monsieur Guy BECHET, le conseil communal d'Estry souhaite donner à cette esplanade le nom de :

« Esplanade Guy BECHET »

Monsieur Guy BECHET fut une personne très investie dans la vie communale. Il a œuvré durant de nombreuses années pour le bien-être de ses concitoyens et s'est particulièrement distingué en tant que Président des anciens combattants, rôle qu'il a exercé avec dévouement, mémoire et engagement.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- ADOPTE la dénomination « Esplanade Guy BECHET ».
- CHARGE M. le maire de procéder à l'enregistrement dans la base adresse nationale.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,

Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN

Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-16**

OBJET :

**Convention de
participation aux
dépenses scolaires
(élèves de Montchauvet)**

*Annexe :
Convention de
participation aux
dépenses scolaires –
Soulevre-en-Bocage –
avenant annuel – année
scolaire 2025-2026*

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAL Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérôme		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Convention de participation aux dépenses scolaires (élèves de Montchauvet).

Conformément aux dispositions de l'article L 212-8 du code de l'éducation, lorsqu'un enfant est scolarisé dans une école publique d'une commune autre que sa commune de résidence, la commune de résidence peut être amenée à participer financièrement aux dépenses de fonctionnement de l'école d'accueil.

Dans ce cadre, une convention a été signée entre la commune de Valdallière et la commune de Souleuvre-en-Bocage en date du 4 novembre 2016 afin de fixer les modalités de cette participation financière pour les élèves domiciliés à Montchauvet et inscrits au groupe scolaire de Montchamp.

Par délibération en date du 11 septembre 2023, le montant de la participation financière par élève a été réévalué à 1 300 euros.

Chaque année, un avenant à cette convention précise le nombre d'élèves concernés pour l'année scolaire ainsi que la participation due.

Pour l'année scolaire 2025-2026, 26 élèves domiciliés à Montchauvet sont scolarisés à l'école de Montchamp.

La participation globale de la commune de Souleuvre-en-Bocage pour l'année scolaire 2025-2026 s'établit donc à 33 800 euros.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant annuel de la convention de participation aux dépenses scolaires des élèves de Montchauvet scolarisés à l'école de Montchamp.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART



**CONVENTION DE PARTICIPATION AUX DEPENSES SCOLAIRES
AVENANT ANNUEL
ANNEE SCOLAIRE 2025-2026**

ENTRE LES SOUSSIGNES

Commune de VALDALLIERE, représentée par Monsieur Frédéric BROGNIART, Maire.

D'UNE PART,

ET

Commune de SOULEUVRE EN BOCAGE, représentée par Monsieur Alain DECLOMESNIL, Maire ;

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Vu la convention du 4 novembre 2016 fixant les conditions de participation de la commune de SOULEUVRE EN BOCAGE aux dépenses scolaires et périscolaires de la commune de VALDALLIERE,

Vu l'article 3 de ladite convention stipulant l'établissement d'un avenant annuel précisant les modalités de contribution financière,

Vu la délibération n° 2023_0911_07 en date du 11 septembre 2023 du conseil municipal de Valdallière relative à l'augmentation de la participation aux dépenses scolaires,

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 2

ARTICLE 2

Pour le calcul de la contribution, annuellement réévaluée de la commune de SOULEUVRE EN BOCAGE, il est tenu compte du nombre d'élèves de la commune de MONTCHAUVEY scolarisés sur le territoire de la commune déléguée de MONTCHAMP - effectifs arrêtés à la date de la rentrée scolaire - et du coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses des écoles publiques gérées par la commune de VALDALLIERE.

Les dépenses prises en compte à ce titre sont les charges de fonctionnement.

014-200054641-20250915-2025_0915_16-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/09/2025
Publication : 22/09/2025



Pour l'année scolaire 2025-2026, la participation globale de la commune de SOULEUVRE EN BOCAGE s'établit à **33 800 euros**. Ce coût correspondant à l'accueil de **26** élèves pour un coût moyen élève plafonné à 1 300 euros.

ARTICLE 3 :

Le règlement s'effectuera à l'issue de l'année scolaire **2025-2026**.

Fait à VALDALLIERE, le

Pour la Commune de SOULEUVRE EN
BOCAGE

Le Maire,
A. DECLOMESNIL

Pour la commune de
VALDALLIERE

Le Maire,
F. BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-17**

OBJET :

Label « Territoires
engagés pour la nature »

Annexe :
- Fiches projets
- Règlement TEN.

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Label « Territoires engagés pour la nature ».

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 fixe l'objectif de « zéro perte nette de biodiversité ». Cet objectif se traduit par la parution, en juillet 2018, du Plan biodiversité « Biodiversité, tous vivants ! », visant à accélérer la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB). L'initiative « Territoires engagés pour la nature » (TEN) est une action territorialisée du Plan biodiversité. Elle constitue le volet « collectivités locales » de la SNB. Le dispositif constitue également le niveau d'engagement des collectivités au titre de la Stratégie régionale pour la biodiversité, Normandie 2030.

« Territoires engagés pour la nature » vise à reconnaître, accompagner et valoriser des collectivités volontaires pour mettre en œuvre un plan d'actions à 3 ans en faveur de la biodiversité. En reconnaissant des collectivités « Territoires engagés pour la nature », il s'agit de faire naître une dynamique de prise en compte de la biodiversité dans les projets des territoires et de donner envie à d'autres collectivités de s'engager dans des actions.

Issu d'orientations partagées au niveau national, « Territoires engagés pour la nature » se décline dans les régions sous la gouvernance d'un collectif régional. En Normandie, celui-ci est constitué de la Région Normandie, chef de file en matière de biodiversité, l'Office français de la biodiversité (OFB), l'État (représenté par la DREAL Normandie), les Agences de l'eau Seine-Normandie et Loire-Bretagne, et l'Agence normande de la biodiversité et du développement durable (ANBDD)

La commune de Valdallière souhaite candidater au dispositif TEN, et dans ce cadre, s'engage si elle est retenue à réaliser sous 3 ans un plan d'actions en faveur de la biodiversité. Celui-ci s'exprimera par la mise en œuvre a minima d'une action dans chacune des quatre thématiques suivantes :

- Thématique Connaissance :

Initier un Atlas de la Biodiversité Communal sur une partie de la commune.

- Thématique Biodiversité locale :

Programme de recomposition paysager dynamisé - gestion durable des boisements communaux.

- Thématique Gestion du territoire :

Programme de recomposition paysager dynamisé – gestion durable des haies.

- Thématique Éducation citoyenne :

Initier un Atlas de la Biodiversité Communal sur une partie de la commune - Newsletter

L'obtention de la reconnaissance TEN validera la qualité de l'engagement de la commune de Valdallière concernant la prise en compte de la biodiversité dans ses différentes politiques publiques.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

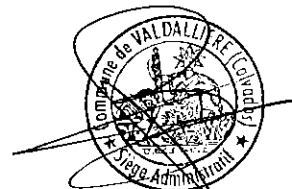
- **APPROUVE** la candidature de la commune de Valdallière à la démarche Territoires engagés pour la nature.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART



DOSSIER DE CANDIDATURE SIMPLIFIÉ - 2025

RENOUVELLEMENT

LES TERRITOIRES S'ENGAGENT POUR LA NATURE EN NORMANDIE

Le collectif régional

Territoires engagés pour la nature

en Normandie

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200054641-20250915-2025_0915_17-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception en préfecture : 22/09/2025
Publication : 09/09/2025


**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*


**RÉGION
NORMANDIE**


OFB
OFFICE FRANÇAIS
DE LA BIODIVERSITÉ


**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*


**AGENCE
eau
seine
NORMANDIE**


**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*


**Agence de l'eau
Loire-Bretagne**


ANBDE
AGENCE
NORMANDE
DE BIODIVERSITÉ
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

TERRITOIRES ENGAGÉS POUR LA NATURE EN NORMANDIE

Règlement

Attention : ce dossier de candidature simplifié est réservé aux collectivités déjà engagées dans la démarche TEN et qui, arrivant au terme de leur précédent cycle de reconnaissance, souhaitent renouveler leur engagement pour 3 années supplémentaires.

Pour les collectivités souhaitant intégrer le dispositif « Territoires engagés pour la nature », elles doivent remplir le questionnaire de candidature complet disponible à l'adresse suivante : <https://www.anbdd.fr/biodiversite/collectivites/territoires-engages-pour-la-nature/>

1 CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'APPEL À CANDIDATURE

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 fixe l'objectif de « **zéro perte nette de biodiversité** ». Cet objectif se traduit par la parution, en juillet 2018, du Plan biodiversité « Biodiversité, tous vivants ! », visant à accélérer la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB).

L'initiative « Territoires engagés pour la nature » (TEN) est une action territorialisée du Plan biodiversité. Elle constitue le volet « collectivités locales » de la SNB.

Les Stratégies régionales pour la biodiversité (SRB) s'accordant avec les orientations de la SNB, elles en facilitent la mise en œuvre au niveau territorial.

Depuis la loi MAPTAM, Région et collectivités doivent coordonner leurs compétences en matière de protection de la biodiversité. Cette mise en cohérence est renforcée par la Loi pour la biodiversité qui **incite les collectivités à décliner la SRB à leur échelon**.

La **Stratégie régionale pour la biodiversité, Normandie 2030** a été approuvée le 17 octobre 2022, après une année de concertation : elle s'appuie sur **6 défis stratégiques** et **56 objectifs opérationnels** traitant de la mobilisation citoyenne, de l'engagement des collectivités, de l'implication des acteurs économiques, de la préservation et de la restauration des milieux, de la connaissance de la biodiversité, et enfin du financement et de l'efficacité des politiques publiques.

Les collectivités sont donc invitées à s'engager dans le dispositif « Territoires Engagés pour la Nature » pour **matérialiser leur engagement dans la Stratégie régionale pour la biodiversité, Normandie 2030** et pour affirmer leur volonté d'agir et de progresser vers une Normandie plus naturelle et résiliente.

« Territoires engagés pour la nature » vise à reconnaître des collectivités candidates, dont les **projets** intègrent la prise en compte de la biodiversité.

Issu d'orientations partagées au niveau national, « Territoires engagés pour la nature » se décline dans les régions sous la gouvernance d'un **collectif régional**.

En Normandie, celui-ci est constitué de la Région Normandie, chef de file en matière de biodiversité, l'Office français de la biodiversité (OFB), l'État (représenté par la DREAL Normandie), les Agences de l'eau Seine-Normandie et Loire-Bretagne, et l'Agence normande de la biodiversité et du développement durable (ANBDD).

Le rôle du collectif est de déployer le dispositif en région, faire émerger des projets, les accompagner, les reconnaître et les valoriser, tout en mobilisant les différents acteurs du territoire pour les inciter à s'impliquer.

En reconnaissant des collectivités « Territoires engagés pour la nature », il s'agit de faire naître une **vraie dynamique de prise en compte de la biodiversité** dans les projets des territoires et de **donner envie** à d'autres collectivités de s'engager dans des actions.

2 L'INITIATIVE TEN, UNE OPPORTUNITÉ POUR LE TERRITOIRE

L'engagement d'une collectivité dans la démarche « Territoires engagés pour la nature » est l'occasion pour celle-ci de :

- **Faire le point**, grâce à un questionnaire, sur les actions qu'elle mène déjà en faveur de la biodiversité, et **formuler un programme d'actions** réaliste et concret, adapté au territoire.
- **Fédérer les acteurs du territoire**, autour de projets multi-partenariaux, dans une stratégie territoriale cohérente.
- **Développer de nouvelles connaissances et compétences** en matière de biodiversité.
- **Profiter d'un accompagnement privilégié** de l'ANBDD pour le montage et le suivi des projets (veille sur les financements, mise en contact avec des partenaires, mise à disposition de ressources, retours d'expériences, etc.)
- **Bénéficier d'événements** dédiés organisés par l'ANBDD pour les TEN (webinaires, rencontres techniques, visites de sites, etc.).
- Etre invité à **participer aux différents événements** de l'ANBDD (ateliers techniques, rencontres Biodiversité & territoires, formations, DDTours) et **bénéficier ainsi de l'expérience** d'autres collectivités pour maintenir une dynamique de progrès.
- **Faire valoriser ses pratiques** au niveau régional et national (articles sur internet, réalisation de vidéos, implication lors d'événements phares, journées de partage d'expérience, etc.) et **augmenter son attractivité territoriale**.

3 RENOUVELLEMENT DE LA CANDIDATURE : COMMENT PARTICIPER ?

Votre collectivité a obtenu la reconnaissance TEN pour une durée de trois ans (2023-2025) sur la base notamment du plan d'action formulé via les fiches projet de votre précédent dossier de candidature

Il est demandé aux collectivités arrivant en fin de cycle et souhaitant conserver leur reconnaissance pour 3 années supplémentaires de **renouveler leur engagement**.

Le renouvellement de l'engagement passe par la rédaction du nouveau dossier de candidature suivant.

Celui-ci a pour but :

- de **dresser un bilan** de la mise en œuvre concrète des principaux engagements formulés par votre collectivité dans votre précédent dossier de candidature.
- de **formuler un nouveau plan d'action** en renseignant au moins 3 nouvelles fiches projet.

Le dossier de renouvellement de la candidature est composé de 3 parties :

1. Votre collectivité en quelques points

Cette partie a pour vocation de fournir au jury des éléments de contexte concernant votre collectivité. Elle ne donne pas lieu à évaluation.

2. Bilan de réalisation des engagements de votre collectivité

Les questions de cette section font référence aux pages 13 à 37 de votre précédent dossier de candidature (c'est-à-dire les engagements que vous avez notifiés par le biais des cases orange cochées et des fiches projet). Vos réponses permettront au jury d'évaluer le niveau de réalisation des engagements de votre collectivité pendant votre période de reconnaissance.

3. Définition du nouveau projet TEN pour la période 2026-2028

Dans cette partie, il vous sera demandé de renseigner au minimum 1 nouvelle fiche projet pour chacune des 3 thématiques suivantes :

- Améliorer ses connaissances sur l'état de la biodiversité du territoire / Prendre en compte la biodiversité dans l'aménagement du territoire
- Gérer, préserver et restaurer les continuités écologiques, les milieux naturels et la biodiversité locale
- Mobiliser les acteurs du territoire sur les sujets en lien avec la biodiversité

Il est possible de remplir plusieurs fiches projet pour une même thématique. L'ensemble des fiches projet renseignées constituera le **plan d'action TEN** de votre collectivité pour les trois prochaines années. Chaque plan d'action sera donc composé **au minimum de 3 fiches projet**. L'obtention de la reconnaissance TEN sera conditionnée à la validation du plan d'action par un jury régional.

Celui-ci devra notamment être cohérent avec des enjeux locaux de biodiversité et traduire une démarche de progrès par rapport l'existant.

Les collectivités s'engageant dans le renouvellement de leur reconnaissance « Territoires engagés pour la nature » pourront solliciter l'ANBDD tout au long de la phase de rédaction du dossier de renouvellement de la candidature et également pour une relecture avant dépôt.

Par ailleurs, l'appui d'un écologue ou d'une association naturaliste locale pour mener une réflexion sur les actions à inscrire au dossier est recommandé pour améliorer la qualité du projet.

4 CRITÈRES ET MODALITÉS DE SÉLECTION

Qui peut participer ?

La participation à l'opération « Territoires engagés pour la nature » est ouverte à toutes les **communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre** (EPCI : communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines et métropoles).

Pour que sa candidature soit retenue, la collectivité devra renseigner le questionnaire conformément aux indications données dans le paragraphe 3 et le retourner dans les délais impartis.

Quels projets sont recherchés dans le cadre du dispositif TEN ?

Toutes les collectivités, quels que soient leur taille, leurs moyens, leur niveau initial de prise en compte de la biodiversité, peuvent candidater. C'est la **démarche de progrès** qui est recherchée.

Dans le cadre de l'évaluation des candidatures, le jury TEN sera attentif au niveau d'ambition des projets proposés par les collectivités au regard de leurs moyens et de leur taille, ainsi qu'au regard des enjeux du territoire. Le gain écologique engendré par la mise en œuvre du projet TEN sera pris en compte.

Les candidatures seront donc évaluées selon les critères suivants :

- L'engagement de la collectivité se fera par le biais d'un projet détaillé et d'actions **cohérentes** au regard des enjeux du territoire et **proportionnées** aux capacités techniques, humaines et financières de la collectivité.
- Les actions proposées seront **impactantes** en ayant un effet direct et significatif sur la biodiversité.

- Le plan d'action sera **impliquant**, en mobilisant les différentes compétences de la collectivité, ainsi que les acteurs présents sur le territoire (habitants, associations, entreprises, etc.).
- Les actions proposées seront **additionnelles** (nouvelles actions ou progression sur des actions déjà existantes) et devront aller au-delà du simple respect de la réglementation en vigueur.
- Chaque fois qu'elle le pourra, la collectivité devra réfléchir à la définition d'**indicateurs** permettant d'évaluer la réalisation de ses actions et/ou l'impact de ses actions sur la biodiversité.
- Un projet TEN s'inscrit dans le cadre des **Stratégies nationale et régionale** pour la biodiversité.

Dispositif d'évaluation

Les dossiers présentés seront évalués par un **jury régional** constitué de représentants de la Région Normandie, de l'État, de l'Office français de la biodiversité et des Agences de l'eau Seine-Normandie et Loire-Bretagne.

Le jury pourra s'adjoindre le concours d'experts si nécessaire.

Des compléments d'information pourront être demandés aux structures candidates si besoin.

Comment participer ?

Pour participer, veuillez remplir le questionnaire avec vos collègues agents et élus, ainsi que vos partenaires locaux puis adressez-le par courriel - ou via un serveur de fichier lourd si l'envoi est trop volumineux - à guillaume.salagnac@anbdd.fr ou par courrier postal à l'adresse suivante : Agence normande de la biodiversité et du développement durable, l'Atrium, 115 boulevard de l'europe, 76100 Rouen.

Pièces à joindre :

- le dossier de candidature complété
- le modèle de lettre d'engagement joint avec le dossier de candidature, complété et signé par le Président ou le Maire de la collectivité
- une délibération du conseil municipal ou du conseil communautaire validant la candidature de la collectivité à « Territoires engagés pour la nature »
- les éventuelles conventions partenariales signées avec d'autres acteurs du territoire dans le cadre d'actions à mettre en œuvre.

Si vous le jugez utile, vous pouvez joindre au dossier de candidature toute pièce complémentaire qui permettra une meilleure appréciation par le jury des actions que vous avez renseignées : photos, documents d'urbanisme, chartes, plans d'aménagement, plans de gestion, etc.

5 CALENDRIER

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : **26 septembre 2025**

Les dossiers correctement remplis et transmis dans les délais impartis seront examinés par le jury régional, dans le but de reconnaître les territoires normands lauréats **en fin d'année 2025**. Aucun résultat ne sera communiqué avant la date d'annonce publique fixée par le collectif régional.

6 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les participants autorisent les organisateurs et leurs partenaires à utiliser les informations et documents communiqués dans le questionnaire afin de promouvoir l'initiative « Territoires engagés pour la nature », mais aussi pour faire connaître et diffuser les bonnes pratiques.

Les collectivités souhaitant avoir des informations complémentaires sur l'initiative « Territoires engagés pour la nature » peuvent aller sur la plateforme nationale <https://engagespourlanature.biodiversitetousvivants.fr/territoires/> ou contacter l'Agence normande de la biodiversité et du développement durable.

7 OPTIONNEL / CONCOURIR À CAPITALE FRANÇAISE DE LA BIODIVERSITÉ (CFB)

Si le dispositif « Territoires engagés pour la nature » reconnaît l'engagement pour l'avenir de collectivités souhaitant mettre en œuvre des plans d'actions en faveur de la biodiversité, le concours « Capitale française de la biodiversité » récompense des actions exemplaires **déjà réalisées**.

Du fait des élections municipales en mars 2026, l'édition 2025-2026 du concours n'aura exceptionnellement pas lieu.

En revanche, les collectivités candidatant à TEN peuvent toujours s'inspirer pour leurs projets des **recueils d'actions** « Capitale française de la biodiversité ». Ces recueils compilent les réalisations exemplaires présentées par des collectivités de toutes tailles lors des précédentes éditions du concours.

Retrouvez les recueils d'actions sur le site « Capitale française de la biodiversité » : www.capitale-biodiversite.fr/recueils-actions

POUR TOUTE QUESTION

➤ **Guillaume SALAGNAC**, chargé de mission Mobilisation des collectivités

Agence normande de la biodiversité et du développement durable

Tel. : 06 40 73 96 54

Mail : guillaume.salagnac@anbdd.fr

TERRITOIRES ENGAGÉS POUR LA NATURE

QUESTIONNAIRE


VOTRE COLLECTIVITÉ EN QUELQUES POINTS

Ces données sont demandées à titre indicatif et permettent d'avoir une vue globale de votre collectivité. Pour répondre à ces questions, vous pouvez vous baser sur les réponses apportées dans le précédent dossier de candidature, en prenant soin de bien mettre à jour les éventuelles évolutions ayant eu lieu depuis 3 ans. Les données fournies ici ne font pas partie de l'évaluation du questionnaire.

Nom de la collectivité : Valdallière

Nom du Président ou du Maire : Frédéric BROGNIART

Adresse : 7, rue des Ecoles

Code postal : 14410 

Ville : Vassy 

Département : Calvados


Code INSEE : 14726

Site internet de la collectivité : <https://www.valdalliere.fr>


La collectivité candidate est :

- ☒ une commune
- ☐ une communauté de communes
- ☐ une communauté d'agglomération
- ☐ une communauté urbaine
- ☐ une métropole

Pour les communes, nom de l'EPCI de rattachement :

Intercom de la Vire au Noireau 

Nom, délégation et contact de l'élue(e) principalement en charge de la biodiversité :

François HAMEL, maire délégué de la commune de Bernières-le-Patry, président de la commission Agriculture/Environnement 

Nom, fonction et contact de la personne référente pour le pilotage/suivi du projet TEN :

Anthony MEDRANO, Technicien Bocage
technicienbocage@valdalliere.fr
0678718778 

☒ En complétant les informations ci-dessus, les référents TEN (élu et agent) de la collectivité acceptent de recevoir des mails d'information de la part de l'animateur régional TEN et de figurer dans un annuaire de correspondants à l'usage du collectif régional TEN. Cet annuaire pourra être transmis aux collectivités TEN qui le souhaitent afin de favoriser les échanges entre collectivités reconnues.

Liste des partenaires associés à la démarche :

- CPIE des Collines Normandes
- DDTM
- Réseau Haie Normandie
- INRAE
- Office de Tourisme du Pays de Vire
- Intercom de la Vire au Noireau 

Quels sont les documents d'urbanisme qui s'appliquent à votre territoire (SCoT, PLUi, PLU, carte communale, etc.) ? Précisez leur date d'élaboration et perspective de révision.

Cartes communales et PLU pour les communes déléguées de Viessoix et Vassy

Précisez les compétences de votre collectivité liées à l'environnement et la biodiversité. (ex : GEMAPI, etc.)

La compétence GEMAPI est détenue par l'intercom de la Vire au Noireau. Néanmoins, L'énergie (l'approvisionnement des chaufferies communales en bois local) et l'urbanisme sont des compétences de notre collectivité.

Autres structures (syndicats, EPTB, etc.) œuvrant sur le territoire avec des champs de compétence eau/biodiversité :

- Intercom de la Vire au Noireau (GEMAPI)
- Agence de l'eau Seine-Normandie
- Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement des Bruyères (SIAEPA)
- Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)



Votre collectivité est-elle située dans le périmètre d'un Parc naturel régional ?

- ☒ Non
☐ Oui, précisez lequel.

Si votre collectivité est dans le périmètre d'un Parc naturel régional, précisez si vous avez intégré la charte et si vous avez informé l'équipe du Parc de votre candidature :

Précisez la liste des partenaires associés à la démarche TEN :

- CPIE des Collines Normandes
- Réseau Haie Normandie
- Office de Tourisme du Pays de Vire
- Intercom de la Vire au Noireau

Votre collectivité est-elle concernée par des mesures compensatoires liées à des atteintes à la biodiversité dans le cadre de projets soumis à l'application de la séquence « Éviter – Réduire - Compenser »¹ ?

- ☒ Non
☐ Oui

Précisez :

Votre collectivité dispose-t-elle de propriétés foncières (hors zone urbanisée du PLU(ii)) ? :

1. Pour savoir si votre commune est concernée par une mesure compensatoire liée à des atteintes à la biodiversité, consultez cette page sur le portail de la DREAL Normandie : <https://valdlux.din.developpement-durable.gouv.fr/commune?communes=&selement=165,169>

Pouvez-vous présenter en quelques lignes votre territoire en explicitant les points suivants : Est-il plutôt rural, urbain, péri-urbain ? Quels types de paysages, de milieux naturels le composent ?

Quels sont les atouts de votre territoire en matière de biodiversité, ainsi que les principales pressions s'exerçant sur celle-ci ?

Si vous en avez identifié, précisez les éventuels obstacles pour agir en faveur de la biodiversité.

Valdallière est une commune nouvelle, composée de 14 communes déléguées. D'une superficie de 157,94 km² pour seulement 5 839 habitants, c'est une commune rurale essentiellement composée de prairie et de cultures. Malgré une faible superficie de boisement, le paysage est typique du bocage normand.

Du fait de sa taille et sa position topographique, la commune se situe aux sources de nombreux affluents de la Vire et de l'Orne, proposant de nombreux cours d'eau et zones humides. Ainsi, ce ne sont pas moins de 5 ZNIEFF de type 1, 3 ZNIEFF de type 2, 1 Arrêté de Protection de Biotope et 3 sites Natura2000 qui sont présents sur la commune.

Depuis sa création (en 1997), chaque année, la commune fait appel au Programme de Recomposition Paysager proposé par le département. Celui-ci fonctionne ainsi, pour inciter les agriculteurs à planter des haies, le département finance 70% de la plantation : travaux et fourniture (plants labellisés Végétal Local). Valdallière a choisi de financer les 30% restant, ainsi, les agriculteurs et particuliers n'ont rien à déboursier pour obtenir une haie avec ou sans clôture. En 28 ans, ce sont plus de 250km de haies qui ont été plantés.

De plus, dans une démarche de réduction d'empreinte carbone, Valdallière a investi dans deux chaufferies bois. Cela fait 13 ans que la filière "bois bocager", achète des copeaux aux agriculteurs de la commune (à un prix avantageux), leur permettant de valoriser les haies en bois énergie (approvisionnement ultra local).

En travaillant directement avec les agriculteurs de l'aval à l'amont de la filière, la commune est devenue une référence en matière de mise en place de filière bois locale.

Malgré tout, un essouffement dans le programme de recomposition paysager est constaté. Il y a toujours plus de linéaire arraché que de haies plantées.

Le paysage étant principalement agricole, les pressions sur les haies, et la biodiversité associée, viennent majoritairement de la réduction des surfaces en prairie, de l'agrandissement des parcelles pour la production céréalières (arrachage des haies) ou encore de mauvaises pratiques d'

Votre territoire présente-t-il une vulnérabilité particulière aux impacts liés au changement climatique (ruissellement, inondation, îlot de chaleur, sécheresse, érosion littorale, etc.) ?

Projetez-vous de mettre en place des Solutions d'adaptation fondées sur la Nature (SafN) permettant de répondre à ces éventuelles problématiques ?

Oui, avec le changement climatique la fréquence et l'intensité des aléas hydrométéorologiques vont s'accroître. Érosion des sols, stress hydrique estival et une augmentation des températures (conduisant par exemple à un mal-être bovin et une diminution des rendements laitier) sont attendus sur notre territoire.

Les SFN prévues sont essentiellement la restauration ou création de milieux naturels (ou semi-naturels) : haies (perpendiculaire aux pentes), zones humides, boisements et ripisylves, agroforesterie.

BILAN DE RÉALISATION DES ENGAGEMENTS DE VOTRE COLLECTIVITÉ

La section suivante a pour objectif de vous permettre de renseigner les actions réalisées ou engagées par votre collectivité pendant les trois années de votre reconnaissance TEN.

Les questions de cette section font référence aux pages 13 à 37 de votre précédent dossier de candidature (c'est-à-dire les engagements que vous avez notifiés par le biais des cases orange cochées ainsi que les fiches projet).

Vos réponses permettront au jury d'évaluer le niveau de réalisation des engagements de votre collectivité pendant votre période de reconnaissance.

Il n'est pas attendu que votre collectivité se soit engagée dans chacune des propositions d'actions listées ci-dessous. Vous pouvez renseigner dans les encadrés des actions finalisées ou encore en cours.

Quelles actions votre collectivité a-t-elle mis en œuvre afin d'améliorer ses connaissances sur la biodiversité du territoire ?

Exemples : Études faune/flore, ABC, diagnostic TVB, cartographie d'espaces naturels, élaboration d'une stratégie biodiversité, consultation de spécialistes de la biodiversité en amont de projets, etc.

Étude faune/flore

Atlas des Paysages de Normandie

TVB recentré sur Valdallière. Le diagnostic initial a été produit à l'échelle de l'intercom mais la commune s'est emparé des données afin de les faire vivre à son échelle, par exemple en incitant les plantations de haies dans les corridors vert déjà identifiés.

Aussi, de récentes études ont permis de mettre en lumière la relation directe entre le maillage bocager (hauteur et densité de haies) avec le microclimat (présence ou absence du climat forestier). Le climat forestier en milieu agricole semis-ouvert présente un cortège d'espèce associé à l'écosystème de lisière forestière qui est plus riche en biodiversité qu'une plaine ouverte, sans haies.

Le Grain bocager permet d'appréhender le climat forestier sur le territoire, vous trouverez plus d'information au lien suivant :

<https://chloe.inrae.fr/grain-bocager/>

Les Cluster du grain bocager permettent de déterminer les îlots de climat forestier indépendants, non connectés. L'intérêt serait de reconnecter les îlots pour maintenir une continuité écologique. La commune utilise le Grain bocager et les Cluster via l'outil CHLOE, qui permet de simuler l'impact de l'ajout et la suppression de haie sur le microclimat, afin inciter à la plantation de haies.

2 étude érosion ruissellement.



Quelles démarches en faveur de la biodiversité votre collectivité a-t-elle mis en œuvre dans sa politique de planification ?

Exemples : Mesures en faveur de la biodiversité dans les documents d'urbanisme, lutte contre l'étalement urbain, outils fonciers mobilisés, démarche d'acquisition de milieux naturels, PCAET, Plan de déplacement urbain, etc.

Les communes dotées d'un PLU ont classé certaines haies.

Dans le cadre de l'opération Petites Villes de Demain, une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) a été programmée.

La collectivité a intégré la préservation de la biodiversité dans le PCAET.

Soutiens et développement de circuits courts via l'alimentation locale de la restauration collective communale, et au sein du tiers-lieu.

Aménagement en faveur des mobilités douces.

Quelles actions en faveur de la biodiversité votre collectivité a-t-elle mis en place dans les opérations d'aménagement de son territoire ?

Exemples : Opérations d'urbanisation respectant la trame verte et bleue déjà en place, restauration de corridors, désimperméabilisation d'espaces, gestion alternative des eaux pluviales, réduction de la pollution lumineuse nocturne, création d'îlots de fraîcheur, développement de l'agriculture urbaine, renaturation d'espaces artificialisés, requalification de friches, programmes de lutte contre l'érosion des sols, intégration de la séquence ERC, etc.

Plantations de haies bocagères.

Étude érosion/ruissellement (CPIE) sur plusieurs secteurs de la commune.

Limiter l'imperméabilisation des sols via la création de parkings perméables.

Introduction de plants maraîchers (tomates, courges...) dans les jardins communales.

Apport de Végétal dans le bourg de Vassy dans le cadre de son aménagement.

Plantation de poiriers devant les 14 mairies déléguées.

Quelles actions visant à améliorer les capacités d'accueil de la biodiversité sur vos espaces verts votre collectivité a-t-elle mis en place ?

Exemples : Plan de gestion différenciée, fauches tardives, création de zones refuges, utilisation de plantes vivaces et/ou mellifères, utilisation espèces végétales locales, maintien d'arbres morts sur pied, paillage du sol, arrêt de l'utilisation des produits phytosanitaires, suppression des bâches plastique pour recouvrir le sol, labellisation écologique d'espaces, création de micro-milieus, vergers conservatoires, écopâturage, végétalisation de cimetière, etc.

Utilisation de végétaux sauvages issus de la marque Végétal local.

Plan de gestion différencié, Fauches tardives, Utilisation de plantes vivaces et/ou mellifères, paillage au sol, arrêt de l'utilisation des produits phytosanitaires.

Déminéralisation de l'espace public au profit d'espaces végétalisés.

Encouragement de l'enherbement spontané des surfaces stabilisées, des cheminements, des pieds d'arbres (avec surveillance et traitement des EEE).

Plantation de plantes mellifères adaptées aux conditions locales.

Végétalisation des cimetières.

Quelles actions en faveur de la gestion ou de la restauration de ses milieux naturels et/ou agricoles votre collectivité a-t-elle mis en place ? Précisez vos éventuels partenaires sur ces actions.

Exemples : Restaurations de mares, de zones humides, de pelouses calcicoles, de cours d'eau, plantations de haies bocagères, réouverture de milieux, programme de gestion des espèces exotiques envahissantes, etc.

Plantation de haies bocagère : Rivière et Bocage, Pépinière LEVAVASSEUR, CD14, Intercom de la Vire au Noireau, CPIE, Agriculteur-ices.

Un arrêté préfectoral en date du 14 mars 2022 a été pris pour la lutte contre le ragondin (*myocastor coypus*) et le rat musqué (*ondatra zibethicus*), l'ensemble du département du Calvados étant déclaré infesté par ces animaux. Rémunération des piégeurs. FREDON.

Recueil et Inventaires des propriétés foncières communales et de leur typologie (prairies, bosquets...) dans la perspective d'une gestion en faveur de la biodiversité.

Quelles actions en faveur de la protection d'espèces protégées, menacées ou indicatrices du fonctionnement écologique des milieux votre collectivité a-t-elle mis en place ?

Exemples : protection des chauves-souris, aménagement de clochers d'église permettant l'accès de la chouette effraie, protection des nids d'hirondelles, actions en faveur des poissons migrateurs ou des pollinisateurs sauvages, etc.

Suivi scientifique assuré par le Groupe Mammalogique Normand du clocher d'église de Burcy abritant des Grand Murin (chauves-souris) - site Natura2000.

Quelles actions à destination des agents et/ou élus ont été mises en place afin de favoriser leur montée en compétence sur les sujets biodiversité, ainsi qu'une plus grande transversalité dans la prise en compte de celle-ci dans les politiques publiques de la collectivité ?

Exemples : formations, visites de terrain, implication des agents dans des sciences participatives, etc.

Lors de la commission Agriculture-Environnement, les élus sont sensibilisés sur les sujets/enjeux de biodiversité sur la commune, en salle ou sur le terrain (visite de chantier de plantation).
Formation à la gestion différenciée des espaces verts.
Échanges avec les agents sur le traitement des EEE.

Quelles actions visant à sensibiliser et mobiliser les acteurs du territoire (habitants, scolaires, agriculteurs, entreprises, etc.) sur les sujets en lien avec la biodiversité votre collectivité a-t-elle mis en place ?

Exemples : Sorties nature, fête de la nature, sciences participatives, expositions, conférences, jardins partagés, chantiers participatifs, subventions, etc.

Reportages réguliers dans les journaux de la collectivité.
Publication régulière de communiqués de presse sur les actions en faveur de la biodiversité.
Panneaux pédagogiques sur sites.
Communication sur site (gestion différenciée, haies bocagères, valorisation en copeaux, chauffage grâce aux copeaux).
Mise en place d'une mare, d'un potager et d'un verger pédagogique.
Plantation de haies bocagères avec les élèves dans le cadre du Programme de Recomposition Paysagère.

Merci d'indiquer ci-dessous les éventuelles actions supplémentaires que vous n'aviez pas inscrites au précédent dossier de candidature TEN mais que votre collectivité a tout de même mis en œuvre pendant sa période de reconnaissance.

BILAN DES FICHES PROJET DU PLAN D'ACTION TEN 2023-2025

Grâce aux tableaux ci-dessous, vous allez pouvoir renseigner le degré de réalisation des fiches projet que vous aviez proposées dans votre précédent dossier de candidature (merci de bien vouloir remplir un tableau par fiche projet).

Fiche projet n°1

<p>Titre de la fiche projet</p> <p>Niveau de réalisation de l'action</p> <p>Si l'action n'a pas été réalisée (action à venir ou abandonnée), précisez les raisons.</p> <p>Précisez succinctement ce qui a été réalisé dans le cadre de l'action (dans le cas d'une action terminée ou en cours).</p> <p>Précisez le budget engagé pour la réalisation de l'action, ainsi que les éventuels financeurs mobilisés (<i>Etat, Région, Agences de l'eau, Départements, Fonds privés, etc.</i>).</p> <p>Précisez quelle a été la mobilisation autour de l'action (partenaires techniques, agents et élus, habitants, autres acteurs du territoire, etc.) ?</p> <p>Expliquez succinctement les points forts de l'action et les éventuelles difficultés rencontrées.</p> <p>Indicateurs de résultat si vous en avez défini (nb d'arbres plantés, surface désimperméabilisée, nb d'animations réalisées, etc.).</p>	<p>Formation à la gestion différenciée des espaces verts</p> <p> <input checked="" type="checkbox"/> Terminée <input checked="" type="checkbox"/> En cours <input checked="" type="checkbox"/> À venir <input type="checkbox"/> Abandonnée </p> <p>Certains agents ont suivi des formations, d'autres vont en suivre prochainement.</p> <p>Les agents ont suivi des formations sur les thèmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion des plantes vivaces - Désherbage des espaces public respectueux de l'environnement - Gestion sobre et raisonnée de l'eau - Initiation à la gestion différenciée des espaces verts. <p>Les formations étaient délivrées par le CNFPT, donc sur les heures de travail, mais la commune n'as pas engagé de budget.</p> <p>Agents techniques, CNFPT.</p> <p>Des idées on émergentes sur les différents pôles, comme l'éco-pâturage ou la gestion différenciée de certains sites (notamment les cimetières végétalisés). La difficulté principale et la sensibilité des riverains qui considèrent, par exemple, un espace non fauché comme "sale" ou "négligé" et préférerait une taille des haies et des tontes régulières pour "faire propre".</p> <p>Avancée dans la végétalisation des cimetières : après quelques années et des réticences, les riverains sont plutôt satisfaits, la prochaine étape (en cours) : planter des arbres fruitiers dans ces lieux. Des idées et propositions en matière d'aménagement émergent, reste à déterminer si elles sont une gain de temps.</p>
--	---

BILAN DES FICHES PROJET DU PLAN D'ACTION TEN 2023-2025

Grâce aux tableaux ci-dessous, vous allez pouvoir renseigner le degré de réalisation des fiches projet que vous aviez proposées dans votre précédent dossier de candidature (merci de bien vouloir remplir un tableau par fiche projet).

Fiche projet n°2

<p>Titre de la fiche projet</p> <p>Niveau de réalisation de l'action</p> <p>Si l'action n'a pas été réalisée (action à venir ou abandonnée), précisez les raisons.</p> <p>Précisez succinctement ce qui a été réalisé dans le cadre de l'action (dans le cas d'une action terminée ou en cours).</p> <p>Précisez le budget engagé pour la réalisation de l'action, ainsi que les éventuels financeurs mobilisés (<i>Etat, Région, Agences de l'eau, Départements, Fonds privés, etc.</i>).</p> <p>Précisez quelle a été la mobilisation autour de l'action (partenaires techniques, agents et élus, habitants, autres acteurs du territoire, etc.) ?</p> <p>Expliquez succinctement les points forts de l'action et les éventuelles difficultés rencontrées.</p> <p>Indicateurs de résultat si vous en avez défini (nb d'arbres plantés, surface désimperméabilisée, nb d'animations réalisées, etc.).</p>	<p>Programme de Recomposition Bocager : vers une gestion durable</p> <p> <input type="checkbox"/> Terminée <input checked="" type="checkbox"/> En cours <input checked="" type="checkbox"/> À venir <input type="checkbox"/> Abandonnée </p> <p>Suite à de nombreux changements de personnel (4 technicien-ne bocage en 3 ans), Valdallière n'a pas réussi à se structurer en Organisation Collective de Gestionnaires (OCG) pour inciter les agriculteurs à aller vers l'utilisation d'outils de gestion durable (Plan de Gestion Durable des Haies, LabelHaie).</p> <p>Effectif depuis plus de 25 ans maintenant, le Programme de Recomposition Paysagère a permis de planter 18.8km de haies entre 2023 et 2025 (certaines essences étant labellisées Végétal Local).</p> <p>Entre 2023 et 2025, 89 611€ investis dans le programme, dont 62 728€ engagé par le département du Calvados et 26 883€ engagé par la commune.</p> <p>Entre 2023 et 2025, se sont 67 agriculteur-ices qui se sont engagé-es dans le programme, conduit par le/la technicien-ne. La commission Agriculture/Environnement composée d'élus s'est tenue plusieurs fois, chaque année pour veiller au bon déroulement du programme. Des études Érosion/Ruissellement réalisées par le CPIE des collines normandes, on été conduites afin de déterminer les secteurs les plus sensibles de la commune et d'accentuer l'effort de plantation dans ces territoires à risque.</p> <p>L'avantage de cette action est sa pérennité dans le temps. Les agriculteurs, entreprises et associations du territoire connaissent le fonctionnement de la commune, ses attentes et ses besoins. Mais le turnover important sur le poste de technicien-ne bocage, ces dernières années, n'as pas permis l'utilisation des ressources existantes (Atlas des paysages, cartes d'enjeux environnementaux, TVB, Érosion Ruissellement, inventaire des chemins de randonnée, Grain bocager) ni d'inciter à la plantation ou sensibiliser aux bonnes pratiques de gestion des haies. De ce fait le linéaire planté sur ses 3 ans est relativement faible. C'est pour la</p> <p>18.8km de haies entre 2023 et 2025. Par rapport à nos indicateurs de suivi, nous n'avons pas de suivi de groupe d'agriculteurs, ni de LabelHaie et donc pas d'évolution notable dans la gestion durable de haies.</p>
---	--

Grâce aux tableaux ci-dessous, vous allez pouvoir renseigner le degré de réalisation des fiches projet que vous aviez proposées dans votre précédent dossier de candidature (merci de bien vouloir remplir un tableau par fiche projet).

Fiche projet n°3

<p>Titre de la fiche projet</p> <p>Niveau de réalisation de l'action</p> <p>Si l'action n'a pas été réalisée (action à venir ou abandonnée), précisez les raisons.</p> <p>Précisez succinctement ce qui a été réalisé dans le cadre de l'action (dans le cas d'une action terminée ou en cours).</p> <p>Précisez le budget engagé pour la réalisation de l'action, ainsi que les éventuels financeurs mobilisés (<i>Etat, Région, Agences de l'eau, Départements, Fonds privés, etc.</i>).</p> <p>Précisez quelle a été la mobilisation autour de l'action (partenaires techniques, agents et élus, habitants, autres acteurs du territoire, etc.) ?</p> <p>Expliquez succinctement les points forts de l'action et les éventuelles difficultés rencontrées.</p> <p>Indicateurs de résultat si vous en avez défini (nb d'arbres plantés, surface désimperméabilisée, nb d'animations réalisées, etc.).</p>	<p>La préservation du linéaire bocager grâce aux chemins de randonnée</p> <p> <input type="checkbox"/> Terminée <input checked="" type="checkbox"/> En cours <input checked="" type="checkbox"/> À venir <input type="checkbox"/> Abandonnée </p> <p>Certaines étapes du calendrier prévisionnel ont été réalisées, notamment la plus longue : la réalisation d'un inventaire et une caractérisation des chemins de randonnée. L'office de tourisme du Pays de Vire (partenaire du projet) et l'intercom (qui possède la compétence de gestion des chemins de randonnée) travaillent actuellement afin de nous restituer la base de données des chemins, indispensable pour référencer les parcelles riveraines et déterminer les propriétaires et gestionnaires chez qui replanter des haies. Le turnover important sur le poste de technicien.ne bocage ces dernières années, n'as permis qu'un travail partiel sur ce projet, mais le plus gros étant fait, le contact avec les propriétaires des parcelles, et constitution des dossiers de plantations sera très rapide une fois les données acquises.</p> <p>Les frais d'inventaire ont été engagés par l'Office de tourisme (engagé par l'intercom) et du temps de travail par les technicien.ne bocage de la commune difficilement calculable. Environ 1 semaine de travail à permis d'inventorier et caractériser tous les chemins.</p> <p>Office de tourisme du Pays de Vire. Intercom de la Vire au Noireau. Agents techniques.</p> <p>Le turnover important sur le poste de technicien.ne bocage ces dernières années, n'as permis qu'un travail partiel sur ce projet.</p> <p>83 chemins ruraux de la commune ont été inventoriés et catégorisés.</p>
---	--

Grâce aux tableaux ci-dessous, vous allez pouvoir renseigner le degré de réalisation des fiches projet que vous aviez proposées dans votre précédent dossier de candidature (merci de bien vouloir remplir un tableau par fiche projet).

Fiche projet n°4

<p>Titre de la fiche projet</p> <p>Niveau de réalisation de l'action</p> <p>Si l'action n'a pas été réalisée (action à venir ou abandonnée), précisez les raisons.</p> <p>Précisez succinctement ce qui a été réalisé dans le cadre de l'action (dans le cas d'une action terminée ou en cours).</p> <p>Précisez le budget engagé pour la réalisation de l'action, ainsi que les éventuels financeurs mobilisés (<i>Etat, Région, Agences de l'eau, Départements, Fonds privés, etc.</i>).</p> <p>Précisez quelle a été la mobilisation autour de l'action (partenaires techniques, agents et élus, habitants, autres acteurs du territoire, etc.) ?</p> <p>Expliquez succinctement les points forts de l'action et les éventuelles difficultés rencontrées.</p> <p>Indicateurs de résultat si vous en avez défini (nb d'arbres plantés, surface désimperméabilisée, nb d'animations réalisées, etc.).</p>	<p>A la découverte du bocage et de sa création</p> <p> <input checked="" type="checkbox"/> Terminée <input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> À venir <input type="checkbox"/> Abandonnée </p> <p>L'action s'est réalisée une fois avec le collège Pasteur (situé à Caen).</p> <p>Le budget investi correspond à une partie de celui du Programme de Recomposition Paysager et du temps de travail des personnels, difficilement estimable.</p> <p>Collégiens, Agents techniques, Professeurs.</p> <p>L'expérience vécue par ces jeunes citoyens caennais venus dans une commune rurale est l'un des points forts de ce projet. Le fait d'être directement sur le terrain, les pieds dans la terre, a permis une sensibilisation à l'environnement, à la nature, à la lecture de paysage bien plus concrète qu'en classe. Le turnover important sur le poste de technicien ne bocage ces dernières années, n'a pas permis de pérenniser cette action qui n'a eu lieu qu'une seule fois.</p> <p>80m plantées par des collégiens citoyens.</p>
---	---

DÉFINITION DU NOUVEAU PROJET TEN POUR LA PÉRIODE 2026-2028

Dans ce chapitre, il vous sera demandé d'expliciter votre nouveau projet TEN, et de renseigner au minimum 1 nouvelle fiche projet, pour chacune des 3 thématiques suivantes :

- Améliorer ses connaissances sur l'état de la biodiversité du territoire / Prendre en compte la biodiversité dans l'aménagement du territoire
- Gérer, préserver et restaurer les continuités écologiques, les milieux naturels et la biodiversité locale
- Mobiliser les acteurs du territoire sur les sujets en lien avec la biodiversité

Conseil : essayez d'être le plus descriptif possible dans la rédaction de vos fiches projet, notamment concernant les objectifs et les mesures à mettre en œuvre. Cela permettra au jury de se faire une idée du caractère construit (ou non) de l'action, de son ambition, de sa cohérence avec les enjeux du territoire, etc.

Par exemple, si l'action porte sur un projet de plantations de haies, il sera appréciable de préciser le nombre de mètres linéaires qui seront plantés, les espèces végétales concernées, si le choix du secteur de plantation est en lien avec la trame verte et bleue locale, avec une problématique de lutte contre le ruissellement, etc.

L'ensemble des fiches projet renseignées constituera le plan d'actions TEN de votre collectivité pour les trois prochaines années. Chaque plan d'actions sera donc composé au minimum de 3 fiches projet.

Engagement des candidats dans la Stratégie régionale pour la biodiversité, Normandie 2030

Le dispositif « Territoires engagés pour la nature » représente l'engagement des collectivités dans la **Stratégie régionale pour la biodiversité, Normandie 2030**.

De ce fait, en candidatant à « Territoires engagés pour la nature », vous :

- ☒ Adhérez aux défis et aux objectifs opérationnelles de la Stratégie régionale pour la biodiversité, Normandie 2030.
- ☒ Vous engagez à promouvoir la SRB et ses modalités d'applications auprès de vos partenaires et de vos collaborateurs.
- ☒ Vous engagez à mettre en œuvre des actions concrètes pour atteindre les objectifs opérationnels de la SRB.
- ☒ Acceptez de figurer sur la liste publique des acteurs qui agissent dans le cadre de la Stratégie régionale pour la biodiversité, Normandie 2030.

Votre nouveau projet TEN pour 2026-2028

Veillez décrire ci-dessous le projet de votre collectivité en faveur de la biodiversité pour les trois prochaines années.

N'hésitez pas à :

- mettre en évidence la cohérence des actions que vous souhaitez mettre en place au regard de votre précédente candidature, des enjeux ou spécificités de votre territoire, des objectifs visés par cette nouvelle candidature, etc.
- expliciter en quoi le nouveau projet TEN vous engage dans une démarche de progrès supplémentaire par rapport à votre précédent engagement.

Depuis sa création (en 1997), chaque année, Valdallière fait appel au Programme de Recomposition Paysager proposé par le département. Celui-ci fonctionne ainsi, pour inciter les agriculteurs à planter des haies, le département finance 70% de la plantation : travaux et fourniture (plants labellisés Végétal Local). Valdallière a choisi de financer les 30% restant, ainsi, les agriculteurs et particuliers n'ont rien à déboursier pour obtenir une haie avec ou sans clôture. En 28 ans, ce sont plus de 250km de haies qui ont été plantés.

De plus, dans une démarche de réduction d'empreinte carbone, Valdallière a investi dans deux chaufferies bois. Cela fait 13 ans que la filière "bois bocager", achète des copeaux aux agriculteurs de la commune (à un prix avantageux), leur permettant de valoriser les haies en bois énergie (approvisionnement ultra local).

En travaillant directement avec les agriculteurs de l'aval à l'amont de la filière, la commune est devenue une référence en matière de mise en place de filière bois locale.

Malgré tout, un essoufflement dans le programme de recomposition paysager est constaté. Il y a toujours plus de linéaire arraché que de haies plantées.

L'incitation à la plantation et la labellisation sont nos principaux projets visant à renforcer le Programme de Recomposition Paysager et à assurer la gestion durable des haies sur notre territoire. Ces projets sont dans la continuité de notre précédente candidature, avec un objectif supérieur : atteindre zéro perte nette de linéaire bocager (voir fiche « Programme de Recomposition Bocager : vers une gestion durable » et « La préservation du linéaire bocager grâce aux chemins de randonnée » candidature TEN 2023-2025). En considérant qu'il est arraché presque 19 km de haie par an sur Valdallière, il faudrait en planter autant tous les ans.

Pour ce faire, il suffit d'animer les nombreuses études déjà menées sur le territoire : Érosion-ruissellement, trame verte et bleue, chemins de randonnée, Grain bocager et Cluster. Toutes celles-ci permettront de démarcher les agriculteurs et les propriétaires afin de les inciter à planter.

Aussi, la commune a toujours la volonté d'allier développement de la biodiversité avec valorisation économique. C'est pourquoi, la structuration de Valdallière en OCG (Organisation Collective de Gestionnaires) facilitera l'obtention d'un revenu directement lié aux haies pour les exploitations labellisées LableHaie. Mais aussi, la commune valorisera le label avec la filière "bois bocager" en achetant à un prix encore plus avantageux le bois issu de haies labellisées.

Cette, redynamisation du Programme de Recomposition Paysager et de la filière Bois Bocager, passe obligatoirement par une communication efficace. Ainsi, le projet de Newsletter trimestriel permettra de renforcer le dialogue avec les citoyens, sensibiliser aux bonnes pratiques, inciter à la plantation et à la labellisation.

Enfin, parce que l'on protège ce que l'on connaît, le projet d'Atlas de Biodiversité Communal permettra aux citoyens de se rendre compte du potentiel environnemental de la commune et d'agir en conséquence. Ce sera un travail de fond, qui s'étalera sur plusieurs années et qui permettra un engagement des acteurs dans la durée.

Plus concrètement, avec le projet de gestion durable des boisements communaux, la commune souhaite montrer l'exemple et accueillir la biodiversité sur ces quelques parcelles boisées. Avec la création de deux mares et la rédaction de document de gestion durable, la commune s'assurera de la libre évolution de ses bosquets.

FICHE PROJET

Thématique :

Améliorer ses connaissances sur l'état de la biodiversité du territoire / Prendre en compte la biodiversité dans l'aménagement du territoire

Titre de l'action :

Initier un Atlas de la Biodiversité Communal sur une partie de la commune

Organisme / institution en charge de la mise en œuvre (si ce n'est pas la collectivité directement)

Intercom de la Vire au Noireau ou Commune de Valdallière - Service Environnement

Services de la collectivité associés :

Service Environnement
Agents techniques espaces verts
Agents scolaires



Budget global de l'action et montant d'auto-financement :

Une partie de la dotation aménités rurales (de 29 027€).

Éventuels partenaires financiers :

OFB à 80% du projet.

Éventuels partenaires techniques :

Intercom de la Vire au Noireau
CPIE
OFB
Associations naturalistes



Période de mise en œuvre :

2026-2030

Objectifs :

Ce projet permet de relever les défis :

défi V. Des savoirs partagés et interdisciplinaires pour étudier les évolutions de la biodiversité accentuées par le changement climatique
v1 - Animer et coordonner une stratégie de la connaissance de la biodiversité normande

défi I. Les normands sensibles à la nature, volontaires pour la préserver

I.4 Renforcer le dialogue avec les citoyens pour concilier préservation des espaces naturels et usages économiques

I.2 Organiser chaque année 300 actions de « mise en expérience de nature » sous toutes ses formes, en direction des publics scolaires et hors scolaires

Objectif principal : acquérir des connaissances naturalistes sur la biodiversité présente sur la commune, définir les enjeux environnementaux d'une partie de la commune et déterminer des actions à réaliser. Sensibiliser les riverains et les agriculteurs (principaux acteurs du territoire) à la biodiversité commune pour qu'ils la prennent en compte dans leur gestion et exploitations.

Mesures à mettre en œuvre et calendrier prévisionnel :

Durée de mise en œuvre de l'ABC sera d'environ 3-4ans.

2026 : Etape 0 - Déterminer avec l'Intercom sur quelle partie de la commune, et sur quels enjeux (espèces, habitats) réaliser l'ABC. Convenir à une méthode de travail, comité techniques, gestion de projet afin que Valdallière reste acteur et impliqué dans le projet.

2026 : Etape 1 - INVENTAIRE DES CONNAISSANCES

En partie déjà réaliser, il consiste au recensement des informations sur la biodiversité déjà existantes. Identifier quel type d'ABC on veut réaliser.

2026 : Etape 2 - PLAN DE PROSPECTION À PARTIR DES PRIORITÉS IDENTIFIÉES

Identifier les compétences nécessaires pour réaliser les inventaires, selon les besoins du territoire.

2027 : Etape 3 - MOBILISER LES CITOYENS

Diversifier les public cibles : agriculteurs, propriétaires, écoles, collèges, office de tourisme.

Différents niveaux d'informations, sensibilisation, participation (conseil local de la biodiversité ?)

2027 : Etape 4 - RÉALISER LE DIAGNOSTIC : INVENTAIRES À LA HIÉRARCHISATION DES ENJEUX

Utilisation du référentiel scientifique de protocoles CAMPanule

2028 : Etape 5 - FORMALISER LES RÉSULTATS : SYNTHÈSES ET CARTOGRAPHIE DES ENJEUX

2028 - 2030 : Etape 6 - LE PLAN D' ACTIONS LOCALES

En concertation avec les habitants et l'ensemble des acteurs locaux (associations de protection de la nature, conservatoires botaniques nationaux, association de randonneur, chasseurs, CIVAM, agriculteurs, Intercom...).

Thématique d'action envisagées : connaissance et sensibilisation / gestion et restauration / aménagement du territoire.



Résultats / impacts attendus sur la biodiversité :

Dans la durée du Label, en 2028, nous espérons avoir atteint l'étape 4, les inventaires devront être réalisés.

Indicateurs de suivi et/ou de réalisation de l'action :

Validation des étapes et calendrier prévisionnel.

Indiquez d'éventuels besoins en accompagnement liés à l'action (besoin technique, montage financier, point de blocage, etc.) :

Conception et Gestion de projet (Formalisation d'un rétroplanning réalisable et rendez-vous réguliers).

Contact et mise en réseau avec les différents parties prenantes du projets (associations naturalistes, LPO...).

FICHE PROJET

Thématique :

Gérer, préserver et restaurer les continuités écologiques, les milieux naturels et la biodiversité locale

Titre de l'action :

Programme de recomposition paysager dynamisé

Organisme / institution en charge de la mise en œuvre (si ce n'est pas la collectivité directement)

Services de la collectivité associés :

Environnement

Budget global de l'action et montant d'auto-financement :

Environ 40 000€ par an. Par an, 28 000€ financés par le département du Calvados et 12 000€ financés par la commune.

Éventuels partenaires financiers :

Département du Calvados.

Éventuels partenaires techniques :

Intercom de la Vire au Noireau, Rivière et Bocage, Pépinière LEVAVASSEUR, CPIE des Collines Normandes.

Période de mise en œuvre :

2025-2028, conception des dossiers printemps été, plantation en hiver.

Objectifs :

Ce projet permet de relever le défi :

défi III. Les acteurs économiques engagés pour développer leur activité en favorisant la biodiversité.

III.3 Maintenir et entretenir les haies pour atteindre un objectif de zéro perte nette de linéaire à l'échelle normande à l'horizon 2030.

défi I. Les normands sensibles à la nature, volontaires pour la préserver

I.4 Renforcer le dialogue avec les citoyens pour concilier préservation des espaces naturels et usages économiques

I.2 Organiser chaque année 300 actions de « mise en expérience de nature » sous toutes ses formes, en direction des publics scolaires et hors scolaires

- Réaliser au moins 25% des ouvrages préconisés dans les deux études érosion-ruissellement (conduite par le CPIE).
- Reconnecter 100% les 2 Cluster présents sur la commune (utilisation de l'outil CHLOE développé par l'INRAE).
- Reboiser au moins 25% des chemins de randonnée présentant des haies érodées.
- Intensifier les plantations dans les secteurs de la Trame Verte et des zones "potentiel" dans le grain bocager.
- Animer le territoire et le sujet des haies.

Mesures à mettre en œuvre et calendrier prévisionnel :

- 1 - Inventorier les parcelles et les propriétaire/exploitant concerné par :
- les ouvrages préconisés dans les études érosion-ruissellement;
 - les chemins de randonnée présentant des haies érodées (présentant seulement une strate);
 - un Grain bocager ouvert (faible densité de haies) et un Cluster (haie ou bosquet isolé).

De manière annuelle :

- 2 - Contacter et prendre rendez-vous avec les agriculteur-ices concernées.
- 3 - Lors du rendez-vous, informer, sensibiliser afin de trouver des compromis pour planter dans ces secteurs.
- 4 - Montage de dossier et plantation :
- Constitution des dossiers de plantations ;
 - Signature des engagements (planteurs et maire délégué);
 - Dépôt auprès du département ;
 - Réalisation des chantiers à partir du mois de novembre ;
 - Réception des chantiers en avril.

Résultats / impacts attendus sur la biodiversité :

Densification du maillage bocager au niveau de la trame verte.
Accueil pour la biodiversité.
Suppression des Clusters.
Protection face à l'érosion et au ruissellement.
Limitation de l'entretien nécessaire sur les chemins de randonnée.
Rencontres entre acteurs du territoire (propriétaires/exploitants ayant planté).


Précisez d'éventuels indicateurs permettant d'effectuer un suivi de l'action :

Actuellement, ont été réalisés :

0/329 ouvrages préconisés dans l'étude érosion-ruissellement;

0/2 Cluster disparu de la commune ;

0/25 Chemins de randonnée présentant des haies érodées reconstitué.

Organiser chaque année des "balade de planteur-euses". Au printemps, après la réception des derniers chantier de plantation, organiser une 

Précisez d'éventuels indicateurs permettant d'évaluer la réalisation de l'action :

Quantité totale d'ouvrage réalisé par type d'objectif.

Quantité de "balade de planteur-euses" réalisés et nombre de participants.

Indiquez d'éventuels besoins en accompagnement liés à l'action (besoin technique, montage financier, point de blocage, etc.) :

FICHE PROJET

Thématique :

Mobiliser les acteurs du territoire sur les sujets en lien avec la biodiversité

Titre de l'action :

Organisation collective de gestionnaires et LabelHaie

Organisme / institution en charge de la mise en œuvre (si ce n'est pas la collectivité directement)

Services de la collectivité associés :

Environnement

Budget global de l'action et montant d'auto-financement :

Achat des copeaux aux agriculteurs de la commune, chaque année la commune achète environ 670 tonnes pour 52 000€.
Il faut ajouter le coût la structuration en OCG (Organisation collective de gestionnaires), le coût des contrôles de CERTIS (organisme certificateur) et l'achat un peu plus élevé copeaux issue de haies labellisées, aux alentours de 10 000 à 15 000€ par an.

Éventuels partenaires financiers :

Éventuels partenaires techniques :

CUMA
SDEC

Période de mise en œuvre :

A partir de 2026

Objectifs :

Ce projet permet de relever le défi :

défi III. Les acteurs économiques engagés pour développer leur activité en favorisant la biodiversité.

III.3 Maintenir et entretenir les haies pour atteindre un objectif de zéro perte nette de linéaire à l'échelle normande à l'horizon 2030.

Dans le cadre de la filière "bois bocager", la commune souhaite s'assurer de la gestion durable des haies. Ainsi, en 2022, le Conseil municipal a délibéré pour mettre en place une labellisation progressive de ses fournisseurs en bois déchiqueté.

L'objectif est d'acheter chaque année au moins 5% des copeaux labellisés LabelHaie via la filière "bois bocager" et de plus en plus chaque année.

Mesures à mettre en œuvre et calendrier prévisionnel :

2025 : Formation du personnel en tant qu'auditeur LabelHaie.

2026 : Structuration de Valdallière en OCG (nécessite au minimum 5 exploitations souhaitant se labelliser).

A partir de 2026:

- Achat de copeaux issus de haies labellisées à prix avantageux (objectif d'inciter à la labellisation).
- Une fois labellisé, pour maintenir le Label, l'exploitation à 2 ans pour cartographier et réaliser un PGDH (Plan de Gestion Durable des Haies).

Résultats / impacts attendus sur la biodiversité :

Chez les agriculteurs non labellisés :

- Prise de conscience du potentiel des haies.
- Sensibilité accrue des enjeux autour de la haie.

Chez les agriculteurs labellisés :

- Revenu supplémentaire via la PAC.
- Amélioration des pratiques de gestion des haies.
- Prise en compte des fonctionnalités de la haie dans l'exploitation.

Précisez d'éventuels indicateurs permettant d'effectuer un suivi de l'action :

Quantité de tonne achetée à une exploitation Labellisée LabelHaie.

Précisez d'éventuels indicateurs permettant d'évaluer la réalisation de l'action :

Acheter au moins 67 tonnes de copeaux issus de haies labellisées LabelHaie par an.

Indiquez d'éventuels besoins en accompagnement liés à l'action (besoin technique, montage financier, point de blocage, etc.) :

DOSSIER DE CANDIDATURE SIMPLIFIÉ - 2025

À retourner complété au plus tard le 26 septembre 2025, avec l'ensemble des pièces complémentaires demandées (cf. page 5 de ce dossier) à l'adresse mail suivante : guillaume.salagnac@anbdd.fr.

Contact / plus d'infos :

Guillaume Salagnac, chargé de mission Mobilisation des collectivités / TEN
Agence normande de la biodiversité et du développement durable
Tel. : 06 40 73 96 54
Mail : guillaume.salagnac@anbdd.fr

Le collectif régional

Territoires engagés pour la nature

en Normandie



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-18**

OBJET :

**Programme de
plantations de haies
2025-2026**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAL Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

DELIBERATION N° 2025-0915-18

OBJET : Programme de plantations de haies 2025-2026.

Pour l'hiver 2025-2026, le linéaire de plantation envisagé dans le cadre du programme de plantation de haies s'élève à 12 593 ml pour un total de 19 dossiers individuels et un coût estimé à **81 830,82 €HT**.

Les travaux comprennent : la préparation du sol, la fourniture et la plantation des végétaux, la fourniture et la pose du paillage, la fourniture des clôtures.

Répartition des projets de plantations par commune déléguée :

Commune déléguée	Noms des dossiers	Nombre de haies	Linéaire du dossier	Linéaire de la commune déléguée
BURCY	2_LERJus	3	500	500
BERNIERES LE PATRY	17_DESYoa	6	982	982
ESTRY	5_LEBGab	5	155	155
PIERRES	6_HECDid	10	841	5229
	22_LETGui	3	3 158	
	1_VALDal	5	1230	
PRESLES	23_MONChr	2	647	647
RULLY	13_BOUCha	6	667	3 548
	4_CHABen	8	2 422	
	8_BOUMa	3	459	
LE THEIL BOCAGE	3_HEIFra	1	100	100
VASSY	18_LEMFra	1	226	226
VIESSOIX	24_LEPLau	6	342	905
	19_FONJus	8	315	
	10_MARFra	3	248	
TERRES DE DRUANCE	7_BESDel	3	499	1 531
	9_CLOLau	2	204	
	11_LERReg	6	312	
	12_DUTCyr	1	310	
	14_LECDav	2	206	

TOTAL	20	85		13 823
--------------	-----------	-----------	--	---------------

Plan de financement prévisionnel :

DEPENSES HT			RECETTES	
AGRIAL	Clôtures	5 358,69 €	DEPARTEMENT	57 281,57 €
LEVAVASSEUR	Matériaux forestiers et plants	20 357,34 €	VALDALLIERE	24 549,25 €

RIVIERES ET BOCAGES	Travaux	45 405,79 €		
Agriculteurs	Paillage (bois décheté)	10 709,00 €		
TOTAL		81 830,82 €		81 830,82 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par :

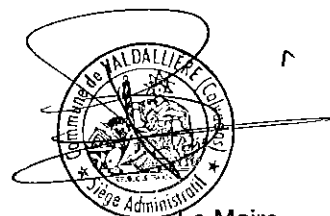
Contre	Abstention	Pour
0	1	41

- VALIDE ce programme de travaux.
- AUTORISE M. le Maire à solliciter l'aide financière du Département.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42

Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-19**

OBJET :

**Redevance d'occupation
du domaine public**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Redevance d'occupation du domaine public.

L'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques stipule que toute occupation ou utilisation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance, laquelle doit tenir compte des avantages de toute natures procurés au titulaire de l'autorisation.

L'alinéa 2 du même article prévoit les exceptions, cas dans lesquels l'autorisation peut être donnée à titre gratuit :

« 1° Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous ;

2° Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même ;

3° Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer l'exercice des missions des services de l'Etat chargés de la paix, de la sécurité et de l'ordre publics ou du contrôle aux frontières dans les aéroports, les ports et les gares ;

4° Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation permet l'exécution de travaux relatifs à une infrastructure de transport public ferroviaire ou guidé.

5° Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation est soumise au paiement de redevances sous la forme de baux ou de licences consentis à titre onéreux autorisant l'exercice de pêche professionnelle ainsi que la navigation, l'amarrage et le stationnement des embarcations utilisées pour cette activité.

En outre, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. »

Les tarifs de redevance ne s'appliqueront donc pas aux occupations prévues à l'alinéa 2 mentionné ci-dessus.

Toute occupation du domaine public nécessite une autorisation d'occupation temporaire (AOT) qui prend la forme d'un arrêté. Cette demande doit être effectuée avant toute occupation, que celle-ci soit délivrée à titre gratuit ou contre versement d'une redevance. Une fois délivrée, l'AOT est personnelle (elle ne peut être ni cédée, ni sous-louée, ni vendue), précaire (elle n'est valable que pour une durée limitée) et révocable (elle peut être suspendue ou retirée à tout moment).

Il est proposé de mettre en place les redevances suivantes :

- 3€ / m² par an pour les terrasses et étalages sur le domaine public (1m² sera facturé pour les occupations inférieures),
- 10€ par an pour les commerçants ambulants (food-trucks, vente de denrées alimentaires dans des véhicules aménagés...), les cirques, manèges et assimilés,
- 40€ par demi-journée pour les ventes au déballage.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DECIDE** de la mise en place d'une redevance d'occupation du domaine public.

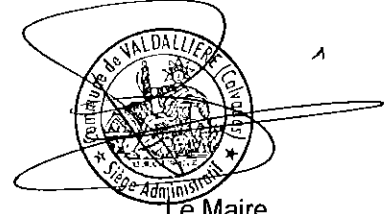
- **FIXE** les tarifs de la redevance d'occupation du domaine public tels que proposés.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-20**

OBJET :

Adoption du règlement
des services
périscopaires

Annexe :
- Règlement des services
périscopaires

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLE S	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAL Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Adoption du règlement des services périscolaires.

La commune dispose d'un règlement encadrant l'organisation des services périscolaires, notamment l'accueil du matin et du soir, la restauration scolaire ainsi que l'accueil de loisirs.

Dans le cadre d'une actualisation de ce document, plusieurs ajustements ont été apportés, visant à améliorer le fonctionnement des services et à clarifier certains points pour les familles.

Les principales évolutions concernent :

- La suppression de la possibilité d'apporter un panier repas dans le cadre de la restauration scolaire, afin de garantir le respect des normes sanitaires et d'assurer une organisation cohérente du service.
- La clarification des règles de facturation en cas de repas réservés mais non consommés, dans une logique de responsabilisation et de bonne gestion du service.

Le règlement actualisé a été présenté et validé par la commission scolaire en date du 4 septembre 2025.

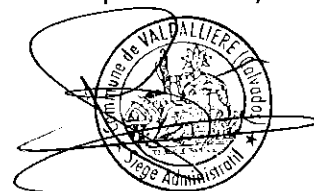
Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** le règlement des services périscolaires ci-annexé.
- **CHARGE** le maire de la mise en œuvre de ce règlement et à en assurer la diffusion auprès des familles.

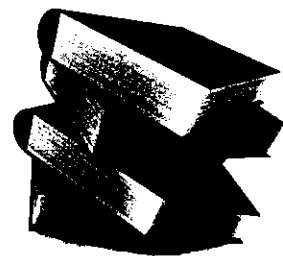
Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART



Année scolaire 2025-2026

RÈGLEMENT DES SERVICES PÉRISCOLAIRES

Les services périscolaires sont **facultatifs**. Ils ont pour but d'offrir une prestation de qualité aux enfants des écoles maternelles et élémentaires. Les réservations pour les temps périscolaires et pour la cantine se font sur le portail familles jusqu'à 23H59 la veille du jour de présence.

ARTICLE 1 : FONCTIONNEMENT DES SERVICES

TEMPS SCOLAIRE			TEMPS PÉRISCOLAIRE	
ECOLE		HORAIRE ECOLE		
		LMJV	MATIN	SOIR
VIESSOIX	Mme LE MAUX ☎ 02 58 13 00 22	Maternelle 9H – 12H 13H30–16H30 Elémentaire 9H-12H30 14H-16H30	A partir de 7H30	Jusqu'à 18H45
MONTCHAMP	Mme CORNEE ☎ 02 31 66 95 56 <i>Mardi et Vendredi</i>	Maternelle 9H – 12H 13H30–16H30 Elémentaire 9H-12H30 14H-16H30	A partir de 7H30	Jusqu'à 18H45
VASSY	Mme CORNEE ☎ 02 31 68 51 86 <i>Lundi et Jeudi</i>	Maternelle et CP CE1 9H – 12H 13H30–16H30 Elémentaire sauf CP CE1 9H-12H30 14H-16H30	A partir de 7H30	Jusqu'à 18H45

Toutes les informations concernant votre enfant devront être transmises **par mail au service scolaire** dans les plus brefs délais : scolaire@valdalliere.fr.

RESTAURANTS SCOLAIRES

La restauration scolaire fonctionne les lundi, mardi, jeudi et vendredi aux heures affichées dans chaque école.

Les menus de la semaine sont affichés dans les écoles, à la cantine et sont mis en ligne sur le site internet de la Commune, à l'adresse suivante : www.valdalliere.fr ainsi que sur le portail famille.

Les menus peuvent être modifiés en fonction des arrivages et des livraisons des fournisseurs.

TEMPS PÉRISCOLAIRES

Des activités sont proposées toute la semaine par les animateurs après la classe les lundis, mardis, jeudis et vendredis. Les enfants qui ne souhaitent pas participer à ces activités peuvent aller jouer librement sous la surveillance des adultes.

Cas particulier des maternelles :

Le personnel a la possibilité d'orienter chaque enfant de maternelle en fonction de sa demande et de son état de fatigue, vers le coin repos aménagé à cet effet. Il est le seul décisionnaire.

AIDE AUX DEVOIRS

Ce service sera proposé : lundi, mardi et jeudi sur le temps d'accueil de périscolaire du soir. Pas d'aide aux devoirs le vendredi.

Tous les enfants présents sur ce temps peuvent participer à l'aide aux devoirs, sur le créneau horaire de 17h et 18h.

Les enfants de CP/CE1/CE2 seront pris en charge par niveau. Les élèves de CM1/CM2, plus autonomes, s'installeront seuls mais pourront, bien entendu, solliciter l'aide de l'adulte.

L'objectif de ce service est d'accompagner les enfants dans leurs devoirs, expliquer et revoir certaines notions, si besoin, vérifier que le travail soit fait sans pour autant le corriger (les leçons sont revues sur le temps scolaire).

En aucun cas, les encadrants ne seront responsables si l'enfant ne souhaite pas réaliser ou finir son travail (fatigue, manque d'envie, beaucoup de devoirs...). Nous rappelons aux familles de bien vérifier auprès de leurs enfants si les devoirs sont faits convenablement le soir en rentrant à la maison.

Chaque année, les enseignants pourront rejoindre l'équipe en place pour aider les enfants et les animateurs à réaliser cette tâche dans de bonne condition.

ARTICLE 2 : ASPECT MEDICAL

Au sein des services périscolaires, conformément au décret n° 2002-833 du 3 mai 2002, aucune distribution de médicaments ne peut être effectuée par le personnel de cuisine ou d'animation pendant le temps du repas, de l'interclasse du midi ou la garderie.

Si l'enfant doit suivre un traitement médical, les parents demanderont au médecin, autant que possible, des posologies à prendre en dehors du temps scolaire ou périscolaire.

En cas d'accident, la personne responsable du service procédera à toutes les mesures d'urgence nécessaires.

Pour toutes activités périscolaire ou extrascolaire, chaque enfant inscrit devra être à jour de ses vaccins. L'éviction de la collectivité est une obligation réglementaire pour certaines pathologies Arrêté du 3 mai 1989 article 3 (L'angine à streptocoque, La coqueluche, L'hépatite A, L'impétigo, Les infections invasives à méningocoque, Les oreillons, La rougeole, La scarlatine, La tuberculose, La gastro-entérite à souche Escherichia coli ou à Shigelles).

La décision d'éviction et de retour dans la collectivité se fait sur avis médical (certificat médical).

Une ordonnance d'antibiotiques n'est ni une pièce justificative, ni un argument facilitant la réadmission de l'enfant en collectivité.

Pour certaines pathologies ne nécessitant pas l'éviction, la fréquentation de la collectivité est déconseillée à la phase aiguë de la maladie. Cette décision, prise au cas par cas, est du ressort du responsable de la structure et doit être conditionnée par le confort de l'enfant, notamment si les symptômes sont sévères.

A la cantine, les parents d'un enfant ayant des allergies ou intolérances à certains aliments devront en avvertir la commune de Valdallière lors de l'inscription au service de restauration scolaire et fournir un certificat médical ainsi que de mettre en place un Projet d'Accueil Individualisé.

Suivant les cas, la commune de Valdallière, après concertation avec le personnel du restaurant scolaire et de la commission scolaire, pourra refuser ou accepter l'inscription de l'enfant au service.



En cas d'accueil de l'enfant au service de restauration scolaire, un PAI (projet d'accueil individualisé) sera alors rédigé avec le médecin scolaire et les autres partenaires concernés. Seules les denrées alimentaires préparées directement en cuisine seront acceptées dans les restaurants scolaires, conformément aux normes HACCP. Aucun panier repas ne sera pris en charge.

ARTICLE 3 : DISCIPLINE

RÈGLES DE VIE

Conscients que la vie en collectivité nécessite des efforts, le personnel interviendra pour appliquer les règles de vie (ci-dessous énoncées) visant au respect des personnes et des biens.

Lors des temps périscolaires, les enfants ne doivent ni quitter la cour de l'école sans la présence d'un adulte, ni pénétrer dans les salles de classe sans autorisation, mais également ne pas jouer dans les toilettes.

Tout objet venant de l'extérieur est fortement déconseillé (cartes, billes, jouets...). Les téléphones portables sont strictement interdits pour les élèves en école primaire. La commune de Valdallière se dégage de toute responsabilité en cas de perte ou de vol.

↳ Au sein des services périscolaires

L'enfant a des droits :

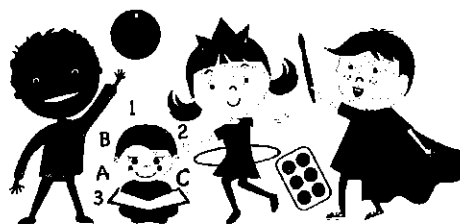
- Être respecté, s'exprimer, être écouté par ses camarades et le personnel d'encadrement,
- Signaler à l'adulte référent ce qui l'inquiète,
- Être protégé contre les agressions d'enfants (bousculades, menaces...),
- Prendre ses repas dans de bonnes conditions. La cantine scolaire, lieu d'alimentation, doit aussi être un lieu de calme et de détente.

Et des devoirs :

- Respecter le personnel, être poli et courtois avec ses camarades,
- Respecter le mobilier et le matériel mis à disposition,
- Respecter les jouets et autres mobiliers de la garderie,
- Ranger les jouets quand les parents arrivent,

↳ De plus, au restaurant scolaire

- Se laver soigneusement les mains avant de passer à table,
- Retirer sa casquette pendant le repas,
- Respecter la nourriture, et éviter le gaspillage alimentaire,
- Suivre les consignes données par le personnel de cantine et contribuer au bon déroulement du repas par une attitude responsable.



↳ Les parents ont eux aussi des devoirs :

- Le matin, ils doivent s'assurer impérativement de l'accompagnement de leur enfant jusqu'à la salle périscolaire. La responsabilité de la commune ne saurait être engagée avant que l'enfant n'ait été remis au personnel (faire descendre l'enfant de la voiture devant l'école ne suffit pas).
- Le soir, les parents doivent impérativement veiller au respect des horaires et récupérer leur enfant avant la fermeture, sous peine de facturation supplémentaire.

Les agents d'animation :

- L'enfant ne sera confié qu'aux personnes citées sur la fiche d'inscription, à moins que celles-ci soient munies d'une autorisation signée du responsable légal de l'enfant.
Un enfant scolarisé en élémentaire ne peut rentrer seul, que sur autorisation préalable de ses parents.
Attention, toutes personnes autorisées sur la fiche d'inscription doivent être munies de leur pièce d'identité. La sécurité des enfants est une priorité pour nos équipes.

SANCTIONS

Tout problème de discipline sera consigné dans un cahier de comportement afin d'assurer le suivi entre le service scolaire, les employés chargés de la surveillance et les parents.

En cas de non-respect d'un des points de ce règlement intérieur, des sanctions pourront être prises.

En premier lieu, un enfant pourra éventuellement être isolé du groupe.

Tout signalement de comportements inappropriés établi par le personnel sera suivi d'une fiche navette :

La première fois

- Un courrier d'avertissement avant sanction caractérisant les problèmes rencontrés et invitant les familles à un entretien avec le Maire ou son représentant.

La deuxième fois

- D'un courrier signifiant une exclusion partielle du ou des services concernés.

En cas de récidive, l'exclusion définitive pourra être prononcée.

Par ailleurs, le Directeur de l'école sera informé.

ARTICLE 4 : TARIFS & RÉGLEMENTS

Les tarifs sont fixés par délibération du Conseil Municipal, ils sont disponible sur le portail famille. Un pointage quotidien est effectué par le personnel municipal.

Les parents devront réaliser les réservations et annulations sur le portail familles avant 23H59 la veille. En cas d'absence imprévu ou maladie, elles devront prévenir l'équipe enseignante ainsi que le service scolaire de la commune (scolaire@valdalliere.fr).

Les tarifs seront majorés pour les présences non réservées dans les délais impartis. En l'absence d'annulation de réservation sur le portail famille, la facturation sera effectuée.

La facturation des activités périscolaires et extrascolaires sera mensuelle, payable dès réception du titre émis par le Trésor public et non plus au service scolaire de VALDALLIERE. Ils pourront s'effectuer par prélèvement automatique, par chèque, par carte bancaire (TIPI en ligne sur le site du Trésor public) ou en timbres fiscaux.

En périscolaire du soir, suite aux nombreux retards de certaines familles, les membres du Conseil Municipal ont voté un tarif de dépassement. Après deux retards, la famille reçoit un courrier l'informant que la prochaine fois, il lui sera facturé en plus : 5€ par quart d'heure de dépassement.

MODIFICATIONS

Des améliorations ou modifications au présent règlement pourront être apportées. Ces dernières ne pourront être effectives qu'après validation de la Commune de Valdallière.

TRANSPORT SCOLAIRE

Le Conseil régional de Normandie est compétent pour l'organisation du transport scolaire sur son territoire. La Commune de VALDALLIÈRE est chargée d'organiser et de veiller au bon fonctionnement des circuits primaires et s'engage à respecter la réglementation nationale applicable en matière de transports publics de voyageurs (*loi d'orientation des transports intérieurs : LOTI, loi N°82-1153 du 30/12/1982 codifiée*).

Le service du transport scolaire pour les élèves fréquentant les écoles du territoire de la commune de VALDALLIÈRE a pour but de faciliter les déplacements entre la résidence familiale et l'établissement.

Le règlement en vigueur est celui des transports scolaires de la région Normandie ci joint

INTEMPÉRIES

En cas d'intempéries, la Préfecture du Calvados ou la commune de VALDALLIÈRE peut décider de ne pas assurer le service de ramassage scolaire. Un numéro d'information est mis à disposition des familles : **09.72.53.91.17**.

Site internet :

www.valdalliere.fr

Pour nous contacter :

Standard : 02 31 66 23 90

Affaires scolaires : 02 61 53 04 92 ou 02 61 53 04 94
scolaire@valdalliere.fr

Service scolaire

Mairie de Valdallière

Place du Colonel Candau - VASSY

Horaires d'ouverture au public

Lundi : 13H30-17H

Mardi : 9H00-12H

Mercredi : 9H00-12H 13h30-17h00

Jeudi : 9h00-12h00 13H30-17H

Vendredi : 9H00-12H

L'inscription aux services vaut acceptation du règlement

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42

Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-21**

OBJET :

**Vente bâtiment
Montchamp**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAL Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Vente bâtiment Montchamp.

La commune est propriétaire d'un bâtiment situé sur la parcelle cadastrée AB 184, d'une superficie totale de 300 m². Ce bâtiment en pierres, d'environ 70m² au sol, était anciennement utilisé comme atelier par les services techniques du pôle de Montchamp.

Aujourd'hui ce bâtiment ne sert plus que pour du stockage. Il dispose d'un raccordement électrique mais sa toiture est en mauvais état et nécessite une réfection complète.

Une estimation de sa valeur a été réalisée par l'agence immobilière Nidéal Immobilier (Mme GUILLOT), qui l'a évalué entre 20 000 et 28 000 euros.

Conformément à la réglementation en vigueur, le service des Domaines a été consulté et l'évaluation a abouti à la détermination d'une valeur de 22 000 euros, assortie d'une marge d'appréciation de 10%.

Il est proposé de mettre en vente ce bâtiment, qui ne présente plus d'utilité pour la commune.



Vu les articles L 2121-29 du CGCT,

Vu les articles L 2241-1 et suivants du CGCT précisant que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles,

Vu l'estimation fournies par l'agence immobilière Nidéal Immobilier, fixant une fourchette de prix comprise entre 20 000 et 28 000 euros,

Vu l'évaluation du service des Domaines fixant la valeur du bien à 22 000 euros,

Considérant que les dépenses indispensables pour remettre cet immeuble en conformité seraient très élevées, et hors de proportion avec les ressources dont la commune pourrait disposer à cet égard,

Considérant que ledit immeuble n'est pas susceptible d'être affecté utilement à un service public communal et que dans ces conditions il y a lieu de procéder à son aliénation,
Considérant que l'immeuble sis 6 place de l'Europe, Montchamp 14350 VALDALLIERE appartient au domaine privé communal,

Le conseil municipal est donc appelé à valider la cession de cet immeuble communal et d'en définir les conditions générales de vente.

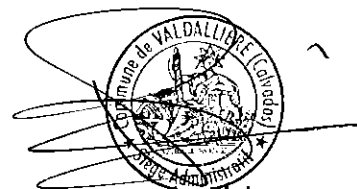
Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DECIDE** l'aliénation de l'immeuble sis 6 place de l'Europe, Montchamp 14350 VALDALLIERE.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager les démarches nécessaires à cette cession (diagnostics techniques immobiliers, mandat de vente).

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-22**

OBJET :

Mise en place d'une
enquête publique
préalable à l'aliénation
d'une voie communale

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPLITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Mise en place d'une enquête publique préalable à l'aliénation d'une voie communale.

Le maire expose que la voie communale n°119, Plaisance à Presles ne dessert qu'une seule habitation privée, appartenant à M. HASLEY Sébastien, et n'a plus d'utilité pour la circulation générale.

M. HASLEY Sébastien a exprimé son souhait d'acquérir cette portion de voie communale afin de l'intégrer à sa propriété.



Conformément à l'article L141-3 du Code de la voirie routière, toute aliénation d'une voie communale suppose au préalable le déclassement de celle-ci, lequel ne peut être prononcé qu'après enquête publique.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par :

Contre	Abstention	Pour
0	1	41

- **DECIDE** de lancer l'enquête préalable au déclassement de la voie communale ci-dessus désignée, du domaine public communal.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette opération.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42
Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-23**

OBJET :

**Adoption d'une charte
informatique dans le
cadre de la mise en
conformité RGPD**

Annexe :
Charte informatique

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPANTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAU
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Adoption d'une charte informatique dans le cadre de la mise en conformité RGPD.

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 9 septembre 2025.

Par délibération en date du 11 septembre 2023, le conseil municipal avait décidé d'adhérer au service d'accompagnement du Centre de Gestion pour la mise en conformité au RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données).

Cet accompagnement entamé il y a 1 an, vise à permettre à la commune de se conformer progressivement aux obligations imposées par la réglementation en matière de protection des données personnelles.

La commune est actuellement dans la première phase et a réalisé les opérations suivantes :

- ✓ Nomination du CDG14, personne morale, en tant que Délégué à la Protection des Données de Valdallière.
- ✓ Réunion d'information et de sensibilisation avec les responsables de service sur les obligations mises en place par le RGPD et leurs enjeux.
- ✓ Audit d'identification des traitements de données à caractère personnel.
- ✓ Réalisation des fiches de traitements de données avec les différents services.
- ✓ Constitution du registre des traitements de données de la commune.
- ✓ Etablissement du plan d'action synthétisant et priorisant les actions à mener.
- ✓ Mise en conformité des procédures et documentation.

Ce processus de mise en conformité RGPD passe également par l'élaboration d'outils structurants parmi lesquels, on retrouve la charte informatique. Il est nécessaire de doter la commune d'une charte informatique afin de fixer les règles d'utilisation des moyens informatiques mis à disposition des agents et des élus.

Ce document permet ainsi de formaliser les droits et devoirs des utilisateurs, de renforcer la sécurité des systèmes d'information et de garantir une bonne gestion des données à caractère personnel.

La charte informatique constitue un outil essentiel pour accompagner et prévenir les risques juridiques et techniques liés à un usage inapproprié ou non sécurisé des outils numériques.

La charte sera remise à chaque utilisateur des outils informatiques (agents, élus, collaborateurs), qui devra en accuser réception et s'engager à la respecter.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

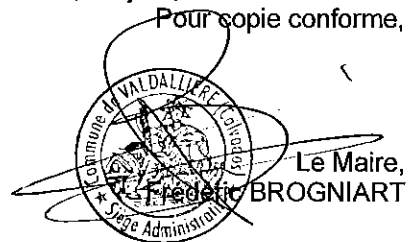
- **ADOpte** la charte informatique de la commune de Valdallière.
- **CHARGE** le maire de la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

CHARTRE D'UTILISATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

POURQUOI UNE CHARTE INFORMATIQUE ?

Les agents de Valdallière utilisent quotidiennement des outils informatiques et de communication nécessaires au bon déroulement de leur mission.

La présente charte a pour objet d'informer les utilisateurs des modalités d'utilisation de ces outils dans les meilleures conditions possibles, tant en termes de fonctionnement des services que de légalité.

Elle a également pour finalité de contribuer à la préservation de la sécurité du système d'information de la commune.

Elle se présente sous formes de fiches :

- ⇒ **Fiche n°1 : Comment utiliser mes ressources informatiques ?**
- ⇒ **Fiche n°2 : Comment utiliser mes moyens de communication ?**
- ⇒ **Fiche n°3 : Pour une utilisation légale des outils mis à ma disposition - RGPD**
- ⇒ **Fiche n°4 : Pour un fonctionnement technique optimal des outils mis à ma disposition**
- ⇒ **Fiche n°5 : Qu'ai-je le droit de faire sur Internet ?**
- ⇒ **Fiche n°6 : Règle d'utilisation du téléphone ?**
- ⇒ **Fiche n°7 : Procédure applicable lors du départ de l'utilisateur**
- ⇒ **Fiche n°8 : Responsabilités – sanctions**

La présente charte, dont le respect conditionne le droit d'accès aux ressources informatiques, est applicable à l'ensemble des utilisateurs des outils informatiques et de communication de la commune de Valdallière.

Elle a été soumise à l'avis du Comité Social Territorial en date du 9 septembre 2025.

Je reconnais avoir pris connaissance des dispositions de la charte d'utilisation des ressources informatiques de la commune qui m'a été notifiée.

Date

Nom, Prénom et Signature

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200054641-20250915-2025_0915_23-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/09/2025
Publication : 22/09/2025

LEXIQUE

On désignera sous le terme « **employeur** » le Maire, employeur des agents de Valdallière. La direction pourra être dépositaire de l'autorité publique, pour exercer le rôle d'employeur. Les administrateurs pourront les assister dans le rôle qui leur est dévolu dans la présente charte.

On désignera sous le terme « **utilisateur** » toute personne (élu, agent, prestataire externe, stagiaire, temporaire...) ayant accès ou utilisant les ressources informatiques mises à disposition par la commune de Valdallière.

On désignera sous le terme de « **outils informatiques** » :

- Le poste de travail
- Le réseau
- Internet
- Les outils communicants (Smartphones, Tablettes ...)

On désignera sous le terme de « **outils de communication** » :

- La messagerie
- Le téléphone
- Les outils communicants (Smartphones, Tablettes ...)

On désignera sous le terme « **administrateur externe** » le prestataire informatique de la commune.

On désignera sous le terme « **administrateurs internes** » les utilisateurs ayant des droits avancés autres que ceux strictement nécessaires à l'utilisation basique d'un logiciel (exemple : gestion des droits des utilisateurs...).

On désignera sous le terme de « **données nominatives** » : toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.¹

¹ Définition article 2 Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Fiche n°1 :

COMMENT UTILISER MES RESSOURCES INFORMATIQUES ?

⇒ Comment protéger les données professionnelles ?

Le login et le mot de passe : clés de l'accès aux outils informatiques

Les personnes qui ont accès au réseau informatique bénéficient d'un droit d'accès par l'utilisation d'un login et d'un mot de passe. Ceux-ci ont pour objectif de préserver la confidentialité des informations professionnelles.

Pour une sécurité optimale des données, la complexité et le renouvellement périodique des mots de passe sont définis selon les recommandations en vigueur de la CNIL² et de l'ANSSI³. L'utilisateur doit impérativement modifier son mot de passe en cas de compromission de celui-ci.

Les identifiants et mots de passe sont par définition personnels ; ils ne pourront être cédés que par la volonté de son bénéficiaire qui en assume alors toute la responsabilité. Pourra dès lors être sanctionnée l'usurpation d'identité d'un autre utilisateur ou l'obtention d'un mot de passe d'un autre utilisateur sans son autorisation.

L'employeur peut néanmoins demander à l'utilisateur de communiquer aux administrateurs ses mots de passe, s'il est absent, et que cela est nécessaire à la continuité du service public.⁴

Afin de protéger les données professionnelles, l'utilisateur doit verrouiller la session de son poste lors de toute absence (même très temporaire) du bureau. Pour pallier tout oubli, un verrouillage automatique des sessions Windows en cas de non-activité est mis en place.

De plus, chaque utilisateur dispose d'un identifiant et un mot de passe personnel pour accéder aux applications le nécessitant.

Le réseau (serveur) : un outil partagé

Pour une préservation des données professionnelles, tout utilisateur s'engage :

- à stocker tout contenu professionnel dans les répertoires communs prévus à cet effet. Si un document de travail doit faire l'objet d'une confidentialité plus stricte que celle définie par les droits d'accès existants, l'utilisateur peut prendre contact avec un administrateur afin qu'il crée un répertoire assorti de droits spécifiques ;
- à ne pas altérer les données ou accéder à des informations appartenant à d'autres utilisateurs, sans leur autorisation ;
- à ne pas modifier ou détruire des ressources connectées au réseau sans autorisation des administrateurs ou d'un supérieur hiérarchique ou a minima sans s'être assuré que ces ressources ne sont pas utilisées par d'autres utilisateurs.

² Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés

³ Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information

⁴ Cour de Cassation, n° 01-41343 du 18/03/2003

⇒ **Comment protéger mes données privées ?**

Tous les fichiers ou dossiers enregistrés sur les outils informatiques sont présumés professionnels. Néanmoins, une utilisation à titre privé des outils informatiques est admise, dès lors qu'elle est raisonnable et qu'elle ne nuit pas au bon fonctionnement du service.

L'éventuel dossier doit être identifié comme « privé » ou « perso » dans son nom pour pouvoir être protégé par le droit au respect de la vie privée des utilisateurs. Un fichier personnel doit être stocké uniquement sur l'ordinateur de l'agent afin de ne pas surcharger le réseau informatique.

Un message identifié comme personnel est considéré comme une correspondance privée. En conséquence, l'employeur et les administrateurs ne peuvent ouvrir les fichiers identifiés par le salarié comme personnels que si une enquête judiciaire est en cours ou si l'employeur a obtenu une décision d'un juge l'autorisant à accéder à ces messages. L'employeur peut ainsi demander au juge de faire appel à un huissier qui pourra prendre connaissance des messages.

L'utilisateur s'engage à ne pas stocker sur le matériel informatique de contenus illicites ou pouvant nuire à la sécurité du système d'information.

⇒ **Comment protéger le fonctionnement de mes outils informatiques ?**

Afin de permettre un fonctionnement optimal du poste de travail et d'éviter tout dysfonctionnement technique, tout utilisateur s'engage :

- à ne pas télécharger ou installer tout logiciel ou mise à jour non validés par un administrateur ;
- à ne pas désactiver les systèmes de protection de son poste de travail ;
- à ne pas interrompre, sans y être autorisé, le fonctionnement normal du réseau ou d'un des systèmes connectés au réseau ;
- à ne pas brancher de supports numériques (clé USB – Carte SD – mobile - disque externe) autres que ceux fournis par un administrateur ou un responsable, sans leur en avoir fait la demande. Exception faite pour le transfert de photos uniquement d'un appareil photo.

De plus, la prévention et la résolution de problèmes techniques autorisent les administrateurs à analyser un certain nombre d'éléments relatifs aux flux de trafic et aux volumes stockés (voir fiche outil n°4).

A des fins de maintenance informatique, l'administrateur externe de Valdallière peut accéder à distance à l'ensemble des postes de travail. Cette intervention s'effectue avec l'autorisation expresse de l'utilisateur.

Dans le cadre de mises à jour et évolutions du système d'information, et lorsqu'aucun utilisateur n'est connecté sur son poste de travail, l'administrateur externe peut être amené à intervenir sur l'environnement technique des postes de travail. Il s'interdit d'accéder aux contenus.

Fiche n°2 :

COMMENT UTILISER MES MOYENS DE COMMUNICATION ?

⇒ **Comment protéger mes messages professionnels ?**

Les échanges électroniques avec des tiers ont la même valeur juridique que les échanges écrits. Un message électronique peut donc être une preuve ou un début de preuve, engageant l'utilisateur ou l'employeur, au même titre qu'un courrier écrit.

Il est donc conseillé de conserver tous les messages, envoyés ou reçus, qui peuvent avoir une valeur contractuelle ou une valeur juridique pertinente (exemples : engagement sur une prestation, conseil statutaire sur un dossier sensible, procédure marché public...).

Par ailleurs, tout utilisateur s'engage à ne pas masquer son identité, ni diffuser des informations confidentielles relatives à la commune de Valdallière, à ses usagers, co-contractants et partenaires ou aux agents sauf si la conduite des dossiers ou le droit à l'information le requiert.

En son absence, tout utilisateur est censé avoir pris les dispositions nécessaires pour assurer la continuité du service public (ex : gestionnaire d'absence de messagerie indiquant les contacts des suppléants).

Néanmoins, de façon exceptionnelle, l'employeur peut être amené à accéder à la messagerie de l'utilisateur en son absence, lorsque cela est nécessaire à la continuité du service public.

⇒ **Comment protéger mes messages privés ?**

Toute utilisation des moyens de communication est présumée professionnelle.⁵ Néanmoins, une utilisation à titre privé des moyens de communication est admise, dès lors qu'elle est raisonnable et qu'elle ne nuit pas au bon fonctionnement du service.

Les messages doivent être identifiés comme « privé » ou « perso » dans leur objet pour pouvoir être protégés par le droit au respect de la vie privée des agents et du secret des correspondances.⁶

⇒ **Comment protéger le fonctionnement de ma messagerie ?**

Afin de ne pas provoquer de dysfonctionnements de sa messagerie, et plus globalement, de l'ensemble des messageries des agents de Valdallière tout utilisateur s'engage :

- à supprimer rapidement tous les messages volumineux et sans valeur juridique pertinente, le volume des boîtes et des messages échangés étant limité ;
- à archiver régulièrement la base de messagerie ;
- à ne pas ouvrir les fichiers joints ayant une extension du type «.exe ». Ceux-ci doivent être retransmis aux administrateurs pour analyse ou être directement supprimés ;
- à ne pas ouvrir les messages suspects (objet douteux, provenance d'un émetteur inconnu, pièce jointe non habituelle...). Ceux-ci doivent être directement retransmis aux administrateurs pour analyse.

⁵ CC 9 juillet 2008 n°06-45800 pour internet, CA Rennes 14/01/2010 n° 972010 pour les messages

⁶ CC 2/10/2001 n°9-42.942P Nikon,

Fiche n°3 :

POUR UNE UTILISATION LEGALE DES OUTILS MIS A MA DISPOSITION - RGPD

Les responsabilités de l'employeur

L'employeur est à ce titre responsable des faits commis par ses agents au moyen de ses outils informatiques et de communication.⁷

Pour une utilisation légale de ces outils, il est donc exclu que ceux-ci soient le moyen de réalisation de manquements aux obligations statutaires ou d'infractions de droit commun, l'utilisateur s'exposant dans ce cas à des sanctions disciplinaires et/ou des poursuites judiciaires.

Dans le cadre de cette responsabilité, et lorsque l'employeur détient des présomptions sérieuses d'infraction aux règles de la charte, il peut être amené à contrôler la légalité de l'utilisation de ces outils :

- une analyse du contenu des messages et fichiers professionnels ⁸ ;
- une analyse des connexions internet par les fichiers de « journaux »⁹ (dont la durée de conservation ne dépassera pas 3 mois) ;
- un blocage de l'accès à certains sites considérés comme dangereux ou interdits au regard de leur contenu présumé.

⇒ Les données nominatives - RGPD

Des dispositions légales¹⁰ ont été prévues pour garantir les droits de toute personne en ce qui concerne le traitement de données nominatives la concernant. Dans ce contexte, la commune de Valdallière s'engage à respecter les dispositions de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données, dit RGPD.

• Quelles sont mes garanties concernant mes données nominatives ?

Lorsque des données à caractère personnel sont collectées, l'utilisateur est notamment informé :

- de(s) finalité(s) du traitement auquel sont destinées les données à caractère personnel ainsi que de la base juridique du traitement ;
- des destinataires ou des catégories de destinataires des données à caractère personnel, s'ils existent ;
- de la durée de conservation des données à caractère personnel ou, lorsque ce n'est pas possible, les critères utilisés pour déterminer cette durée ;

⁷ Article 1384 du Code Civil

⁸ CA Colmar, 29/05/2008, n°07/03314

⁹ CC 9/07/2008 n°06-45800 possible hors de la présence de l'agent

¹⁰ Le règlement (UE), 2016/679, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et la loi, n° 78-17, du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées

- de l'existence du droit de demander au responsable du traitement l'accès aux données à caractère personnel, la rectification ou l'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou du droit de s'opposer au traitement et du droit à la portabilité des données selon le fondement du traitement ;

L'utilisateur est informé, qu'il dispose d'un droit d'accès permanent à ses données à caractère personnel.

Pour exercer ces droits, l'utilisateur peut contacter le Délégué à la Protection des Données de la Commune de Valdallière : rgpd@cdg14.fr

L'utilisateur est informé, par ailleurs, de ce qu'aucune information concernant ses croyances, idéologies, appartenances politiques, mœurs sexuelles, appartenances raciales ou ethniques ne sera collectée.

- **Comment traiter légalement des données nominatives dans l'exercice de ses fonctions ?**

L'utilisateur s'engage à exercer ses fonctions de manière à assurer l'application de la réglementation sur la protection des données personnelles.

Aucune information concernant les croyances, idéologies, appartenances politiques, mœurs sexuelles, appartenances raciales ou ethniques ne peut être collectée.

Fiche n°4 :

POUR UN FONCTIONNEMENT TECHNIQUE OPTIMAL DES OUTILS MIS A MA DISPOSITION

L'employeur met à disposition des agents les moyens techniques (informatique et communication) et humains (administrateurs) nécessaires au bon déroulement de leur mission.

L'employeur assure donc la sécurité technique et le fonctionnement des moyens techniques, par les missions de ses administrateurs.

⇒ Les missions des administrateurs

- **Ils assurent et maintiennent la sécurité du système**

Notamment par l'installation du système d'exploitation de mon ordinateur et des mises à jour nécessaires (mission exclusive de l'administrateur externe).

- **Ils m'accompagnent dans l'utilisation de mes moyens informatiques et de communication**

Notamment par l'assistance pour résolution de problèmes techniques, et l'information des contraintes de service liées au maintien du bon fonctionnement des moyens informatiques et de communication (ex : interruption de service, maintenance, ...).

- **Ils interviennent sur mes outils en cas de force majeure**

Ils peuvent avoir momentanément accès aux ressources informatiques indispensables à la poursuite de l'activité du service, si possible après m'avoir informé(e), et à l'exclusion de l'accès à mes répertoires, fichiers et messages clairement identifiés ou expressément signalés comme lieu de stockage de données personnelles.

- **Ils analysent les éléments sources de problèmes techniques**

La prévention et la résolution de problèmes techniques autorisent l'administrateur externe à analyser un certain nombre d'éléments relatif aux logiciels, aux flux de trafic et aux volumes stockés et notamment :

- L'ensemble des fichiers journaux ;
- les fichiers stockés (format, taille, date...) ;
- les ressources matérielles et logicielles ;
- les connexions au réseau (identifiants, dates et heures de connexions...) ;
- les échanges via le réseau ;
- les connexions internet (identifiants de connexion, volumes de données transférées, date et heures de connexion...) ;
- les messages stockés (fréquence, taille des fichiers transmis...).

Dans ce cadre la confidentialité des données sera respectée (devoir de réserve et de secret professionnel des administrateurs).

Fiche n°5 :

QU'AI-JE LE DROIT DE FAIRE SUR INTERNET ?

- L'utilisation d'Internet est réservée à des fins professionnelles et/ou syndicales dans le cadre de l'exercice des décharges d'activité et autorisations spéciales d'absence.
- Néanmoins, il est toléré un usage très modéré de l'accès à Internet pour des besoins personnels à condition que la navigation n'entrave pas l'accès professionnel.
- L'utilisateur s'engage lors de ses consultations Internet à ne pas se rendre sur des sites portant atteinte à la dignité humaine (pédopornographie, apologie des crimes contre l'humanité et provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou non à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée).
- Le téléchargement, en tout ou partie, de données numériques soumis aux droits d'auteurs ou à la loi du copyright (fichiers musicaux, logiciels propriétaires, etc.) est strictement interdit.
- Le stockage permanent sur les postes de données téléchargées sur Internet est interdit.
- Le stockage sur le réseau de données à caractère non professionnel téléchargées sur Internet est interdit.
- Tout abonnement payant à un site web ou à un service via Internet doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'Autorité territoriale.
- Pour éviter les abus, l'Autorité territoriale peut procéder, à tout moment, au contrôle des connexions entrantes et sortantes et des sites les plus visités (Cass. soc. 9 juillet 2008 n° 06-45-800).
- Toute saisie d'informations sur un site Internet professionnel nécessite l'autorisation préalable de l'Autorité territoriale.
- L'utilisation des réseaux sociaux et des forums de discussion sont autorisées pour un usage professionnel uniquement.

Fiche n°6 :

REGLES D'UTILISATION DU TELEPHONE ?

- L'utilisation des téléphones fixes et portables est réservée à des fins professionnelles. Néanmoins, un usage très ponctuel du téléphone pour des communications personnelles locales est toléré à condition que cela n'entrave pas l'activité professionnelle.
- L'utilisation des téléphones portables personnels doit rester très occasionnelle et discrète.
- L'Autorité territoriale peut procéder au contrôle de l'ensemble des appels émis.
- En cas absence, l'utilisateur prendra les dispositions nécessaires pour assurer la continuité du service public (renvoi d'appel – transmission du téléphone mobile).
- L'agent qui quitte définitivement la collectivité doit restituer le téléphone portable professionnel.
- La commune s'interdit de mettre en œuvre un suivi individuel systématique de l'utilisation des services de télécommunications. Seules des statistiques globales sont réalisées sur l'ensemble des appels entrants et sortants.
- La commune vérifie que les consommations n'excèdent pas les limites des contrats passés avec les opérateurs. Il s'interdit d'accéder à l'intégralité des numéros appelés. Toutefois, en cas d'utilisation manifestement anormale, la commune se réserve le droit d'accéder aux numéros complets des relevés individuels.

Fiche n°7 :

PROCEDURE APPLICABLE LORS DU DEPART DE L'UTILISATEUR

Lors de son départ, l'utilisateur doit restituer à la commune les matériels mis à sa disposition.

Il doit préalablement effacer ses fichiers et données privées. **Toute copie de documents professionnels doit être autorisée par le chef de service.** Les comptes et les données personnelles de l'utilisateur sont, en tout état de cause, supprimés dans un délai maximum d'un mois après son départ.

Fiche n°8 :

RESPONSABILITES-SANCTIONS

Le manquement aux règles et mesures de sécurité et de confidentialité définies par la présente charte est susceptible d'engager la responsabilité de l'utilisateur et d'entraîner des sanctions à son encontre.

Des sanctions en interne peuvent être prononcées, elles consistent :

- dans un premier temps, en un rappel à l'ordre émanant de la direction de Valdallière, en cas de non-respect des règles énoncées par la charte ;
- dans un second temps, et en cas de renouvellement, après avis du directeur général et du supérieur hiérarchique de l'agent, en des sanctions disciplinaires.

Le non-respect des lois et textes applicables en matière de sécurité des systèmes d'information est susceptible de sanctions pénales prévues par la loi.

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre
2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel
de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric
BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42

Présents : 38
Pouvoirs : 4
Excusés : 4
Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-24**

OBJET :

**Subventions associations
2025 :
Subvention
complémentaire**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Subventions associations 2025 : subvention complémentaire.

Le conseil municipal a procédé au vote des subventions aux associations en date du 31 mars 2025.

Une demande de subvention complémentaire a été formulée par le club d'arts martiaux.

Le montant voté initialement (1 000 €) ne permet pas de couvrir l'ensemble des frais nécessaires à son bon fonctionnement, notamment pour le maintien de la gratuité des activités aux seniors et aux personnes en difficultés. L'association fait face à une baisse significative, voire suppression de plusieurs aides. Depuis quelques années, le club était soutenu à hauteur de 4 000 € par le Département dans le cadre du dispositif « Conférence des financeurs » mais leur demande de financement cette année n'a pas été retenue. Il est à noter que les animateurs sont tous bénévoles et ne perçoivent ni indemnités, ni rémunération pour les cours qu'ils assurent.

La commission vie associative, réunie le 8 septembre 2025 a examiné favorablement cette demande et propose l'attribution d'une subvention complémentaire de 1 000 euros.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par :

Contre	Abstention	Pour
0	1	41

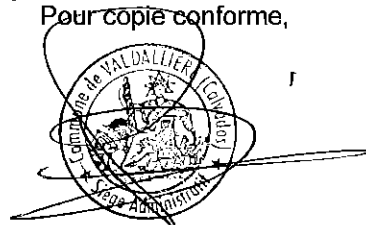
- ACCORDE la subvention telle que proposée par la commission vie associative.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE VALDALLIERE

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 15 septembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 9 septembre 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42

Présents : 38

Pouvoirs : 4

Excusés : 4

Absents : 10

**DELIBERATION
N° 2025-0915-25**

OBJET :

**Avis sur la demande
d'enregistrement du
GAEC DE LA SORRIERE**

Annexes :
- Arrêté Préfectoral
- Avis de consultation du
public
- Demande
d'enregistrement

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François			X		LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie			X		PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel			X	
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël				X J-P ANGENEAL
LOUIS Gilbert				X D. BERGAR	ANGENEAL Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X S. SCOLA	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VIESSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Anne-Marie FABIEN est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Avis sur la demande d'enregistrement du GAEC DE LA SORRIERE.

Par arrêté préfectoral en date du 10 juin 2025, il a été prescrit, conformément aux dispositions de l'article R512-46-1 et suivants du code de l'environnement, une consultation du public sur la demande d'enregistrement présentée par le GAEC de la SORRIERE, dont le siège social est situé « La Sorrière du Perret » à VIRE NORMANDIE, relative à une demande d'extension d'un élevage bovin de 170 à 265 vaches laitières et de 482 à 545 bovins à l'engraissement avec mise à jour du plan d'épandage sur les communes de SOULEUVRES EN BOCAGE, « le Bas Quillet » (La Graverie), de VIRE NORMANDIE, « la Sorrière du Perret », « la Herbellière », « Buain » (Vaudry) et de VALDALLIERE, « la Hunière » (Le Désert).

Cette activité est soumise à enregistrement, conformément à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement, au titre de la rubrique 2102-1.

Une consultation du public était ouverte du mardi 15 juillet au mardi 12 août 2025. Le dossier relatif à la demande susvisée est déposé pendant toute la durée de la consultation à la mairie de VALDALLIERE, 20 place Colonel Candau.

Cette demande d'enregistrement est soumise à l'avis du conseil municipal de VALDALLIERE ainsi que cela est prévu par l'article R 512-46-11 du code de l'environnement. Cet avis doit être émis au plus tard dans les quinze jours suivants la clôture de la consultation.

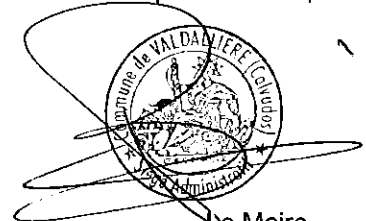
Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **EMET** un avis **FAVORABLE** à la demande d'enregistrement présentée par le GAEC DE LA SORRIERE relative à l'extension d'un élevage bovin de 170 à 265 vaches laitières et de 482 à 545 bovins à l'engraissement avec mise à jour du plan d'épandage.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial

Bureau de l'environnement et de l'aménagement

**ARRÊTÉ PRESCRIVANT UNE CONSULTATION DU PUBLIC
SUR UNE DEMANDE D'EXTENSION D'UN ÉLEVAGE BOVIN DE 170 A 265 VACHES LAITIÈRES
ET DE 482 A 545 BOVINS À L'ENGRAISSEMENT AVEC MISE A JOUR DU PLAN D'ÉPANDAGE**

GAEC DE LA SORRIÈRE - VIRE NORMANDIE – SOULEUVRE EN BOCAGE - VALDALLIERE

Communes concernées :

**VIRE NORMANDIE
SOULEUVRE EN BOCAGE
VALDALLIERE**

LE PRÉFET,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R 512-46-1 et suivants ;

VU la demande d'enregistrement déposée le 11 juin 2024, complétée 28 mars 2025, par le GAEC DE LA SORRIERE, dont le siège social est situé "La Sorrière du Perret" à VIRE NORMANDIE (14500), relative à une demande d'extension d'un élevage bovin de 170 à 265 vaches laitières et de 482 à 545 bovins à l'engraissement avec mise à jour du plan d'épandage sur les communes de SOULEUVRE EN BOCAGE (14350), «Le Bas Quillet – La Graverie», de VIRE (14500), «La Sorrière du Perret», «La Herbellière - Vaudry» et «Buain - Vaudry» et de VALDALLIERE (14350), «La Hunière», cette activité étant soumise à enregistrement, conformément à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement, au titre des rubriques suivantes :

« N° 2101-2b : Bovins (activité d'élevage, transit, vente, etc. de). 2. Elevage de vaches laitières (c'est-à-dire dont le lait est, au moins en partie, destiné à la consommation humaine : b) De 151 à 400 vaches»

« N° 2101-1b : Bovins (activité d'élevage, transit, vente, etc. de). 1. Elevage de veaux de boucherie et/ou bovins à l'engraissement ; transit et vente de bovins lorsque leur présence simultanée est supérieure à 24 heures, à l'exclusion des rassemblements occasionnels : b) De 401 à 800 animaux»

VU l'avis de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 6 mai 2025, déclarant le caractère complet et régulier du dossier déposé par le GAEC DE LA SORRIERE ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

Une consultation du public est ouverte du mardi 15 juillet au mardi 12 août 2025 inclus sur la demande d'enregistrement susvisée. Cette consultation est annoncée par voie d'affiches dans les communes de VIRE NORMANDIE, SOULEUVRE EN BOCAGE et VALDALLIERE, concernées par les risques et inconvénients dont l'installation peut être la source.

ARTICLE 2 :

Les conseils municipaux des communes citées à l'article 1^{er} sont appelés à donner leur avis sur cette demande d'enregistrement au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de la consultation. Les avis exprimés ou communiqués après la fin de ce délai ne pourront pas être pris en considération.

ARTICLE 3 :

Le dossier relatif à la demande susvisée est déposé pendant toute la durée de la consultation à la mairie de

- VIRE NORMANDIE, où il est consultable pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public, soit le lundi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 18h30, du mardi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h ;

- SOULEUVRE EN BOCAGE, où il est consultable pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public, soit du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h ;

- VALDALLIERE, où il est consultable pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public, soit les lundis, jeudis et vendredis de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h, les mardis de 9h à 12h et les mercredis de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h30.

Il est également consultable sur le site internet des services de l'État dans le Calvados :

<https://www.calvados.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement.-risques-naturels-et-technologiques/ICPE/Elevages-et-industries-agro-alimentaires/Consultations-du-public/Dossiers-soumis-a-enregistrement/>

ARTICLE 4 :

La consultation est annoncée par affichage d'un avis au public, par les soins des Maires des communes visées en article 1^{er}, deux semaines au moins avant le début de la consultation, soit au plus tard le samedi 28 juin 2025 et jusqu'à la fin de la consultation. L'accomplissement de cette formalité est justifié par un certificat d'affichage.

Le même avis est publié, aux frais du demandeur, par les soins du Préfet, au moins deux semaines avant l'ouverture de la consultation, dans deux journaux d'annonces légales (Ouest France et La Voix Le Bocage).

Il est mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans le Calvados :

<https://www.calvados.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement.-risques-naturels-et-technologiques/ICPE/Elevages-et-industries-agro-alimentaires/Consultations-du-public/Dossiers-soumis-a-enregistrement/>, accompagné de la demande de l'exploitant, pendant une durée de quatre semaines.

ARTICLE 5 :

Le public peut formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet à la mairie de VIRE NORMANDIE, de SOULEUVRE EN BOCAGE et de VALDALLIERE ou les adresser au Préfet par courrier (bureau de l'environnement et de l'aménagement - rue Daniel Huet - 14038 CAEN cedex 09) ou, le cas échéant, par voie électronique (pref-enregistrement@calvados.gouv.fr), avant la fin du délai de consultation du public.

À l'expiration de ce délai, les Maires de VIRE NORMANDIE, SOULEUVRE EN BOCAGE et VALDALLIERE clôtureront les registres et l'adresseront à la préfecture. Les observations adressées au Préfet y seront ensuite annexées.

ARTICLE 6 :

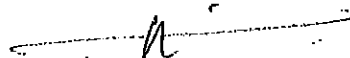
Le Préfet du Calvados statuera sur la demande d'enregistrement à l'issue de son instruction, soit par un arrêté préfectoral d'enregistrement de l'installation, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au III de l'article L 512-7 du code de l'environnement, soit par un arrêté préfectoral de refus.

ARTICLE 7 :

Le Secrétaire général et les Maires de VIRE NORMANDIE, SOULEUVRE EN BOCAGE et VALDALLIERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au GAEC DE LA SORRIERE.

Fait à CAEN, le 10 juin 2025

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général



Stéphane SINAGOGA

Copie du présent arrêté est adressée à :

- Mme la Maire de VIRE NORMANDIE
- MM. les Maires de SOULEUVRE EN BOCAGE et VALDALLIERE



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'aménagement

AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**DEMANDE D'EXTENSION D'UN ÉLEVAGE BOVIN DE 170 A 265 VACHES LAITIÈRES ET DE 482 A 545 BOVINS À
L'ENGRAISSEMENT AVEC MISE A JOUR DU PLAN D'ÉPANDAGE**

GAEC DE LA SORRIÈRE - VIRE NORMANDIE – SOULEUVRE EN BOCAGE - VALDALLIERE

Communes concernées :

**VIRE NORMANDIE
SOULEUVRE EN BOCAGE
VALDALLIERE**

Par arrêté préfectoral en date du 10 juin 2025, il a été prescrit, conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-1 et suivants du code de l'environnement, une consultation du public sur la demande d'enregistrement présentée par le GAEC DE LA SORRIERE, dont le siège social est situé "La Sorrière du Perret" à VIRE NORMANDIE (14500), relative à une demande d'extension d'un élevage bovin de 170 à 265 vaches laitières et de 482 à 545 bovins à l'engraissement avec mise à jour du plan d'épandage sur les communes de SOULEUVRE EN BOCAGE (14350), «Le Bas Quillet – La Graverie», de VIRE (14500), «La Sorrière du Perret», «La Herbellière - Vaudry» et «Buain - Vaudry» et de VALDALLIERE (14350), «La Hunière».

Les informations relatives à cette procédure peuvent être demandées auprès de la direction départementale de la protection des populations du Calvados (6 Bd Général Vanier – 14070 CAEN Cedex 5).

Cette consultation du public se déroulera du mardi 15 juillet au mardi 12 août 2025 inclus, en mairie de :

- VIRE NORMANDIE, où le dossier est consultable pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public, soit le lundi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h30, du mardi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ;
- SOULEUVRE EN BOCAGE, où le dossier est consultable pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public, soit du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h ;
- VALDALLIERE, où le dossier est consultable pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public, soit les lundis, jeudis et vendredis de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h, les mardis de 9h à 12h et les mercredis de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h30.

Il est également consultable sur le site internet des services de l'État dans le Calvados : <https://www.calvados.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement.-risques-naturels-et-technologiques/ICPE/Elevages-et-industries-agro-alimentaires/Consultations-du-public/Dossiers-soumis-a-enregistrement/>.

Le public pourra formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet à la mairie de VIRE NORMANDIE, SOULEUVRE EN BOCAGE et VALDALLIERE ou les adresser au préfet par courrier (bureau de l'environnement et de l'aménagement – rue Daniel Huet - 14038 CAEN cedex 09) ou par voie électronique (pref-enregistrement@calvados.gouv.fr) avant la fin du délai de consultation du public.

A l'issue de l'instruction, le Préfet du Calvados, autorité compétente pour statuer sur la demande, rendra sa décision par arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au III de l'article L 512-7 du code de l'environnement, ou par arrêté préfectoral de refus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200054641-20250915-2025_0915_25-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/09/2025
Publication : 22/09/2025

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

Stéphane SINAGOGA



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé
des installations classées
pour la protection de
l'environnement

Annexe I : Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement

N°15679*0.

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives
portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

1. Intitulé du projet

EXTENSION DE L'ELEVAGE DE VACHES LAITIÈRES ET DE BOVINS A L'ENGRAISSEMENT

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1 Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐

Monsieur ☐

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale

N° SIRET 391 059 045 00016

Forme juridique GAEC

Qualité du
signataire

Associés gérants du GAEC

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée
comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des
relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes,
l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code
des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées :



2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone 06 71 24 24 83

Adresse électronique patrice.sallot@wanadoo.fr

N° voie Type de voie

Nom de voie La Sorrière du Perret

Lieu-dit ou BP

Code postal 14 500

Commune VIRE NORMANDIE

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☐

Monsieur ☒

Nom, prénom SALLOT Patrice

Société

Service Fonction associé gérant

Adresse

N° voie Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP La Sorrière du Perret

Code postal 14 500

Commune VIRE NORMANDIE

N° de téléphone 06 71 24 24 83

Adresse électronique Patrice.sallot@wanadoo.fr

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie

014-200054641-20250915-2025_0915_25-DE

Type de voie

Nom de la voie

Accusé certifié exécutoire

Lieu-dit ou BP La Sorrière du Perret

Code postal

Réception par le préfet : 22/09/2025

Publication : 22/09/2025 Commune VIRE NORMANDIE

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ?

Oui ☒ Non ☐

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune

concernée : 14 500 VIRE NORMANDIE / 14 350 SOULEUVRE EN BOCAGE / 14 350 VALDALLIERE

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction
a demande d'enregistrement au titre des ICPE élevage concerne le GAEC de la Sorrière, géré par M. Patrice SALLOT, Mme Marlène SALLOT M. Olivier SALLOT, M. Arnaud CHANCEY et M. Paul SALLOT. Le siège social du GAEC est situé sur la commune de Vire Normandie au lieu dit "La Sorrière du Perret". Les installations d'élevage du GAEC se répartissent actuellement sur les sites de :

- le site principal, siège d'exploitation, est situé sur la commune nouvelle de Vire Normandie (commune déléguée de Vire) au lieu-dit « la Sorrière du Perret »,

- le site n°2 est localisé sur la commune nouvelle de Souleuvre en Bocage (commune déléguée de la Graverie) au lieu-dit « le Bas Queillet »,

- le site n°3 sis « la Herbellière » à Vaudry rattachée à la commune nouvelle de Vire Normandie,

- et le site n°4 sis « Buain » à Vaudry rattachée à la commune nouvelle de Vire Normandie.

Le demandeur fait valoir un élevage de vaches laitières associé à un élevage de bovins à l'engraissement et un élevage de vaches allaitantes. Les élevages de bovins lait et bovins viande sont actuellement titulaires d'un arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 9 avril 2021 pour 170 vaches laitières et 482 bovins à l'engraissement.

Par la présente demande d'enregistrement, les exploitants ont l'intention de développer leur élevage laitier et leur élevage de bovins à l'engraissement en portant leurs tailles respectivement à 265 vaches laitières et 545 bovins à l'engraissement. Parallèlement, les exploitants poursuivront l'exploitation de l'élevage des 100 vaches allaitantes. Avec 265 vaches laitières, l'élevage laitier du demandeur relèvera de la rubrique ICPE n°2101-2b) soumise au régime de l'enregistrement ; avec 545 animaux, l'élevage de bovins à l'engraissement relèvera de la rubrique ICPE n°2101b) soumise au régime de l'enregistrement.

Les installations de l'élevage laitier se répartiront au stade projet sur :

- le site principal de la Sorrière du Perret qui regroupera les 265 vaches laitières, les veaux d'élevage, les génisses laitières < 1 an et les génisses amouillantes,

- et le site annexe de la Hunière à Valdallière qui accueillera 45 génisses laitières de 1-2 ans dans l'ancienne stabulation VL de l'EARL de la Hunière.

Sur le site de la Sorrière, les bovins lait seront conduits dans les installations d'élevage existantes après construction de la nouvelle stabulation qui sera affectée à un lot de 115 vaches laitières en production.

Au stade projet, les installations de l'élevage de bovins à l'engraissement se répartiront sur :

- le site principal de la Sorrière du Perret où seront élevés tous les bovins mâles à l'engraissement, les vaches de réforme à l'engrais et une partie des génisses à viande,

- et les sites annexes du Bas Queillet, la Herbellière, Buain et la Hunière qui accueilleront l'hiver des génisses à viande.

Par ailleurs, le GAEC déclare la poursuite de l'élevage des 100 vaches allaitantes et leur suite, qui se répartiront sur :

- le site principal de la Sorrière du Perret où seront élevés l'hiver jusqu'à 35 vaches allaitantes, leurs veaux et une partie des génisses de renouvellement du troupeau des vaches allaitantes,

- Le site du Haut Mauger où seront élevés l'hiver jusqu'à 35 vaches allaitantes avec leurs veaux,

- Le site du Bas Queillet où seront élevés l'hiver jusqu'à 30 vaches allaitantes, leurs veaux et des génisses de renouvellement du troupeau des vaches allaitantes.

Au stade projet, l'organisation des animaux par site sera la suivante :

Sur le site de la Sorrière, les bovins lait seront conduits dans les installations d'élevage existantes après construction de la nouvelle stabulation qui sera affectée à un lot de 115 vaches laitières en production. Les lisiers et les eaux vertes et blanches générées par les installations de traite seront collectés en totalité et stockés dans des fosses béton étanches et conformes aux normes en vigueur, avant d'être épandus sur le projet de plan d'épandage dans le respect des règles en matière de fertilisation organique. Les litières accumulées stockées plus de 2 mois sous les animaux et non susceptibles d'écoulement seront déposées directement en tas au champ sur les surfaces épandables de l'exploitation. Seuls les fumiers compacts raclés dans la stabulation taurillons B13 seront déposés dans la fumière couverte du site conforme aux normes en vigueur.

Sur les sites annexes :

Les bovins seront élevés l'hiver dans les stabulations sur litière accumulée intégrale. Les litières accumulées paillées régulièrement et stockées plus de 2 mois sous les animaux seront déposées au moment du curage à la sortie de l'hiver en tas au champ et sur le site de la Hunière dans la fumière non couverte existante associée à une fosse à purin conformes aux normes en vigueur.

Dans le cadre du présent projet, l'exploitant ne sollicite aucun aménagement aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des ICPE

Le projet de plan d'épandage est constitué des surfaces exploitées par le demandeur. Les surfaces agricoles du GAEC sur Souleuvre en Bocage, Valdallière et Vire Normandie comptent une surface épandable maximale de 307,1 hectares. Ces surfaces seront suffisantes pour absorber les flux d'azote et phosphore contenus dans les déjections animales de l'exploitation au stade projet et respecter le plafond des 170 kgN animal/ha SAU applicable en zones vulnérables.

Site existant✖

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

[illegible]

4.4 installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA) :

Votre projet est-il soumis à une ou plusieurs rubrique(s) relevant de la réglementation IOTA ?

Oui ☒ Non ☐

Si oui :

- la connexité de ces IOTA les rend-elle nécessaires à l'installation classée ?

Oui ☒ Non ☐

- la proximité de ces IOTA avec l'installation classée est-elle de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients ?

Oui ☐ Non ☒

- indiquez la (ou les) rubrique(s) concernée(s) :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA)	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Forage sur le site la Sorrière Débit de la pompe : 5 m ³ /h Profondeur : 17 mètres	Déclaration
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, d'un volume total prélevé compris entre 10 000 et 200 000 m ³ / an : projet soumis à déclaration au titre de la loi sur l'eau	Prélèvements : 16 281 m ³ /an dans le forage du site de la Sorrière Projet classé soumis à déclaration	Déclaration
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : - supérieure ou égale à 20 ha (Autorisation) - supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha. (Déclaration)	Sur le site de la Coquerie, la surface des aires imperméabilisées (toitures des stabulations + aires bétonnées) et de la voirie empierrée couvrira 3.722 ha. Sur les sites annexes, l'emprise des installations existantes est de 1.74 ha, dans le bassin versant de la Vire Surface du projet dans le bassin versant de la Vire > 1 ha, projet classé soumis à déclaration	Déclaration

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel, sous réserve des aménagements demandés au point 5.2. Ce document devra également permettre de justifier que votre installation soumise à déclaration connexe à votre activité principale fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☒

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :

Oui Non

Si oui, lequel ou laquelle ?

Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	5 des 6 sites d'élevage s'inscrivent bien en retrait des ZNIEFF identifiées sur l'aire d'étude ; les installations sur le site du Bas Queillet s'étendent en bordure d'une digitation de la ZNIEFF 2 de la Moyenne Vallée de la Vire et bassin de la Souleuvre. Quelques parcelles du plan d'épandage bordent voire chevauchent la ZNIEFF2 de la Moyenne Vallée de la Vire et Bassin de la Souleuvre et celle du Haut-Bassin de la Vire, en bordure du réseau hydrographique (îlots 5, 7, 32, 37, 41, 42, 50, 51).
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le bassin hydrographique de la Vire est couvert par un arrêté de protection de biotope pour la protection d'espèces piscicoles. Le projet du demandeur ne prévoit aucun aménagement ou intervention dans le bassin hydrographique, notamment dans la rivière de l'Allière et ses affluents.
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site d'élevage de la Sorrière où sont prévues les nouvelles constructions se situe hors zones humides.
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les sites d'élevage et le projet de plan d'épandage se trouvent en dehors des périmètres de protection des captages locaux servant à l'alimentation en eau potable.
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?

D'un site Natura 2000 ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les sites d'élevage apparaissent bien en retrait du site natura 2000 du bassin de la Souleuvre ; le projet de plan d'épandage se trouvent en retrait du même site natura à l'exception de l'îlot 51 qui le borde sans l'intersecter.
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

7. Effets notables que le projet, y compris les éventuels travaux de démolition, est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	alimentation en eau de l'élevage du site de la Sorrière à partir du forage de l'exploitation : prélèvement pour le fonctionnement de l'élevage de 16281 m3/an au stade projet. alimentation en eau des bovins sur les sites annexes à partir du réseau public AEP, pas de prélèvement d'eau souterraine sur les sites annexes pour le fonctionnement des installations du GAEC
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Dans le cadre du projet, l'exploitant ne prévoit aucun nouveau terrassement.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Milieu Naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Risque de pollution du bassin hydrographique de la Vire à proximité des sites d'élevage par fuite d'effluents liquides ; risque d'eutrophisation des milieux aquatiques et humides au contact des sites d'élevage et du plan d'épandage pouvant détériorer la qualité écologique des eaux superficielles Les risques du projet sur le milieu naturel seront maîtrisés par les mesures adoptées sur les sites d'élevage (collecte des effluents d'élevage dans des ouvrages adaptés) et à l'épandage des déjections animales.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Risque de détérioration de l'état écologique du site natura 2000 du bassin de la Souleuvre lié aux conditions d'exploitation et d'épandage d'effluents sur l'îlot 51 Aucune incidence potentielle sur le site natura 2000 du « bassin de la Souleuvre » en raison des mesures de protection mises en œuvre sur le seul îlot à proximité du site protégé (se reporter à l'étude d'incidence natura 2000)

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Risque de détérioration de l'état écologique de la ZNIEFF 2 de la Moyenne Vallée de la Vire et de celle du haut bassin de la Vire lié à la gestion des effluents d'élevage Les zones naturelles seront préservées par les mesures adoptées en matière de gestion et d'épandage des déjections animales produites par l'élevage (se reporter au document technique)
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pas de nouvelle construction à travers le présent projet en dehors de celles déjà autorisées
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	risques de type incendie et fuite accidentelle de produits dangereux dans l'environnement maîtrisés par les mesures mises en œuvre par l'exploitant dans le respect des prescriptions générales applicables aux installations d'élevage soumises à enregistrement
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	risques sanitaires de l'activité d'élevage maîtrisés par les mesures mises en œuvre par l'exploitant dans le respect des prescriptions générales applicables aux installations d'élevage soumises à enregistrement
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?				
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	camion de ramassage du lait tous les 2 jours, camion d'enlèvement des bovins à l'engraissement, engins agricoles pour les opérations d'affouragement, raclage des exercices bétonnés des VL, récolte de fourrages, épandage d'effluents par rapport à la situation existante, pas d'augmentation significative du trafic routier lié au fonctionnement des installations d'élevage sur les différents sites.
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les sources de bruits seront les suivantes : équipements mécaniques, bruits générés par les animaux, installations de traite. Les bruits générés sur les sites seront occasionnels et de courte durée, ils seront fortement atténués par la distance importante entre les installations d'élevage et le plus proche tiers, la conception des installations et les plantations périphériques. (se reporter au point III 25 de l'étude technique)
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les sources d'odeurs seront les suivantes : les animaux eux-mêmes, les déjections animales (au stockage, reprise avant épandage et opérations d'épandage). Les émissions d'odeurs des installations d'élevage seront atténuées par la distance importante entre les installations et les habitations voisines et les obstacles physiques intercalés (haies bocagères, bâtiments).
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

	Engendre-t-il des émissions lumineuses?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sur le site de la Sorrière, éclairage à l'intérieur de la stabulation des VL en période hivernale peu visible à l'extérieur en raison de la conception fermée du bâtiment. peu d'éclairage à l'extérieur des installations
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les principaux rejets atmosphériques polluants de l'élevage seront l'ammoniac et les poussières émis au niveau des bâtiments, des ouvrages de stockage d'effluents et à l'épandage des déjections animales. Ces émissions polluantes seront maîtrisées par les mesures mises en œuvre par l'exploitant dans le respect des prescriptions générales applicables aux installations d'élevage soumises à enregistrement.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pas de rejets d'eaux résiduaires dans l'environnement collectées en totalité et stockées en fosse avant leur épandage sur les surfaces épandables.
	Engendre-t-il des d'effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les effluents générés par l'élevage seront des fumiers compacts et des lisiers. L'ensemble de ces effluents sera géré par épandage sur les parcelles du plan d'épandage dans le respect de la réglementation.
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les déchets vétérinaires sont collectés et repris par le vétérinaire dans le cadre d'opérations de collecte. Les bidons vides de produits dangereux sont repris par les fournisseurs. Films plastiques, bâches à silo usagées collectées par une filière spécifique, DIB évacués vers la déchetterie locale
Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pas de nouvelle construction dans le cadre du projet en dehors de celles déjà autorisées
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences du projet, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquelles :

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

A Vire Normandie le 27/05/2024

SALLOT Patrice



CHANCEY Armand



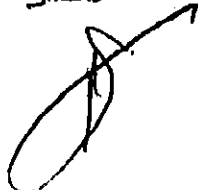
SALLOT Olivier



SALOT Nathalie



SALLOT PAUL



Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces

n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒

n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒

n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒

Si vous choisissez une échelle plus réduite ☒ : 1/1000 et 1/500

En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]

n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue par les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-4 du code de l'environnement] ☒

n°5. - Une description des capacités techniques et financières au sens du 7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement ☒

n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒

Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces

Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :

n°7. - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement] ☐

Si votre projet se situe sur un site nouveau :

n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement] ☐

Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.

n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur. ☐

Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :

n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement. ☐

Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :

n°11. - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement. ☐

Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :

n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒

- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement ☒

- » schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement ☒
- » schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3 ☒
- » plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement ☒
- » plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement ☒
- » plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement ☒
- » programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ☒
- » programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ☒
- » plan de protection de l'atmosphère prévu à l'article L. 222-4 du code de l'environnement ☒

Notre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :

- » **n°13.** - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [R. 414-23 du code de l'environnement]. ☒
- » **J. n°13.1.** - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☒
- » **J. n°13.2.** Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].
Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☒
- » **J. n°13.3.** Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☒
- » **J. n°13.4.** S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant et après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☒
- » **J. n°13.5.** Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] : ☐
- **P.J. n°13.5.1** La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐
- **P.J. n°13.5.2** La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐
- **P.J. n°13.5.3** L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

Notre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions de l'article 229-6 :

n°14. - La description :

- Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ;
- Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ;
- Des mesures de surveillance prises en application de l'article L. 229-6. Ces mesures peuvent être actualisées par exploitant dans les conditions prévues par ce même article sans avoir à modifier son enregistrement



L. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]



Le projet concerne une installation d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MW :

L. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un eau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris sous les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]



L. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment des éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]



Le projet comprend une ou plusieurs installations de combustion moyennes relevant de la rubrique 2910 :



L. n°18. - Indiquer le numéro de dossier figurant dans l'accusé de réception délivré dans le cadre du rapportage MCP

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces